

n° 466  
AVRIL  
2018  
4,80 €

# silence



## JOUER HORS DES CASES

GRANDE-SYNTHE, LÀ OÙ TOUT SE JOUE

OGM CACHÉS, LA LUTTE CONTINUE



écologie • alternatives • non-violence

## Dénoncer la Saison France-Israel 2018

De juin à novembre 2018, la *Saison France-Israel* veut valoriser les liens entre ces deux pays à travers la culture, l'innovation, les sciences, etc. La campagne *Boycott Désinvestissement Sanctions*, réponse citoyenne et non-violente à l'impunité d'Israël, dénonce cette mise en avant. Quels sont les partenariats économiques France/Israël et qui favorisent-ils ?

La coopération culturelle, scientifique et technique est fondée sur un accord bilatéral datant de 1959. La France occupe la position de 5<sup>e</sup> partenaire de coopération avec Israël en matière de recherche scientifique et technologique. Cette coopération est fondée sur des partenariats universitaires (laboratoire commun de l'INSERM-Nice et de

l'Institut Technion d'Haïfa notamment) et des échanges de jeunes chercheurs. D'où l'importance du volet universitaire de la campagne BDS, encore trop peu développé en France. Cette coopération est assurée, depuis 2003, par un Haut conseil franco-israélien pour la recherche et la coopération scientifique et technologique.

### Quels sont les partenariats d'armement militaires entre la France et Israël ?

Les partenariats entre Israël et la France sur le plan militaire concernent l'ensemble des domaines depuis la production d'armement jusqu'à l'échange de savoir-faire en matière d'intervention en passant par l'échange entre les services de renseignements, dans le domaine spatial. En fait, il s'agit d'une coopération à double sens dans les différents domaines où l'un des deux pays a acquis notamment une supériorité technologique. Par exemple, la France a acquis auprès des Israélien-nes les technologies pour le développement de sa filière de drones, de même des forces

d'intervention françaises ont participé à des stages de formation conduits par des forces d'intervention israéliennes... La moyenne annuelle des prises de commande de matériel militaire se situe aux alentours de 20 millions d'euros sur les cinq dernières années. Elle était de 17,5 millions d'euros en 2016, dernier chiffre connu. Nous menons actuellement différentes campagnes en lien avec l'embargo militaire ou de désinvestissement comme la campagne en direction d'*Hewlett Packard* et l'assureur AXA (entre autres) qui sont complices de violations du droit international.

### Quelles sont les initiatives prévues en 2018 pour dénoncer la saison France-Israel ?

En 2018, nous avons prévu de nous mobiliser pour dénoncer les tentatives de blanchiment de l'apartheid israélien par la culture à travers la *Saison France-Israel 2018*, dont il convient de préciser qu'elle a été décidée en 2013, sous l'ancien gouvernement Hollande. Des initiatives auront lieu partout en France et partout où elles se produiront ou presque, elles seront contestées. L'État d'Israël revendique d'utiliser la culture pour essayer de redorer son image, notamment après les massacres à Gaza de 2009 et 2014. Comme rapporté par Eyal Sivan et Armelle Laborie dans leur livre *Un boycott légitime* et citant un ex-député du parti de gauche Meretz : "Pour l'État d'Israël, la principale source d'exportation vers l'Occident n'est pas faite de mandarines ou d'avocats, ni même d'armement ou de systèmes sécuritaires : l'essentiel, c'est la promotion d'une image, celle de l'énergie

créative' pour tout ce qui touche à la culture." Nous avons également prévu de nous associer à des initiatives visant à promouvoir la culture palestinienne, comme par exemple l'importante initiative 2018, *Le temps de la Palestine* dont *BDS France* est signataire au niveau national. Nous prévoyons aussi de lancer un appel BDS en direction des artistes, car dans plusieurs pays (Grande Bretagne, Irlande, USA, Portugal...) des appels d'artistes ont déjà été lancés avec succès, et les artistes français sont en retard sur l'expression de la solidarité avec la Palestine et la nécessaire distance à prendre vis-à-vis de la culture israélienne telle qu'elle est conçue par ce régime : un outil de propagande pour masquer les violations innombrables du droit. Il n'est pas trop tard. C'est donc l'un des nombreux défis et objectifs que nous avons à cœur de mener en 2018.

LAURENT WAUQUIEZ VEUT METTRE EN PLACE UNE ÉCOLOGIE DE DROITE



SALON DE L'AGRICULTURE 2018



DÉCÈS DU FONDATEUR D'IKEA



PRISONS: UNE "PRIME À L'AGRESSION" PROPOSÉE AUX SURVEILLANTS



## ■ DOSSIER JOUER HORS DES CASES

### 05 Pas besoin de jouets pour jouer !

L'Association Jouer pour vivre propose aux écoles primaires la Boîte à jouer : un coffre à jouets géant, posé dans les cours de récréation, rempli d'objets recyclés avec lesquels tous les enfants de l'école peuvent jouer librement en même temps.

### 08 Ces jeux turbulents qui nous turlupinent...

En 2017, les Rencontres ludiques, qui regroupent des professionnel·les du jeu, ont souhaité approfondir la question du jeu et du risque.

### 10 Jouer ensemble, par-delà les barrières sociales

La Maison des jeux de Grenoble, c'est 350 m<sup>2</sup> d'espace dédié au jeu. Et c'est surtout la conviction que le jeu est une pratique libre et gratuite qui doit se vivre pour le plaisir.

### 12 Le jeu entre aliénation et émancipation

Le jeu est vu tour à tour comme une activité participant au développement de la parentalité positive, de la réflexion sur l'écologie et le gaspillage, etc., ou comme une marchandise banale. Peu considéré dans le combat pour l'émancipation, le jeu offre pourtant des passerelles discrètes et de puissants leviers de conscientisation et d'action.

## ■ CHRONIQUES

### 16 Bonnes nouvelles de la Terre : Pour se protéger des crues, une solution : coopérer avec la nature

### 19 Chroniques terriennes : Les belles paroles ne résolvent rien

### 22 Nucléaire, ça boum ! : Vous avez dit : "dissuasion" ?

### 23 En direct de nos colonies : Complicité de la France dans le génocide des Tutsi : l'heure de vérité ?

## ■ BRÈVES

- 15 Paix • 16 Alternatives • 18 Environnement  
20 Femmes, hommes, etc. • 21 Nord/Sud  
22 Nucléaire • 23 Énergies • 23 OGM • 24 Santé  
25 Société • 26 Politique • 26 Annonces  
27 Agenda • 41 Courrier • 42 Livres • 46 Quoi de neuf ?

## ■ ARTICLES

### 29 Alimenter les luttes

Depuis quelques temps, des réseaux originaux ont germé à Nantes et à Rennes. Pour ravitailler des luttes sociales et écologiques, des paysans et des paysannes se sont associées avec des colporteurs et des colporteuses pour assurer des cantines régulières ou ponctuelles.

### 30 Réchauffement climatique, une question de survie

Fin 2017 se tenait à Bonn, en Allemagne, la COP23. Ce dernier sommet pour lutter contre le réchauffement climatique n'a, pas plus que les précédents, été en mesure de prendre des décisions à la hauteur de cet enjeu planétaire. Cependant, cette fois, les prévisions s'avèrent dramatiques : c'est la survie d'une large part de l'humanité qui est en jeu.

### 32 "Grande-Synthe, là où tout se joue"

La ville de Grande-Synthe fait figure de laboratoire en termes d'industrialisation, de migration, de pauvreté, mais aussi d'alternatives. À contre courant de plusieurs politiques municipales, la ville de Grande-Synthe soutient des initiatives qui visent à proposer un autre modèle local de société. Entretien avec Béatrice Jaud, qui a fait de cette ville le sujet de son prochain film.

### 34 La lutte contre les OGM en plein champ continue

Créés en 2003, les Faucheurs Volontaires essaient par leurs actions depuis 2008 d'alerter sur la poursuite de cultures d'"OGM cachés" en France alors que la société dans son ensemble n'en est pas avertie. Il s'agit de tournesols et de colzas rendus tolérants à un herbicide obtenu par un procédé qui n'est pas celui de la transgénèse mais celui de la mutagenèse.

### 36 La LIMAP est lancée !

La LIMAP est en activité depuis janvier 2018 au collège Maurice Utrillo de Limas dans le Rhône : c'est la première AMAP créée par des collégiennes et leurs enseignantes en Rhône-Alpes !

### 38 "Là où on vit" : se défendre dans les forêts de l'Himalaya

À Sarmoli, dans l'Himalaya en Inde, les forêts villageoises sont des "communs" : elles sont gérées collectivement par des comités élus par les villageois·es tous les cinq ans. Plus qu'un mode de socialisation de la nature, ces forêts sont des espaces de souveraineté locale et d'autonomie politique capables de donner une voix à celles et ceux qui en sont souvent privés.

### 48 Les nouveaux riches

Les monnaies sociales et complémentaires se sont multipliées sur tous les continents ces dernières années. Leurs formes varient mais elles partagent l'ambition de relocaliser l'économie et de rompre avec le système financier spéculatif. Pascal Hennequin de l'association Fokus 21 a réalisé une exposition présentant 18 portraits donnant à connaître des personnes qui ont créé ou qui utilisent ces monnaies.

Prochain dossier  
**Le syndicalisme  
peut-il être écolo ?**



Les infos contenues dans ce numéro ont été arrêtées le **28 février 2018**.

**Editeur** : Association Silence - N° de commission paritaire : 0920 D 87026 - N° ISSN : 0756-2640 - **Date de parution** : 2<sup>e</sup> trimestre 2018 - **Tirage** : 4500 ex. - **Administrateurs** : Pascal Antonanzas, Éric Cazin, Francis Levasseur, Jean-Marc Pineau - **Directrice de publication** : Gaëlle Ronsin - **Comité de rédaction** : Martha Gilson, Guillaume Gamblin, Danièle Gonzalez, Gaëlle Ronsin, Anaïs Zuccari - **Pilotes de rubriques** : Christian Araud, Cécile Baudet, Michel Bernard, Rebecca Bilon, Patrice Bouveret, Frédéric Burnel, Natacha Gondran, René Hamm, Divi Kerneis, Jean-Pierre Lepri, Pascal Martin, MickoMix, Annie Le Fur, Fabrice Nicolino, Jocelyn Peyret, Marcel Robert, Pinar Selek, Xavier Sérédine, Francis Vergier - **Maquette** : Damien Bouveret (www.free-pao.fr) - **Dessins** : Lasserpe, Thomas Mathieu, Mycolas - **Correctrices** : Bernadette Bidaut, Sonia Conchon, Monique Douillet, Isabelle Hernandez, Camille Michau, Emmanuelle Pingault, Clotilde Rouchouse - **Photographes** : Guillaume de CRÖP, B. Dury, Nicolas Falez, Google, Jouer pour vivre, Gilles Lecuire, C. Liedtke, M. Letang, La Maison des jeux, Pascal NK1 / fokus 21, Pline, Hagerty Ryan - **Et pour ce n°** : Michel Bernard, Thomas Berthet, Nicolas Bestard, Annick Bossu, Thierry Brugvin, Vassilia Conil-Lacoste, Martin David, Hugo Jamar, Stéphane Kerckhove, Maxime Lerolle, Mauve Létang, Jean-Marie Muller, Alain Refalo, François Veillerette - **Couverture** : Leah Ferrante - **Internet** : Damien Bouveret, Xavier Sérédine - **Développement supports informatiques** : Christophe Geiser (e-smile.org) - **Archives** : Mimmo Pucciarelli.

Les textes sont sous la responsabilité de leurs autrices. Les brèves sont des résumés des informations que l'on nous communique. Textes : sauf mention contraire, la revue autorise, sous réserve de citer la source, la copie illimitée à usage privé des textes. Les utilisations à usage pédagogique sont également autorisées. Tout usage commercial est soumis à notre autorisation. Illustrations : Les photos et dessins restent la propriété de leurs autrices.

**Association Silence**  
9 rue Dumenge,  
69317 Lyon Cedex 04  
Tél. : 04 78 39 55 33  
[www.revuesilence.net](http://www.revuesilence.net)

**Abonnements** : Claire Grenet : mardi et jeudi : 10h-12h / 14h-17h • **Dépositaires, stands et gestion** : Olivier Chamarande : mardi et jeudi : 10h-12h / 14h-17h • **Rédaction** : Guillaume Gamblin et Martha Gilson : lundi et mercredi : 10h-12h / 14h-17h

Virements bancaires : IBAN : FR76 4255 9000 1221 0257 7250 335  
Code BIC : CCOFRRPXXX

**Pour la Belgique** : contact et règlement à Les Amis de la Terre, Belgique, 98 rue Nanon - 5000 Namur - Belgique, Tél. : 0032 81 39 06 39, IBAN : BE24 5230 8042 8738 - Code BIC : TRIOBEBB

# ÉDITORIAL

## Se réappropriier le jeu

**L**e jeu est partout et il est multiforme.

On peut jouer seul-e ou à plusieurs. Pendant quelques minutes ou pendant des heures. À tous les âges.

Le jeu peut être sérieux (construire une maison en bâton par exemple demande minutie et patience !) ou provoquer des éclats de rire.

Le jeu peut être un objet de consommation ou un espace de liberté et de gratuité.

Mais tout n'est pas jeu. Le jeu, c'est un espace et un temps donné où l'on peut s'extraire de certaines contraintes de la réalité. C'est un moment crucial où il est socialement possible de faire apparaître des comportements qui normalement ne sont pas autorisés. Jouer peut être un outil d'apprentissage des relations et d'apprentissage de la non-violence (1), car certains jeux et manières d'y jouer favorisent l'écoute, la coopération, la communication, etc.

Mais le jeu peut aussi être un vecteur des rapports de domination entretenus dans notre société, tels que le sexisme ou la course à l'argent. *Silence* a plusieurs fois dénoncé l'omniprésence de jouets sexistes (2).

Face à cette indétermination du jeu, récupérée par la société marchande, la place du jeu libre et émancipateur est de plus en plus réduite dans notre société. Jouer est un état d'esprit. C'est pourquoi des associations d'éducation populaire ont réinvesti les jeux pour en proposer une pratique renouvelée. Jouer pour se construire ou rire, jouer pour se divertir ou découvrir, jouer selon son désir.

*Martha Gilson*

(1) *Silence*, n°145, "Jeux et coopération" ; *Silence*, n°401 "Se former à la non-violence".

(2) Sur le thème "jeux et sexisme", voir *Silence*, n°363, "3 questions à l'association MixCité", p.2 ; *Silence*, n°402 "Ces croyances qui nous dominent".



Jeu de plateau



Jeu de construction



Jeu symbolique



Jeu collectif



▲ Construction produite à partir d'objets trouvés dans la Boîte à jouer.

# Pas besoin de jouets pour jouer !

L'Association *Jouer pour vivre* s'est donné un objectif : promouvoir les droits des enfants à jouer. Pour y parvenir, elle propose aux écoles primaires le projet de *la Boîte à jouer* : un coffre à jouets géant, posé dans les cours de récréation, rempli d'objets recyclés avec lesquels tous les enfants de l'école peuvent jouer librement en même temps.

**S**ELON EMMA, À L'ORIGINE DU PROJET, IL faut commencer par comprendre l'importance du jeu et des activités récréatives pour les enfants : *"Comment soutenir ces moments de jeux en tant qu'adulte?"* Des dispositifs comme la *Boîte à jouer* existaient déjà en Angleterre. Emma Perrot et Jean-Marc Brunet sont donc allés se former là-bas, pour proposer ensuite, en France, une boîte à jeux écolo. Depuis, l'association forme les adultes à nourrir la créativité des enfants grâce à cette boîte.

## **"NE PAS ENCADRER MAIS FACILITER"**

Emma affirme que cela passe par un changement d'attitude de la part des adultes. Trop souvent, leur réflexe est d'encadrer les activités des enfants dans la cour de récré. Les adultes, par peur du risque, vont restreindre l'accès à des ressources ludiques (bâtons, grands draps, etc.) et empêcher certains jeux. En voulant cadrer les activités récréatives, ils contraignent trop souvent le jeu libre.

## **"CONTRER L'HÉGÉMONIE DU BALLON"**

Le projet attire parce qu'il répond souvent à un malaise existant au sein des cours de récréation. Dans

les cours de récré, on ne trouve trop souvent qu'un seul objet ludique : le ballon. Celui-ci est associé au foot qui, très vite, monopolise une grande part de l'espace de jeux et sélectionne les enfants, entre ceux qui y jouent et ceux qui n'y jouent pas. La réponse des adultes peut être la multiplication de règles, voire le marquage au sol pour délimiter des espaces dans la cour, extrêmement contraignants et difficiles à respecter. La formation d'adultes à faciliter le jeu, en employant la *Boîte à jouer*, permet à l'inverse que tous les enfants de l'école jouent en même temps en négociant leur rapport à l'espace de jeu.

## **"JOUER SANS JOUETS"**

*"Le projet permet d'être en contact avec des objets qui ne sont pas des jouets. C'est salutaire !"* Le jouet induit très souvent des différences de genre, d'âge, de compétence ou encore d'argent. Les enfants ont très rarement accès à d'autres types de ressources pour jouer. Or, il n'y a pas besoin d'avoir des figurines ou des poupées pour jouer à "faire semblant". Au contraire, des jouets trop identifiés peuvent rebuter (un garçon peut ne pas s'autoriser à jouer à la poupée, par exemple), ce qui n'est pas le cas d'objets plus neutres. La réappropriation d'objets, couplée à la créativité, permet d'ouvrir des portes.



Jouer pour vivre

### Un projet écolo

Concrètement, *la Boîte à jouer* est constituée d'objets qui ne sont pas des jouets. Ce sont des objets issus du réemploi, contribuant à une transformation des pratiques et des regards sur l'objet chez les enfants immergés dans ce nouvel environnement ludique, et chez les parents, témoins du jeu des enfants, et sollicités pour la collecte.

### Article 31 de la convention internationale des droits de l'enfant

1. Les États parties reconnaissent à l'enfant le droit au repos et aux loisirs, de se livrer au jeu et à des activités récréatives propres à son âge et de participer librement à la vie culturelle et artistique.
2. Les États parties respectent et favorisent le droit de l'enfant de participer pleinement à la vie culturelle et artistique et encouragent l'organisation à son intention de moyens appropriés de loisirs et d'activités récréatives, artistiques et culturelles, dans des conditions d'égalité.

Jouer pour vivre  
[www.jouerpourvivre.org](http://www.jouerpourvivre.org)  
[contact@jouerpourvivre.org](mailto:contact@jouerpourvivre.org)

Association Tu joues ?  
 Le Taillis vert  
 42220 St-Julien-Molin-Molette  
 04 77 79 77 04  
[association.tujoues@gmail.com](mailto:association.tujoues@gmail.com)  
[www.tujoues.fr](http://www.tujoues.fr)



Jouer pour vivre

Depuis octobre 2017, Laure, de l'association *Tu joues ?*, accompagne l'école du Vieux Château, à Charras (Ardèche), dans la mise en place d'une boîte à jouer. Dès le lancement du projet, les enfants y ont pris goût et réclament désormais ces moments de "jeux autrement". Sur le blog de l'école, on peut par exemple lire : "Lundi 13 octobre, une dame est venue dans l'école. Elle a apporté du carton, de la corde et du bambou, des pots de café. Tout le monde jouait ensemble, nous avons coopéré tous ensemble : il y en a qui jouaient au chevalier et d'autres encore qui s'amusaient à construire des voitures, des châteaux, des cabanes, des plages ou des maisons. Valentin". Pour répondre à leur souhait et permettre à tous de trouver des moments de jeux qui leur conviennent, l'école a depuis instauré, avec les élèves, deux jours sans ballon et deux jours avec ballon dans la cour. Quand de nouvelles ressources ludiques sont introduites dans une cour de récré, les rapports changent, et cela transforme l'expérience des enfants et des adultes.

Propos d'Emma Perrot recueillis par Martha Gilson ■

Jouer pour vivre



## Lutter contre le sexisme à la récré

**L**a Boîte à jouer est loin d'être un projet anodin. Cette boîte permet de sortir d'un rapport consumériste au jeu, mais aussi de déconstruire les *a priori* sexistes présents dans les cours d'écoles. L'exemple de la place du ballon est parlant. Les cours d'école sont en effet un espace fondamental d'apprentissage de répartition de l'espace et souvent l'enjeu d'une répartition genrée. Il arrive très souvent que les sports collectifs, largement investis par les garçons, occupent la place centrale de la cour. Cet espace central est même parfois délimité par des marques au sol, délimitation d'un terrain de football ou de basket. Les filles sont largement exclues de cette socialisation sportive, valorisée dans la répartition de l'espace, et se retrouvent au marge de l'espace de récréation. Selon Édith Maruéjols, géographe du genre, non seulement il y a une non-mixité sur le terrain central, mais celui-ci occupe parfois 80 % de la surface de la cour de récréation, pour ne faire jouer que trente enfants sur 200. La boîte à jouer "neutralise" cette répartition genrée de l'espace et oblige chacun et chacune à repartir sur de nouvelles bases : l'espace peut être redistribué, et de nouveaux jeux, qui n'induisent pas de comportements genrés, proposés. L'introduction dans cet espace d'objets neutres, comme des bâtons, des pneus ou des draps, permet le développement de l'imaginaire de chacun-e sans formatage. Les filles et les garçons jouent davantage entre elles et eux, et se permettent de sortir des stéréotypes genrés pour incarner d'autres personnages.



Jouer pour vivre



Jouer pour vivre



Jouer pour vivre



▲ Peut-on "jouer à la guerre" ?

## Ces jeux turbulents qui nous turlupinent...

En 2017, les *Rencontres ludiques*, qui regroupent des professionnel·les du jeu, ont souhaité approfondir la question du jeu et du risque. Retour sur l'atelier "ces jeux turbulents qui nous turlupinent..."

**A**UJOURD'HUI, DANS NOS SOCIÉTÉS DE plus en plus préoccupées par des programmes de prévention, des mesures de précaution et de risque zéro, la notion de prise de risque vient bousculer les pratiques ludiques des enfants ainsi que les pratiques professionnelles. En partant du postulat que la prise de risque est constitutive du jeu, par le fait qu'il est une activité incertaine, les *Rencontres ludiques* se sont interrogées sur ce qu'éveille cette notion de risque.

### LES JEUX TURBULENTS

Camille rugit et se jette toutes griffes dehors sur Cyril, qui pousse un cri mêlé de rire et arrive à sortir des pattes de son copain, tout en espérant que le lion affamé tentera de le poursuivre. Cyril se sent-il agressé ? Non, il est heureux que son ami rejoue avec lui les scènes de bataille d'animaux qu'ils ont vues ensemble. Il s'agit là simplement d'une scène de jeu turbulent. Nous qualifions souvent ainsi tous ces jeux physiques de course, de lutte, ceux où les enfants grimpent, sautent, se poussent, tourbillonnent. Tous les enfants les pratiquent dès la petite enfance mais ils reçoivent généralement un accueil mitigé de la part des adultes, quand ils ne sont pas tout simplement bannis des structures éducatives.

Pourtant, nous voyons bien que les super-héroïnes combattives, les pirates massacreurs surgissent

spontanément des imaginaires enfantins dans leurs jeux de "faire-semblant".

Et si nous inversions nos postures et accordions un peu plus de confiance et d'attention à ce que les enfants expriment et cherchent à travers ces pratiques ludiques ? Parce qu'une chose est sûre : ils jouent !

### LE JEU DOIT PROCURER DU PLAISIR

Et d'ailleurs, si nous les observons un peu plus, nous constatons qu'ils ne jouent pas avec n'importe qui : ils vont chercher leurs ami·es. Ils sont enthousiastes, leurs visages sont souriants et épanouis dans la bataille, à l'opposé des sourcils froncés exprimant le mécontentement ou la colère qui apparaissent sur les visages des bagarreuses. Le jeu procurant du plaisir, les enfants le font durer et y retournent avec joie. Dans la bagarre, l'enfant qui subit l'agression est effrayé : il fuit, crie ou pleure, l'un prend le dessus sur l'autre et cherche à le dominer. Lorsque les chevaliers se rencontrent, les joueurs et les joueuses changent aisément de rôles, il y a réciprocité dans l'interaction ; chaque partenaire a l'avantage sur l'autre à tour de rôle, sinon ce n'est plus du jeu... La reconnaissance de ces signes distinctifs permet généralement aux adultes de laisser plus facilement les enfants jouer, sans crainte.

### Pour aller plus loin

Association  
*Rencontre ludiques*,  
Audières, 38650 Saint-  
Paul-Hes-Monestier,  
tél. : 04 76 34 99 83,  
www.rencontres-  
ludiques.org



## LA PLACE DE L'ADULTE

Parfois le jeu dégénère, les enfants s'excitent et le dragon est au sol avec, sur le dos, son amie qui n'a pas mesuré son geste. L'adulte est justement là pour leur faire prendre conscience d'un geste non maîtrisé, d'un élan un peu trop brusque ; ainsi, la combattante téméraire apprendra à retenir son geste. Ces jeux sont cependant difficiles à gérer : ils sont dérangeants parce que bruyants, agités, et puis ils font courir des risques. Alors pourquoi voulons-nous les soutenir ? Qu'est-ce qu'ils représentent et apportent d'essentiel aux enfants ? Des recherches récentes sur le développement de l'enfant mettent au jour des résultats intéressants sur lesquels les *Rencontres ludiques* se sont penchées au regard de leurs expériences quotidiennes dans leurs espaces de jeux.

## UNE COMMUNICATION SOCIALE COMPLEXE

Plusieurs observations et recherches montrent notamment toute la communication non verbale soutenant ces jeux (les expressions du visage, les tensions du corps, etc.). Les jeux permettent aux enfants d'améliorer leur rapport aux autres et de saisir ces signes plus facilement, ce qui est vécu et ressenti à travers ces échanges. De plus, ils élaborent une communication sociale complexe, dans la mesure où ils doivent se donner des règles pour se dire que le jeu s'arrête vraiment car, parfois, la fuite elle-même fait partie du jeu. D'autre part, pour que le jeu puisse continuer à exister, il est important de savoir évaluer sa force par rapport à celle de l'autre. Le contact physique sous-entend une maîtrise de soi progressive pour se réajuster à l'autre et trouver l'équilibre.

Par leur dimension physique, ces jeux aident le développement de l'équilibre et de la coordination des mouvements. Et ainsi, paradoxalement

le jeu turbulent maintient les enfants en sécurité car, en jouant, ils s'exposent à des situations potentiellement risquées. Plus ils jouent, plus ils expérimentent — sous le regard bienveillant des adultes —, plus ils devront apprendre par eux-mêmes à mesurer leurs capacités physiques et le niveau de risque qu'ils prennent. Ils sauront ce qu'ils sont capables de faire et, de fait, auront davantage confiance en eux. Ces jeux, par la liberté qu'ils permettent dans l'invention des rôles, des postures et des gestes, participent largement au développement de l'imaginaire et de la créativité des enfants.

## L'IMPORTANCE DES ESPACES-TEMPS IDENTIFIÉS

Alors, quelles réticences avons-nous encore ? Comment favoriser ces jeux ? Le jeu turbulent peut avoir lieu n'importe où. L'important est d'en définir l'espace afin qu'il ne perturbe pas les autres activités, adultes ou enfantines. Les espaces extérieurs sont idéaux pour le jeu actif. Une observation fine permet de repérer rapidement les sources de danger : objets contondants, surfaces sur lesquelles on peut trébucher, sol dur ou souple... Ces éléments et la délimitation de l'espace peuvent être observés avec les enfants. Le cadre doit être clairement énoncé, avec des règles minimales et simples : pas de coups, mains ouvertes pour toucher l'autre, quand un enfant dit "stop", on arrête...

Il est de notre responsabilité de donner aux enfants la liberté et l'espace dont ils ont besoin pour jouer physiquement et s'inventer des mondes. Alors, aidons-les à devenir les courageuses aventurières et les vaillants chevaliers qui animent leur imaginaire.

Vassilia Conil-Lacoste, de la *Compagnie des jeux*, pour les *Rencontres ludiques* ■

## Les Rencontres ludiques

Les *Rencontres ludiques* sont un réseau de structures et de personnes travaillant autour du jeu et portant des valeurs communes sur le jeu et l'éducation populaire : le jeu pour le plaisir de jouer (ensemble) ; le jeu comme pratique émancipatrice ; le jeu comme pratique culturelle populaire.

L'association développe son action autour de trois axes qui s'alimentent mutuellement :

- la mise en place de formations à destination des professionnel·les et intervenant·es de l'animation, du travail social, de la petite enfance, de l'éducation et de l'aide aux apprentissages, ludothécaires... ;
- l'animation d'un réseau d'éducation populaire autour du jeu ;
- la mise en place d'un laboratoire d'expérimentation et de production de savoirs critiques sur le jeu.

L'association est animée par un comité de pilotage auquel participent notamment les structures suivantes : *Archijeu*, café jeux à Crest (Drôme), *Ludo'Perche* (Eure-et-Loir), *La Compagnie des jeux* (Hérault), *Drôles de beaux jeux* (Isère), *la Maison des jeux de Grenoble* (Isère), *Tu joues ?* (Loire).



▲ La Maison des jeux de Grenoble.

# Jouer ensemble, par-delà les barrières sociales

La *Maison des jeux* de Grenoble, c'est 350 m<sup>2</sup> d'espace dédié au jeu. Et c'est surtout la conviction que le jeu est une pratique libre et gratuite qui doit se vivre pour le plaisir. Entretien avec Claude, salarié.

## Quels espaces de sociabilité proposez-vous au travers du jeu ? Quelles sont les rencontres possibles grâce au jeu ?

On accueille un public assez large et diversifié, enfants comme adultes. Les particuliers qui font la démarche de venir dans un lieu dédié au jeu sont très souvent issus d'un certain type de catégorie sociale, souvent relativement aisée. Travailler avec des centres de loisirs, des écoles, des établissements spécialisés, etc. permet d'aller toucher un public plus large. Arrivés sur l'initiative de leur école, plusieurs enfants reviennent par la suite avec leurs parents. On a un brassage social et culturel très intéressant. Des gens se côtoient, voire jouent ensemble parfois. Ils n'auraient pas l'occasion de faire ça ailleurs, ou alors autour d'un bac à sable. Mais souvent, les bacs à sable sont dédiés à certains quartiers.

C'est lié au support proposé, le jeu. Nous, on défend que c'est une pratique culturelle. C'est une pratique plutôt populaire, contrairement à d'autres pratiques culturelles assez connotées socialement. Les barrières culturelles sont moins importantes que dans la musique ou la lecture, on ne se sent pas forcément en difficulté. Nous proposons une gamme assez large, des jeux d'adresse très simple à des jeux plus complexes, et les gens peuvent choisir et évoluent librement.

Depuis de nombreuses années maintenant, nous proposons également des animations à l'extérieur. Quand on pose des jeux sur une place de village ou dans un quartier, on invite les personnes à se mélanger. Il existe un brassage d'individus qui, habituellement, ne se côtoient pas. Il ne faut pas non plus exagérer le sens de ces rencontres, elles ne débouchent généralement pas sur des amitiés. Toutefois, ces personnes ont la possibilité de vivre des choses ensemble en étant proches, liées au plaisir et à la convivialité de jouer ensemble. Et peut-être, on l'espère, de faire tomber certains préjugés ou clichés.

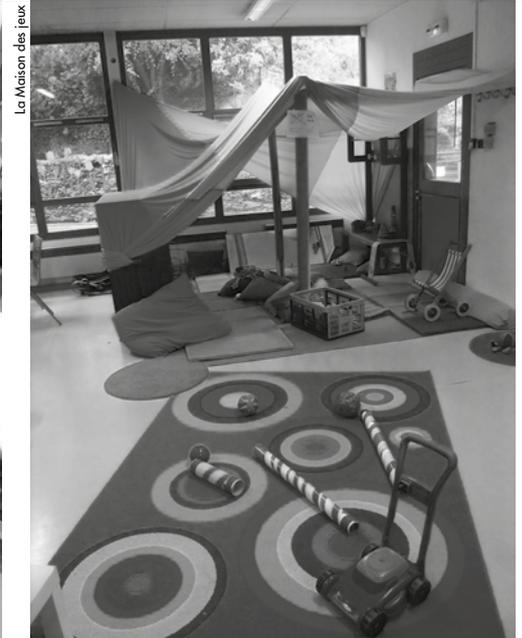
« Le jeu est un divertissement qui permet de vivre des choses très fortes sur la relation avec l'autre. »

## Dans une société où le jeu se veut souvent marchand, compétitif, où les jeux vidéo sont de plus en plus présents, de quels jeux parle-t-on ?

Parfois, par méconnaissance de la pratique culturelle, on attend quelque chose du jeu pour de "mauvaises raisons" qui dénaturent le jeu et sa pratique. Pour nous, est "jeu" tout ce qui a été conçu pour faire



▲ Une après-midi de jeux à Grenoble, à la Maison des jeux.



▲ La tente d'éveil.

jouer, pour faire prendre du plaisir. On écarte de cette définition tout ce qui est "objet ludique d'apprentissage" — ceux-ci ont été créés pour apprendre quelque chose ou pour obtenir un certain comportement. Dans ce cas, l'objectif premier du créateur du jeu n'est pas de donner du plaisir mais d'obtenir certaines choses qui ne sont pas liées directement au jeu. On a fait le choix de ne pas avoir de jeu éducatif et, pour les jeux qui attendent un certain comportement — les jeux de coopération par exemple —, on regarde si le mécanisme du jeu est intéressant.

Les jeux de coopération marchent très bien pour la petite enfance, parce que ce n'est pas un âge où on a envie de se mesurer dans le jeu, on a plus envie de vivre une histoire. Ça permet aussi à des parents de jouer avec leur enfant et de commencer à leur transmettre des notions de stratégie, de logique, sans dénaturer le jeu. Après, à partir de 7 ou 8 ans, il faut que ces jeux soient bien conçus, parce qu'il est plus difficile de se mettre en jeu quand on a pas un adversaire direct. Les jeux de coopération fonctionnent bien avec des adultes qui se sont appropriés ces pratiques culturelles, ces codes, etc.

Coopératif ou compétitif, ce qui est important pour nous c'est le mécanisme de jeu. Après, pour le choix du thème, c'est un peu comme l'humour. Ça ne nous gêne pas que les joueurs jouent les malfrats, à partir du moment où ils ont suffisamment de recul pour savoir qu'ils sont en train de jouer. Dans la vraie vie, ces comportements sont à bannir mais ils sont drôles dans un contexte de jeu. Un acteur qui joue un méchant dans une pièce de théâtre n'est pas un méchant dans la vraie vie. Par contre, ça peut être drôle d'incarner ce personnage...

« On n'est pas normatif dans la façon dont les gens vont prendre du plaisir, à partir du moment où il y a respect, du plaisir et de la motivation. C'est ça qu'on essaie de transmettre à nos joueurs. »

### Mais le jeu présuppose quand même des règles...

Il est important de bien comprendre la nature même du jeu. C'est un espace de liberté dans lequel les joueurs se sont mis d'accord sur un cadre de règles posées. L'important, c'est que quand on joue, on accepte avec d'autres personnes de vivre et d'être soumis aux mêmes règles. Pour des jeunes, construire ensemble leurs règles, petit à petit, demande énormément d'efforts, de concessions. C'est ça qui est important, intéressant dans l'éducation populaire et l'émancipation : on arrive à se mettre d'accord pour un jeu et après, on peut réinvestir cela dans la réalité pour se mettre d'accord, transformer son quartier ou la société. On joue pour le plaisir de jouer, c'est une attitude d'engagement volontaire. À tout moment, un joueur peut dire : "Ça m'embête, je m'en vais." Si on veut qu'il y ait jeu et que le jeu dure, il faut arriver à faire du commun, à faire que l'on se sente bien ensemble, et que tous les joueurs, quels que soient leur personnalité et ce qu'ils cherchent dans le jeu, y trouvent leur compte. Ça, c'est assez magique, quel que soit l'âge !

Propos de Claude Carrara, salarié de la Maison des jeux de Grenoble, recueillis par Martha Gilson ■

La Maison des jeux  
48 quai de France  
38000 Grenoble  
04 76 43 28 36  
contact@maisondesjeux-grenoble.org  
www.maisondesjeux-grenoble.org

La Maison des jeux est une association qui, depuis 1991, promeut le jeu en tant que pratique émancipatrice et porteuse de valeurs de l'éducation populaire. L'association gère un lieu à Grenoble uniquement dédié aux jeux et au plaisir de jouer. La Maison des jeux est un lieu de ressource pour d'autres structures, écoles, etc. Elle propose un centre de documentation, un service de prêt de jeux, et des formations. Elle recense également sur son site tous les lieux pour jouer dans l'agglomération : ludothèques, bars à jeux, espaces parents enfants, etc. Chacun-e peut venir y passer un moment pour jouer, en semaine et pendant les vacances scolaires, selon les horaires d'ouverture. La Maison des jeux n'est pas une ludothèque. Six salarié-es y travaillent actuellement. On compte 1 000 adhérent-es particulier-es à l'année et 250 structures adhérentes.



DR

# Le jeu entre aliénation et émancipation

Le jeu est vu tour à tour comme une activité participant au développement de la parentalité positive, de la réflexion sur l'écologie et le gaspillage, etc., ou comme une marchandise banale. Peu considéré dans le combat pour l'émancipation, le jeu offre pourtant des passerelles discrètes et de puissants leviers de conscientisation et d'action, si l'on en mesure la portée.

**D**ANS LES SOCIÉTÉS CONTEMPORAINES marquées par les "droits de l'enfant", l'individualisme, la redéfinition de la famille, les loisirs de masse, le consumérisme, le chômage, l'influence de la technologie et une tendance croissante à la *gamification* (1), la question du genre et celle de la finalité "éducative" du jeu demeurent objets de remises en cause et de tensions parfois vives au nom de l'émancipation.

## CONSOMMATION OU ÉMANCIPATION ?

Pour certain-es, tout est commerce et le jeu n'est qu'un business : chaque succès (2) est décliné en figurines, jeux vidéos, costumes et autres produits dérivés ; les marques qui éditent les grands jeux classiques reprennent les licences (3) et s'adaptent à la mode du jour. Les chambres de commerce et d'industrie déclinent des versions locales du *Monopoly*, pendant que les étudiant-es des écoles de commerce travaillent sur l'attractivité ludique des produits. Les diverses collectivités territoriales et les institutions éditent de pseudo-jeux pour communiquer, suivant les préceptes du marketing...

Pour d'autres acteurs, le jeu constitue une manière différente d'appréhender le monde et les relations à soi et aux autres, et de générer d'autres possibles : espaces d'imaginaires libres et réenchantés, coupés du poids normatif du quotidien et des interdits sociaux ; exploration de relations humaines différentes ; questionnement de nos rapports aux apprentissages ; intégration d'un plaisir gratuit dans notre vie individuelle et collective ; expérimentation et développement de compétences avec un droit à l'échec ; possibilité d'une créativité épanouie, etc.

Entre individualisme et recherche de collectif ; surabondance de jeux et de jouets et sobriété ; peur de l'addiction aux écrans (4) et volonté de partage et de liens ; apprentissage et "jeu pour le jeu" ; vie familiale et vie professionnelle..., le jeu se transforme en enjeux visibles et brouille certains repères, quitte à générer des peurs et des incompréhensions (5).

## "LE JEU EST UN ÉLÉMENT MAJEUR DE CONSTRUCTION DE LA PERSONNE"

Le jeu est présent dans nos vies dès notre plus tendre enfance et il contribue fortement à forger notre

(1) Néologisme qui se développe depuis quelques années pour désigner l'élargissement de la sphère ludique à d'autres secteurs jugés plus sérieux, déconnectés de l'enfance, via les nouvelles technologies numériques.

(2) Voir les innombrables jeux de société qui reprennent les jeux à succès de la télévision.

(3) *Monopoly*, *Risk*, etc. qui éditent des versions *Star Wars* par exemple...

(4) L'Organisation mondiale de la santé classera en juin 2018 le "*gaming disorder*" sur sa onzième liste de classification internationale des maladies. Ce choix continue à faire débat au sein de la communauté scientifique.

(5) Il est frappant de constater à quel point certaines personnes opposent radicalement jeux de société et jeux vidéos, sans concevoir par exemple que les jeux vidéos permettent l'échec sans sanction, et le droit à réessayer pour trouver une solution adéquate... Ce que la société permet rarement. Pourquoi les opposer ?



représentation du monde, de ce qui se fait ou ne se fait pas, de la manière d'être en relation... Il est partout aujourd'hui, jusqu'à conditionner notre consommation, voire notre image de nous-mêmes et des autres. Le jeu est un élément majeur de construction de la personne et des rapports de groupe, mais il demeure suspect de provoquer des addictions (aux jeux d'argent, aux jeux vidéos... à la facilité et à la légèreté, dans un autre registre) et de perturber les activités sérieuses. Longtemps illégitime, il a gagné ses galons mais de nombreuses étiquettes prétendent catégoriser les individus en fonction des jeux auxquels ils jouent.

L'émancipation est un combat historique qui emprunte mille voix parallèles, avec des avancées et des reculs. Ce qui relève d'une émancipation dépend du point de vue idéologique retenu. Chaque jeu est une goutte d'eau dans ce processus mais l'ensemble des jeux auxquels nous jouons forment un ruisseau parmi d'autres... qui irrigue lui aussi la société et ses tumultes.

Notre sélection de jeux pour nous, notre famille et nos ami-es ainsi le temps que nous passons véritablement à jouer (seul-e ou avec les autres) peuvent être effectués en conscience, selon ce qui nous semble souhaitable et juste, ou peuvent relever de conditionnements et d'habitudes. Et si l'émancipation commençait dans la sphère ludique ?

Nicolas Bestard, pour *EnVies EnJeux* ■

## EnVies EnJeux

*EnVies EnJeux* s'implique sur différents territoires afin d'accompagner et promouvoir le développement :

- des relations non-violentes, où chaque personne se construit de manière positive dans la confiance en soi et aux autres ;
- des relations de coopération entre les personnes.

Car l'association pense qu'elles favorisent l'entraide, l'écoute, la participation de tou•tes et l'acceptation de spécificités de chacun•e. *EnVies EnJeux* est spécialisée dans la mise en œuvre et la transmission des jeux coopératifs et des comportements ou compétences relationnelles qu'ils favorisent : écoute, affirmation de soi sans violence, gestion de conflits, entraide, communication, négociation, etc. L'association affirme pratiquer "l'éducation relationnelle" : un ensemble de concepts opérationnels et d'outils pratiques visant à prévenir les violences interpersonnelles, à résoudre de manière constructive les conflits et à développer les pratiques coopératives.

■ Pour en savoir plus :  
[www.envies-enjeux.fr/association](http://www.envies-enjeux.fr/association)

### Contact

**EnVies EnJeux – Aveyron**  
 37, rue de la Capelle,  
 12100 Millau,  
 tél. : 05 81 19 77 30,  
[enviesenjeux@gmail.com](mailto:enviesenjeux@gmail.com)

**EnVies EnJeux – Bouches-du-Rhône**  
 3 bis, rue de la Fraternité,  
 13400 Aubagne,  
 tél. : 04 13 12 28 67,  
[contact13@envies-enjeux.com](mailto:contact13@envies-enjeux.com)

**EnVies EnJeux – Ardèche**  
 4 rue du Rouvombal,  
 07140 Les Vans,  
 tél. : 06 74 19 40 71

**EnVies EnJeux – Isère**  
**Grenoble**  
 tél. : 06 31 78 40 48,  
[contact38@envies-enjeux.com](mailto:contact38@envies-enjeux.com)

**EnVies EnJeux - Lot**  
 Antenne en cours de restructuration  
 Nous contacter en Aveyron

Pour en savoir plus :  
[www.envies-enjeux.fr/association](http://www.envies-enjeux.fr/association)



## Jeux et émancipation : le lexique

Les jeux ne sont pas neutres et véhiculent valeurs et modes relationnels...

Alors la question est simple : que voulons-nous vivre ?

Voici quelques pistes de réflexion sur le chemin de l'émancipation.

Nicolas Bestard, pour *EnVies EnJeux* ■

### Jeux avec ou sans règles

Les jeux ne nécessitent pas toujours de matériel. La plupart des jeux spontanés se font avec ce qui se trouve à portée de main, ou tout simplement avec du contact ; les règles émergent des joueu·ses. Les jeux à règles sont plus cadrés, puisque c'est le jeu qui indique la

manière de jouer (il est naturellement toujours possible d'adapter une règle pour la rendre compatible avec ce que l'on souhaite vivre). Plus la règle est cadrée et plus le jouet est défini dans son usage, plus cela limite l'imaginaire.

### Jeux ou outils éducatifs

Pour *EnVies EnJeux*, un jeu est d'abord là pour procurer du plaisir partagé aux personnes qui jouent. Il peut servir d'outil éducatif sous certaines conditions particulières et avec une compréhension claire du détournement et de la finalité poursuivie. Nous animons par exemple de l'éducation relationnelle à partir de jeux et d'exercices coopératifs, lors de

formations ou d'ateliers. Les "jeux éducatifs" que l'on trouve dans les écoles et dans les familles se servent du prétexte ludique pour masquer (ou non) un objectif d'apprentissage, qui est important pour celui ou celle qui achète le jeu. La question est donc de savoir si ces jeux servent à partager du temps de qualité ou à développer des compétences.

### Jeux de compétition ou jeux de coopération

Les jeux d'affrontement (avec en fin de partie l'existence d'un·e ou plusieurs gagnant·es et un·e ou plusieurs perdant·es) sont surtout intéressants entre personnes de niveau équivalent, si l'objectif est bien de prendre plaisir. Si les joueu·ses entretiennent des relations harmonieuses, l'affrontement dans le domaine de l'imaginaire permet le défoulement et la reconnaissance des capacités différentes. Mais si ce qui compte pour les joueu·ses c'est de gagner absolument, les jeux de compétition peuvent dériver vers une remise en cause de l'estime de soi, avec des mécaniques de rejet. Dans le

jeu, les notions de puissance et de capacité sont fondamentales, surtout chez les enfants qui évaluent leurs compétences et leur place dans le groupe. Cela perdure aussi chez les adultes.

Les jeux de coopération sont eux fondés sur l'entraide et la solidarité des joueu·ses, qui doivent ensemble résister à une contrainte ou atteindre un même objectif en s'organisant. L'idée est de mutualiser les gains et les pertes, et de réfléchir à la manière d'intégrer les compétences de chacun·e pour se partager l'action, en définissant ensemble la stratégie. La mécanique du jeu a donc

tendance à mettre en évidence le fonctionnement relationnel du groupe, et les éventuels dysfonctionnements. Pour certaines personnes, les jeux coopératifs favorisent un "effet leader" qui permet à un individu de prendre le jeu à son compte en disant aux autres ce qu'ils doivent faire. La question est donc : comment coopérer pour intégrer et permettre à chacun·e d'avoir une place reconnue ? Réfléchir à la manière de "jouer ensemble" et de communiquer est ici une ouverture sur nos relations générales, à la maison, au travail, entre ami·es ou entre voisin·es...



## LA CENTRALE DE FESSENHEIM VA FERMER



## Fukushima : faute de décontamination, on change les normes !

Force est de constater que 7 ans après l'accident, les tentatives de décontamination des communes évacuées n'est pas satisfaisant. Peu après l'accident, la NRA, *Autorité de sûreté nucléaire*, avait fixé une norme de 0,23  $\mu\text{Sv/h}$  comme limite d'exposition dans les lieux où le retour était autorisé. Cela correspond déjà de fait à une exposition annuelle importante : cinq fois les limites admises auparavant. Malgré cette première dérive, cela ne suffira pas pour faire croire que la vie peut redevenir normale avant l'exposition médiatique des Jeux olympiques prévus en 2020. D'où la tentation de monter encore la limite de dose. Pour cela, la NRA a fait porter des dosimètres à des volontaires, montrant que ces personnes précautionneuses ne dépassaient pas 15 % des doses théoriques. À partir de ce résultat, elle envisage de monter la norme à 0,8 voir 1  $\mu\text{Sv/h}$  soit encore une multiplication des doses par 3 ou 4. Les associations indépendantes rappellent que tout le monde ne fera pas attention comme les volontaires de cette étude, que les dosimètres, portés au niveau du sein ne mesurent pas les doses reçues dans le dos et que la radioactivité n'étant pas répartie de manière uniforme, il existe des tâches radioactives particulièrement dangereuses et non visibles. Les anciens habitants des zones évacuées pourraient-ils et elles suivre un entraînement spécifique pour résister à des doses allant jusqu'à 20 fois les limites d'avant l'accident ? Cela n'existe pas. Faut-il les sacrifier pour faire croire que l'accident est maîtrisé ? C'est malheureusement ce à quoi le gouvernement se prépare.

## Fukushima

♦ **Les doses des travailleurs baissent légèrement.** Selon les données statistiques fournies par *TEPCO*, début novembre 2017, les doses auxquelles sont exposés les travailleurs sur le site de Fukushima sont en légère baisse, signe d'une meilleure protection vis-à-vis des sources de radioactivité (les réacteurs continuent à recracher d'importantes doses de radioactivité). Sur 17 658 personnes passées sur le site depuis avril 2016, 613, toutes sous-traitantes, ont quand même dépassé la limite de 50 mSv (avec un maximum à 55,39 mSv). Plus de 12 000 de ces salariés ont plus de 40 ans : *TEPCO* fait maintenant attention à ne pas faire s'exposer des personnes trop jeunes. Plus on est jeune et plus le corps est sensible à la radioactivité (augmentation des risques de cancer, risque d'avoir un-e enfant malformé-e...).

♦ **Solutions farfelues pour la protection des populations.** La centrale d'Ikata, sur l'île de Shikoku, dont le réacteur n°3 a été autorisé à redémarrer, dispose d'un plan d'évacuation en cas d'accident qui prend en compte l'impossibilité de faire évacuer les 4 700 personnes présentes sur une presqu'île en cas de mauvais temps. Pour obtenir le feu vert des autorités, il a donc été prévu la mise en place dans les gymnases de dômes gonflables avec filtres à air où ces personnes pourraient attendre leur évacuation pendant une semaine. Seul problème : ces dômes n'ont pas d'éclairage, pas d'ouverture et chaque personne n'y disposerait que de 4,5 m<sup>2</sup>. Seuls huit dômes ont été mis en place, soit uniquement pour 600 personnes, lesquelles ont largement le temps de devenir folles dans un espace aussi réduit. Mais les autorités ont validé le plan de secours !

♦ **Les Coréennes condamnées à manger radioactif.** Depuis l'accident de 2011, la Corée du Sud a suspendu ses importations de poissons du Japon, craignant d'importer des animaux radioactifs. Le Japon a porté plainte devant l'*OMC*, *Organisation mondiale du commerce* pour entrave au "libre-échange". Fin février 2018, l'*OMC* a condamné la Corée du Sud "pour restriction excessive". Les futures victimes coréennes ne seront sans doute pas comptabilisées dans le bilan de l'accident de Fukushima.

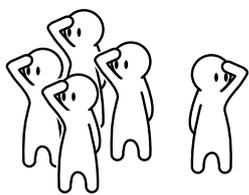
♦ **TEPCO condamné à de nombreuses reprises.** La durée des procès est longue, mais les jugements se succèdent et vont presque toujours dans le même sens : *TEPCO* n'a pas assez indemnisé les victimes de l'accident. À trois reprises, *TEPCO* a déjà été condamné pour des suicides (la dernière fois le 20 février 2018, 114 000 €). Plusieurs fois aussi pour revoir à la hausse les sommes versées (la dernière fois le 7 février 2018, pour 321 personnes du district d'Odaka pour un montant total de 8 millions d'euros).

### » Cher

## Une piscine radioactive à Belleville-Sur-Loire ?

Actuellement en France, des combustibles usés de réacteurs nucléaires sont stockés dans des piscines à La Hague (Manche). Or, ces piscines débordent... Selon les informations de *Reporterre*, EDF veut donc construire une nouvelle piscine sur le site de la centrale nucléaire de Belleville-sur-Loire, dans le Cher. Il pourrait accueillir entre 6 000 et 8 000 tonnes de métal lourd irradié (tMLi), l'unité de masse pour les combustibles irradiés — en clair, l'équivalent de 69 à 93 cœurs de réacteur nucléaire de combustibles brûlants et hautement radioactifs. Rappelons que l'accident de piscine est encore pire qu'un accident de réacteur et que l'entreposage en piscine de matières radioactives est très risqué. On se souvient du rapport de *Greenpeace* d'octobre 2017 qui alertait sur les faiblesses techniques et le manque de sécurité de certains bassins. La réalisation effective de cette piscine n'a pas encore été confirmée, et les informations produites par l'*ASN* et *EDF* tout comme par les élus locaux sont quasi inexistantes. Difficile en effet d'assumer détruire un territoire. Les échéances sont encore longues, mais *EDF* devrait déposer une demande d'autorisation de création avant le 31 décembre 2020 auprès du ministre chargé de la sûreté nucléaire. (Source : *Reporterre*)





### Pour se protéger des crues, une solution : coopérer avec la nature

Les inondations de début 2018 prouvent encore une fois les limites du tout-béton. Les digues, les bassins artificiels de rétention, les berges bétonnées ont certes leur utilité, mais elles coûtent cher, pour des résultats souvent mitigés. Et si le bon sens consistait à retrouver des "solutions vertes" pour vivre avec l'eau ?



À Nanterre, près de Paris, un jardin "éponge" pour les eaux pluviales.

Utilisons la nature comme un élément structurant dans l'aménagement du territoire", dit Marc Barra, écologue à Natureparif, l'Agence régionale pour la nature et la biodiversité en Île-de-France. Après les inondations de 2016, Natureparif a rédigé une brochure vantant les solutions vertes dans la prévention et la limitation des crues. Le texte s'appuie notamment sur l'exemple de la vallée de la Bièvre. Située au sud de Paris, cette communauté de communes a transformé ses trois bassins artificiels en points d'eau permanents, à la capacité de rétention d'eau plus importante. Le système a fait ses preuves en mai 2016 : contrairement aux autres cours d'eau régionaux, la Bièvre demeura contenue par ces bassins naturels.

Chargée de mission au sein du réseau Milieux aquatiques de France nature environnement (FNE), Lorraine Levieuge ne tarit pas d'éloges sur le rôle des zones humides. "Ce sont de véritables éponges naturelles, qui jouent un rôle primordial face aux inondations".

Dans les Hauts-de-France, l'Union syndicale d'aménagement hydraulique du Nord a libéré fin 2015 une zone d'expansion des crues de la Borre Becque, un affluent de la Lys. Cette vaste tourbière laisse libre cours au débordement de la rivière, qui dès lors n'affecte plus autant les communes situées en aval.

#### Vers des villes-éponges

Mais qu'en est-il des villes où d'aussi grandes zones humides paraissent irréalisables ? Comme le relève Lorraine Levieuge, "l'imperméabilisation des sols urbains par les constructions fait qu'en cas de pluie, l'eau ne peut pas s'infiltrer comme elle le ferait de façon naturelle, et va ruisseler, ce qui aggrave les phénomènes d'inondation". Cependant, Marc Barra ne désespère pas : "En espace urbain dense, il faut démultiplier les petits gestes de reconquête du sol : rouvrir un pied d'arbre, creuser une mare, végétaliser une toiture... Pris individuellement, ils ont peu de valeur, mais mis bout à bout, ils permettent d'atteindre une masse critique en ce qui concerne l'absorption et le ralentissement des eaux. À terme, il faut faire des villes-éponges !"

Rennes dispose d'ores et déjà d'une telle masse critique. Le projet "Végétalisons nos murs et nos trottoirs" a conquis près de quatre kilomètres linéaires de murs, et absorbe le surplus d'eau lors des intempéries.

Toutefois, pas de prévention en ville sans coordination avec la campagne. La destruction des zones agricoles accentuant les inondations en imperméabilisant les sols, la politique de lutte contre l'étalement urbain devient primordiale.

Si Marc Barra espère un changement de réglementation en vue d'interdire l'imperméabilisation des sols, il attend beaucoup de l'argument économique. En comparaison des "solutions grises", les solutions vertes coûteraient près de trois fois moins cher, pour une meilleure efficacité.

Les solutions vertes nous amènent à envisager un autre mode de gestion de l'eau, ou, comme le dit Lorraine Levieuge, à aménager le territoire pour "vivre avec les inondations plutôt que de lutter contre".

En partenariat avec: [www.reporterre.net](http://www.reporterre.net)



### » Agriculture sociale et thérapeutique Une mallette pour se lancer

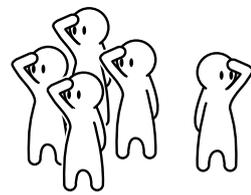
Le réseau Astra (Agriculture sociale et thérapeutique en région Auvergne-Rhône-Alpes) a réalisé une mallette destinée à servir d'outil d'appui, d'orientation et de sensibilisation sur l'agriculture sociale et thérapeutique. Elle contient des fiches d'information qui présentent la diversité des formes d'accueil et d'accompagnement ; des exemples de projets d'accueil, de parcours professionnels et de partenariats entre agriculteurs et structures sociales ; des conseils aux porteurs de projet ; des références documentaires et des contacts ; une sélection de films dans les fermes.

Réseau Astra, Domonique Granjon, ESAT Le Habert, Lieu dit Les Perrets, 73670 Entremont-le-Vieux, [www.reseau-astra.org](http://www.reseau-astra.org)

### » Finistère Run ar Puns

Situé à Châteaulin entre Brest et Quimper, le collectif Run ar Puns est à la fois un café-cabaret qui a organisé plus de 2 000 concerts depuis 40 ans, un lieu de vie de 4 foyers qui organisent un marché bio hebdomadaire, des soirées projections et jeux et une caravane-bibliothèque, et une association, Rapass. Run ar Puns apporte un soutien au lancement d'artistes locaux, réalise des actions dans les écoles, organise concerts et activités, diffuse Silence. Suite à la mise en vente d'une partie du hameau, le collectif cherche à racheter celle-ci afin de sauvegarder les valeurs portées et partagées par le lieu. On peut donc les soutenir financièrement en faisant un don à l'ordre de Collectif du hameau de Run ar Puns.

Run ar Puns, route de Pleyben, 29150 Châteaulin, tél. : 02 98 86 27 95, [www.runarpuns.com](http://www.runarpuns.com)



## » Turquie

### Les livres ne sont pas des déchets !

Des éboueurs de la ville de Çankaya dans la province d'Ankara en Turquie ont ouvert une bibliothèque gratuite et en accès libre avec des livres... trouvés dans les poubelles ! Plusieurs milliers de livres sont abandonnés par les riverain-es, souvent en bon état. Ces éboueurs les ont donc récupérés et les ont entreposés dans une ancienne usine de briques. Initialement, l'endroit était réservé aux employés et à leur famille. Mais au fur et à mesure, la collection de livres s'est agrandie et les habitants du quartier ont commencé à la fréquenter. Le lieu est aujourd'hui public, et emploie même une personne. Il y aurait aujourd'hui plus de 6 000 ouvrages, aussi bien des revues scientifiques, que des romans ou des bandes dessinées... La bibliothèque est ouverte à tou-tes, et des écoles et des prisons viennent demander que la bibliothèque leur prête des livres. Une belle initiative.



## » Gers

### Chez les voisins



À Montesquiou, petit village de 600 habitant-es, quelques personnes ont eu l'envie d'impulser et de fédérer des initiatives qui portent des valeurs démocratiques, de coéducation, de solidarité, et d'un meilleur vivre ensemble. Ça a donné *Chez les voisins*, lieu auto-construit en briques de terre crues (faites sur place) et bois, et mis à la libre disposition du public : toute personne peut proposer une activité : spectacle, débat, repas partagé, résidence artistique, troc de plantes, etc. Ce lieu se veut avant tout un lieu de rencontres, de créations pour tout un-e chacun-e. 80 personnes adhérentes aujourd'hui à l'association et en 2017 plus de 650 personnes ont participé à l'un au moins des 25 événements proposés.

Contact : [chezlesvoisins@netcourrier.com](mailto:chezlesvoisins@netcourrier.com),  
tél : 09 73 50 25 46,  
<https://culturesreseauxgers.wordpress.com>

### Remise des "Prix éthiques" et des "Casseroles" 2018 par Anticor

Chaque année, *Anticor*, association de lutte contre la corruption pour le rétablissement de l'éthique en politique, remet des "Prix éthiques", pour récompenser des comportements vertueux, et des "Casseroles", pour dénoncer des agissements déplorables. La cérémonie a eu lieu cette année le 26 janvier 2018, à la Maison de l'Amérique Latine à Paris. On retrouve notamment parmi les "Prix éthiques" :

**Alain Gautier**, lanceur d'alerte, qui a dénoncé la maltraitance sociale et les abus comptables de l'entreprise *Vortex Mobilités*, qui s'est accaparée le transport public d'enfants handicapés dans plus de 70 départements en spoliant 2 600 salarié-es.

**Médiacités**, journal d'investigation, pour ses enquêtes sur la corruption locale, <https://www.mediacites.fr>

**Stéphanie Fontaine**, journaliste, pour son enquête sur le business des contrôles routiers. Journaliste membre du collectif *Extra-Muros*, elle a révélé le projet de privatisation des radars mobiles.



## MÉDIAS



♦ **Véganes**, semestriel, éd. *La Plage*, 192 p., 19,95 €. Une revue sous forme de livre qui traite de la question du végétarisme et du végétalisme prioritairement selon l'axe de la souffrance animale. Il y a un

côté international prononcé. Il y a des textes intéressants (nos rapports avec les moustiques, les liens entre végétarisme et décroissance) et c'est très joliment présenté. Cela donne un discours qui doit fortement plaire aux végétarien-nes, mais qui risque de ne pas beaucoup toucher ceux et celles qui ne sont pas encore passé-es à l'action.



♦ **La Gueule ouverte**, 19, rue de Saïda, 75015 Paris, [lagueuleouverte.info](http://lagueuleouverte.info). *La Gueule ouverte* a été le premier hebdomadaire écolo

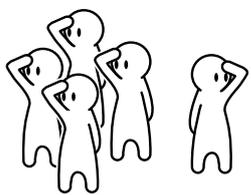
entre 1972 et 1980. C'est peu de dire que son arrêt a laissé en plan de nombreux nostalgiques. 35 ans plus tard, de jeunes lectrices de l'époque ont décidé de relancer le titre, d'abord par un site internet et depuis cet automne par le papier. La comparaison entre les années 70 et la situation actuelle est affolante, d'où le changement de sous-titre. En 1972, c'était "le journal qui annonce la fin du monde", maintenant, c'est "la fin du monde, et après". Pour le premier numéro, un rappel des grandes idées de Murray Bookchin dont les textes sur l'écologie sociale restent plus que jamais d'actualité.

♦ **LEA**. La lettre de l'éducation authentique qui promeut l'apprentissage au naturel fête son 100<sup>e</sup> numéro et ses dix ans. Disponible via internet, elle peut être également reçue par voie postale. *CREA-Apprendre la vie*, 7, Les Champs Dessus, 71 300 Mary, tél. : 03 85 79 92 17, [education-authentique.org](http://education-authentique.org).



♦ **CramCram**. Tous les deux mois, *Cram Cram* part à la découverte d'un pays en suivant l'itinéraire d'une famille globetrotteuse. Reportages à la découverte des peuples, contes traditionnels invitant à la réflexion sur le racisme, le sexisme, zoom sur la faune, recette locale dans chacun des pays traversés. Pour les enfants de 7 à 12 ans qui veulent développer leur curiosité, apprendre à respecter les différences, rencontrer et partager... Magazine réalisé en collaboration avec des lecteurs et lectrices en voyage.

*Cram Cram*, Les Salles - 29310 Querrien, <http://shop.cramcram.fr>



# Alternatives

## » Ardèche

### Le Mokiroule, librairie ambulante

Pascale Girard aime l'itinérance, les gens et... les livres ! Installée dans la vallée d'Eyrieux, elle ne se déplace plus sans son fidèle compagnon le Mokiroule (un camion ex-bibliobus). Tous les deux, ils s'installent sur les marchés ou sur des places de villages, souvent isolés, de l'Ardèche et de la Drôme.

Une fois garé, les présentoirs sont sortis, le camion ouvert, la librairie ambulante est installée ! Le bouche à oreille marche bien et la librairie fonctionne maintenant depuis deux ans. La librairie est approvisionnée de manière "classique" avec des livres neufs. Cette initiative qui fait venir les livres dans des zones rurales est une alternative réelle aux commandes sur le net, le conseil et le sourire en plus. Il existe actuellement une dizaine de librairies ambulantes en France.

contact@lemokiroule.fr, <http://www.lemokiroule.fr>



## » Montpellier

### La menuiserie collaborative

Dans un hangar de 900 m<sup>2</sup> dans la zone artisanale de Tourmezy, au sud de Montpellier, s'est mis en place depuis septembre 2017 une menuiserie collaborative. Ouverte aux débutant-es comme aux professionnel-les du bois, elle propose un accès à des savoirs et à des outils, à des prix modiques. C'est plus qu'un espace partagé, c'est un espace collaboratif. Les moins aguerri-es peuvent s'exercer à l'ébénisterie et éprouver la fierté de réaliser des objets soi-mêmes. Les professionnel-les bénéficient de l'accès à un espace, des machines coûteuses à posséder individuellement, et de la possibilité de transmettre leurs savoirs. Yoann et Olivia, tout-es deux passionné-es, menuisier-es et ébénistes misent sur cet échange de bons procédés pour développer leur menuiserie.

La Menuiserie collaborative, 169, rue Georges Auric, ZAC Tourmezy à Montpellier, [contact@menuiserieco.fr](mailto:contact@menuiserieco.fr), tél. : 06 71 27 50 59, [www.menuiserieco.fr](http://www.menuiserieco.fr)

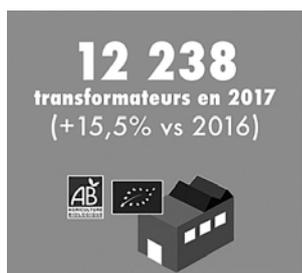
Le principe se retrouve à Toulouse : L'Atelier des bricoleurs, 64 rue de Fenouillet 31200 Toulouse, tél: 09.52.31.96.53, [contact@atelier-des-bricoleurs.net](mailto:contact@atelier-des-bricoleurs.net), [www.atelier-des-bricoleurs.net](http://www.atelier-des-bricoleurs.net) ou à Lyon : Cobois, 13 bis Rue Girie 69003 LYON, tél: 04 37 91 03 57, [cobois@cobois.org](mailto:cobois@cobois.org)



# Agri-bio

## La bio continue de progresser...

En France, le bio connaît un développement qui ne se dément pas d'année en année. De 2001 à 2016, le nombre de fermes bio a triplé. En 2016, chaque jour 21 fermes se sont converties au bio, soit une croissance de 16% en termes de surface. La demande a explosé et 9 Français-es sur 10 ont consommé des aliments bio en 2016. Et pourtant, seules 2% des aides agricoles européennes affectées à la France sont versées aux paysan-nes bio. Selon l'agence bio citée par le site *Generations futures*, ce développement se poursuit en 2017. 36 664 producteurs et productrices en agriculture biologique en France sont recensé-es en 2017 et 73% des Français-es déclarent consommer un produit bio au moins une fois par mois. Il y a eu une augmentation de 13,6% de conversions en 2017 par rapport à 2016 et la surface agricole utile allouée au bio arrive à 6,5%. Côté distribution, l'agence recense 4 752 distribut-rices en 2017 soit 18% de plus qu'en 2016. 90% des parents souhaiteraient voir progresser l'offre de produits bio dans les cantines. Les consommatrices et consommateurs qui se tournent vers le bio font aussi des choix alimentaires plus en lien avec la prise en compte de l'environnement, puisque 66% achètent plus de produits de saison et que 62% achètent plus de produits frais. La bio semble donc s'installer dans les logiques de production comme de consommation. Espérons que cet élan sera suivi par les pouvoirs publics ! Rappelons enfin que l'agriculture biologique prend tout son sens développée dans le cadre d'une agriculture paysanne locale.



## ... malgré le faible soutien de l'État

Dans le cadre des États généraux de l'alimentation, la France a notifié à la Commission Européenne le niveau de financement qu'elle va prélever sur les aides agricoles européennes pour les pratiques respectueuses de l'environnement dans les trois prochaines années. Or l'annonce faite par le ministre de l'Agriculture Stéphane Travert fin juillet 2017 prévoyant un transfert minimum, dont l'essentiel de l'enveloppe est déjà consommée, a fait réagir un collectif de 34 organisations (dont la FNAB, Agir pour l'environnement, Attac, la Confédération Paysanne, Greenpeace, le WWF, France Nature Environnement, Nature et Progrès, le Réseau Action Climat). Celles-ci estiment que "les nouvelles conversions d'agriculteurs vers la bio risquent de tout simplement être stoppées nettes car les enveloppes sont épuisées, et certains agriculteurs déjà engagés en bio pourraient devoir mettre la clé sous la porte ou repartir en 'conventionnel'".

Agir pour l'environnement, 2, rue du Nord, 75018 Paris, tél. : 01 40 31 02 99, [www.agirpourenvironnement.org](http://www.agirpourenvironnement.org)



## Les belles paroles ne résolvent rien

Par deux fois au moins ces derniers mois, la gesticulation politique a pris le pas sur l'action effective. Un verbiage vert pâle est supposé compenser l'inaction persistante d'une classe politique abasourdie par l'accumulation de menaces écologiques, transie d'effroi et incapable d'envisager un changement de paradigme.

La société du spectacle alimente ainsi la société de consommation, dans un même mouvement nihiliste. L'air de rien... nous sommes entré-es dans l'ère du rien matérialiste. Faute d'avoir prise sur le réel, la classe politique en est réduite au rôle peu enviable de gestionnaire de biens dispensant sa leçon de choses quotidienne.

### L'échec des États généraux de l'alimentation

Au terme de plus de 35 000 heures cumulées de réunionite associant plus de 700 acteurs et actrices venu-es se remplir la panse de petits fours à défaut de penser la transition agricole, les États généraux de l'alimentation ont accouché d'un projet de loi qui ne cherche même plus à faire illusion. Après avoir supprimé une grande partie des aides à la bio, le gouvernement se propose d'améliorer la qualité des aliments servis en restauration collective.

Associations et paysan-nes bio attendaient donc un seuil de 30% de bio servis dans les cantines d'ici 2022. Le ministre des "agriculteurs", intoxiqué aux pesticides, a traduit cet objectif dans un article de loi aussi verbeux qu'alambiqué... "Au plus

tard le 1<sup>er</sup> janvier 2022, les personnes morales de droit public incluent, dans la composition des repas servis dans les restaurants collectifs dont elles ont la charge, une part significative de produits acquis en prenant en compte le coût du cycle de vie du produit, ou issus de l'agriculture biologique, ou bénéficiant d'un des autres signes ou mentions prévus par l'article L. 640-2 du code rural et de la pêche maritime ou satisfaisant de manière équivalente aux exigences définies par ces signes ou mentions". Le "en même temps" législatif laisse peu de doute sur le fait que nos cantines continueront à servir une nourriture de mauvaise qualité...

### Le rendez-vous manqué des Assises de la mobilité

Parallèlement à ces États généraux de l'alimentation avaient lieu les Assises de la mobilité. Dans un registre similaire, des acteurs et actrices de la société civile sont appelés à alimenter une machine démocratique qui tourne à vide. En conclusion, un ministre de la parole "plus verte que verte" vient rappeler l'impérieuse nécessité d'agir. Dans une dramaturgie millimétrée, il est rappelé que la France a raté ses engagements climatiques en 2016, à cause notamment du secteur des transports qui a vu ses émissions de CO<sub>2</sub> exploser de 12,4% depuis 1990. Constat accablant amenant Janus à signer dans une belle ambivalence, la prolongation de la déclaration d'utilité publique du contournement ouest de Strasbourg après avoir validé celle du contournement est de Rouen.

Ces deux exemples illustrent parfaitement l'insincérité de la parole politique. Notre responsabilité est de ne rien céder sur le fond ni sur la forme. Au risque de laisser croire que la crise écologique serait derrière nous, terrassée par une accumulation de belles paroles. Mot à... maux, l'un gomme les autres. Or nos illusions, qu'elles soient techniques ou sémantiques, peuvent sans doute entretenir le doute mais en aucune façon régler les problèmes qui perdurent et s'amplifient.

### LES ÉTATS GÉNÉRAUX DE LA MALBOUFFE



Agir pour l'environnement, 2 rue du Nord, 75018 Paris, [www.agirpourenvironnement.org](http://www.agirpourenvironnement.org).

## » Bure

### Violente expulsion du bois Lejuc

Le 22 février, dès l'aube, 500 gendarmes ont expulsé les occupant-es du bois Lejuc opposé-es au projet d'enfouissement de déchets nucléaires, à grand renfort de drones, d'hélicoptères et de bulldozers. Dès le soir du 22 février, une soixantaine de rassemblements de soutien ont eu lieu un peu partout en France. L'opération a détruit la majorité des cabanes situées dans le bois et a été très violente. Dès le lendemain, des personnes sont pourtant rentrées à nouveau dans la forêt et ont pris place dans les quelques cabanes encore debout perchées dans les arbres. La forêt est occupée depuis bientôt deux ans et demi par des militants et militantes anti-nucléaire, pour lutter contre le futur site d'enfouissement de déchets radioactifs, le projet Cigéo.



Manifestation de soutien à Dijon.



Manifestation de soutien à Lorient.

Suite aux diverses interpellations, deux personnes sont en détention provisoire jusqu'au 19 mars, date de leur procès, et trois personnes sont convoquées le 12 juin au tribunal correctionnel pour outrage et rébellion.



## Notre-Dame-des-Landes : la victoire, et après ?

♦ **La fête du 10 février.** Entre 10 000 et 20 000 personnes sont venues sur la ZAD fêter l'abandon définitif du projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes. La boue était au rendez-vous, la joie aussi. On pouvait notamment croiser des tritons gigantesques, une multitude de fanfares et de chorales, une maquette géante d'avion en bois brûlée, etc. Et une folle nuit de concerts. Cette fête a marqué une énorme victoire, mais aussi le début d'un autre combat : celui de la pérennisation des alternatives qui ont germées sur la ZAD.



B. Dury



B. Dury



B. Dury

Carnaval, le 10 février à Notre-Dame-des-Landes.

♦ **Victoire contre Vinci et son monde.** La CGT Vinci a salué l'abandon du projet d'aéroport en parlant de "victoire contre Vinci et son monde, que nous connaissons bien, fait de faux semblants, d'accords secrets, d'appât du gain et de volonté de puissance". "Contre la privatisation générale des services, des finances et des politiques publiques, la victoire de Notre-Dame-des-Landes pointe du doigt leur nécessaire réappropriation collective", poursuit-elle.

♦ **Une victoire, vraiment ?** Dans un texte intitulé "NDDL : Mouvement, où est ta victoire ?", un groupe de personnes anonymes remet en question l'idée d'une "victoire". Pour elles, cette lutte n'est victorieuse ni contre Vinci, ni contre l'État, ni "pour le monde des tritons", ni pour les expériences qui se mènent sur la ZAD. "Vinci sort gagnant de cette situation : non seulement, il touchera des centaines de millions d'euros de compensation pour l'abandon du projet, non seulement il engrangera les profits liés à la modernisation de l'aéroport Nantes-Atlantique, mais il va négocier sa montée en capital dans la gestion des Aéroports (ADP), imposant à l'État de devenir minoritaire dans la gestion aéroportuaire."

♦ **Rester mobilisé·es.** Le Collectif des agriculteurs et agricultrices contre les normes interpelle les paysan·nes présent·es sur la ZAD sur ce qui les attend. "À Notre-Dame-des-Landes, vous n'étiez pas isolés jusque-là parce que vous étiez en lutte. Ce qui est la seule possibilité de faire exister des communautés dans notre époque. Vous avez jusque-là refusé la cogestion avec l'État, malgré vos divergences, face à la nécessité d'enrayer leur démocratie industrielle. Vous avez engagé le conflit. Ne le lâchez pas. La nécessité reste la même pour enrayer la normalisation agricole. C'est le même combat, la suite indissociable de la lutte contre l'aéroport. (...) Primes agricoles ou pas, vous serez soumis aux contrôles administratifs qui tentent d'entraîner nos activités vers un rapport industriel ou vers l'interdiction". Ses membres appellent les habitant·es de la ZAD et les comités de soutien à maintenir le rapport de forces avec l'État.

♦ **Rembourser les collectivités locales ?** Les collectivités pro-aéroport, réunies au sein du Syndicat mixte aéroportuaire, ont demandé mi-février à l'État de lui rembourser les 29 millions d'euros versés à l'État et à Vinci pour la réalisation de l'aéroport et du barreau routier. La ministre des Transports a souhaité de son côté se donner six mois de concertation avec les collectivités pro-aéroport pour préparer l'après-NDDL. Temps de latence que n'apprécie pas le syndicat.

♦ **À qui appartient les terres ?** Le conseil départemental de Loire-Atlantique, ancien propriétaire de 895 ha de parcelles à Notre-Dame-des-Landes, sur le site prévu pour accueillir le projet d'aéroport nantais, a officiellement demandé à l'État, lundi 12 février, leur rétrocession. Une demande en contradiction avec celles des habitant·es, qui souhaitent continuer à vivre et à faire vivre le Bocage nantais.

♦ **Taxer le kérosène.** Dans un communiqué, le Mouvement pour une Alternative Non-violente (MAN) espère qu' "une nouvelle ère s'ouvre : celle où les grands projets doivent être abandonnés quand ils sont contraires aux préconisations de la COP 21". Il propose surtout d'aller "plus loin" : "Le transport aérien génère aujourd'hui près de 3% des émissions globales de gaz à effet de serre (GES). À titre de comparaison, la France est responsable de 1% des émissions de GES du monde. Le transport aérien n'est à ce jour concerné par aucun des mécanismes mis en place pour réduire les émissions de GES, il ne figure aucunement dans l'Accord de Paris sur le Climat. Le kérosène n'est taxé nulle part dans le monde, contrairement aux autres produits fossiles comme l'essence et le gas-oil". Le MAN appelle donc à "taxer le kérosène à l'échelle mondiale" pour limiter fortement le nombre de voyages en avion...

♦ **Présence policière sur la D281.** Sous prétexte d'encadrer des machines de travaux, entre 20 et 50 fourgons des gendarmes mobiles occupent la D281, empêchant parfois des personnes d'emprunter la route. Il y a un énorme programme de fichage et de surveillance : des passages réguliers d'un hélico et d'un drone, la présence d'un camion avec caméra télescopique et une antenne d'écoute, des physionomistes et la prise d'images vidéo constante.



## » Rallye Monte-Carlo

### La fête des riches qui veulent détruire la planète

En janvier 2018 s'est tenue la 85<sup>e</sup> édition du rallye Monte-Carlo, cette fête de la destruction volontaire et accélérée de la planète. Silence a déjà épinglé les nouvelles formules permettant à quelques millionnaires de suivre le rallye en direct dans des hélicoptères survolant le parcours... Mais au-delà, la consommation des voitures de rallye en épreuve spéciale peut aller de 30 à 60 litres aux 100 km. "En 2010, le bilan carbone du Rallye de France s'élevait à 3 300 tonnes équivalent CO<sub>2</sub>, soit l'équivalent de 2 160 trajets aller-retour entre Paris et New York pour un passager en classe économique", souligne la Société alpine de protection de la nature (SAPN). De quoi anéantir en quelques jours les efforts annuels de milliers de personnes pour le climat. Combien d'AMAP faut-il pour compenser cette gabegie d'émissions de CO<sub>2</sub> ? L'argument de la création d'emplois est parfois invoquée pour défendre la légitimité de cet événement désuet. Mais comme le souligne la SAPN, "vouloir remplir des hôtels pendant quelques jours en lieu et place d'inciter et d'engager un territoire vers une urgente transition énergétique tient de l'irresponsabilité". Alors que plus de 3 000 personnes meurent chaque année sur les routes françaises, cet événement constitue à lui seul une anti-campagne de sécurité routière. "Lors des nombreux repérages et des entraînements pour les pilotes de rallye, les essais sont effectués aux côtés des usagers (piétons, cyclistes, automobilistes) parfois à grande vitesse, rendant la fréquentation des routes dangereuses", renchérit la SAPN. Il est grand temps d'arrêter les dégâts.

Société alpine de protection de la nature, 48 rue Jean Eymar, 05000 Gap, tél. : 04 92 52 44 50, [www.sapn05.org](http://www.sapn05.org)

## Une caravane contre les Center parcs

Face à la destruction de plusieurs centaines d'hectares de forêts sous les projets de Center parcs, à Roybon en Isère, au Rousset en Saône-et-Loire, et à Poligny dans le Jura, l'opposition se construit autour de coordinations, de marches, et d'occupation de terrains avec les ZAD.

La Coordination Center Parcs, Ni Ici, Ni Ailleurs (CP NINA), regroupe des collectifs, des associations et des individus qui contestent les projets d'implantation des Center Parcs de la société Pierre & Vacances. Cette coordination porte une nouvelle initiative en ce début de printemps 2018 : la Caravane contre les Center parcs. Le passage d'une caravane motorisée et si possible cyclo est prévue entre ces trois sites, au départ de Roybon en avril 2018, avec le projet de former cette caravane avec une bibliolutte (avec livres, brochures, etc.), un infokiosque, une malle aux chansons et des expos-photos. Elle passera notamment à Lyon le 25 avril.

Cette caravane permettra de découvrir les actions des ZAD, dans les luttes contre ces projets mais aussi contre le monde qui les porte. Que ce soit la permaculture (comme à Roybon) ou la construction de cabanes, les repas partagés, les ateliers de bricolage, il y aura beaucoup à découvrir grâce à cette caravane contre les Center parcs !

Plus d'infos sur [zadroybon.wordpress.com](http://zadroybon.wordpress.com) et sur <https://zad.nadir.org>



## En Europe, les renouvelables doublent le charbon

En 2017, le vent, le soleil et la biomasse ont produit 20,9 % de l'électricité européenne, devançant pour la première fois le charbon et la lignite (20,6 %). Si à ces énergies renouvelables, on ajoute l'hydraulique (en baisse de 2 % en 2017, conséquence de la sécheresse), le total des renouvelables devrait atteindre les 50 % au plus tard en 2030, bien au-dessus des objectifs de l'Union européenne (27 %).

Parallèlement, le nucléaire continue à baisser lentement (-0,5 % en 2017) alors que la consommation reste en légère hausse (+0,7 %), augmentation surtout sensible dans les pays de l'Est européen.

La baisse du recours au charbon devrait s'accélérer : en 2017, trois nouveaux États membres, les Pays-Bas, l'Italie et le Portugal, ont annoncé leur sortie du charbon, rejoignant la France et la Grande-Bretagne. Il reste 258 centrales à charbon en Europe, responsables de 15 % des émissions de gaz à effet de serre.

## Le grand éolien se développe rapidement

C'est en mer que le rendement des éoliennes est le meilleur et les grands investisseurs ne s'y trompent pas : la mer du Nord, peu profonde, est en train de se couvrir de parcs éoliens. Treize d'entre eux ont ouvert en 2017 pour une capacité totale de 3100 MW portant le total en mer du Nord à 15 800 MW. Ce sont principalement l'Allemagne et la Grande-Bretagne qui construisent à toute vitesse ainsi que, à un niveau moindre le Danemark, les Pays-Bas et la Belgique. Au vu des projets en cours, il est prévu d'atteindre en 2020 au moins 25 000 MW, ce qui correspond à une production électrique équivalente à une vingtaine de réacteurs nucléaires. Le prix est en effet de l'ordre de 2,5 milliards d'euros pour 1 000 MW, ce qui est bien moindre que le prix actuel des réacteurs nucléaires. La plus grosse éolienne en fonctionnement est danoise avec 8 MW. Hors de portée des capacités financières des coopératives citoyennes.



## NUCLÉAIRE ÇA BOUM !

Jean-Marie Muller

### Vous avez dit : "dissuasion" ?

Dans les discours relatifs à la défense des nations, il est un mot qui revient souvent : celui de *dissuasion*. L'étymologie de ce terme provient du verbe latin *dissuadere* (de *dis* et de *suadere*, conseiller ; conseiller de ne pas) qui signifie détourner. Dans la terminologie militaire, dissuader un adversaire signifie lui conseiller de se détourner de toute attaque et de renoncer à toute agression par une menace d'armes capables de lui causer des dommages irréparables.

la menace de l'emploi et, par elle-même, celle-ci doit être récusée au même titre que l'emploi.

#### Une menace pour la paix

L'analyse la plus rigoureuse de la situation internationale fait apparaître que l'arme nucléaire est une menace pour la paix en France et dans le monde, et non pas une sécurité. À aucun moment, dans aucun conflit, non seulement l'emploi mais la menace même de l'emploi de l'arme nucléaire ne sauraient être envisagés. Ils sont véritablement impensables. L'ampleur de la catastrophe humanitaire provoquée par tout usage de l'arme nucléaire constitue une totale dissuasion qui pèse sur nos propres organes de décision. Ainsi, la dissuasion s'inverse-t-elle et se retourne contre elle-même : ce sont les décideurs des États nucléaires qui sont dissuadés d'employer l'arme nucléaire.

La menace terroriste est la principale menace qui pèse sur nos sociétés, mais l'arme nucléaire s'avère totalement incapable de l'éradiquer. Les terroristes qui viennent frapper mortellement nos sociétés peuvent rire de nos armes nucléaires. En outre, la préméditation du crime nucléaire constitue la négation et le reniement de toutes les valeurs morales, éthiques, intellectuelles et spirituelles qui fondent la civilisation. Bien que l'on refuse d'en prendre conscience, ce reniement empoisonne en profondeur la vie morale des Français-es.

Lors des vœux qu'il a présenté aux armées le 19 janvier 2018, Emmanuel Macron a promis que des travaux de renouvellement des deux composantes de la dissuasion nucléaire, la force océanique et la composante aérienne, seraient menés au cours du quinquennat. Il a précisé que dès 2018 le budget de la défense serait augmenté de 1,8 milliard d'euros pour atteindre 34 milliards. Il y a là un véritable détournement de l'argent public au profit d'œuvres de mort et au détriment d'œuvres de vie. Combien de temps les Français-es supporteront encore ce gigantesque gâchis ? Face à toutes ces dérives, seule une mobilisation de la société civile a le pouvoir de faire entendre raison aux responsables politiques. Et cette mobilisation concerne chaque citoyen-ne.

## Gene Sharp, "le machiavel de la non-violence"

Gene Sharp est décédé le 28 janvier 2018. On le surnommait parfois le "Machiavel de la non-violence" ou le "Clausewitz de la guerre non-violente". Pendant

plus de soixante ans, il a mené des recherches sur les stratégies non-violentes contre les dictatures et les pouvoirs oppressifs. Ses ouvrages ont influencé de nombreux citoyens dans quatre coins du monde et il a inspiré quantité de mouvements



pour la démocratie en Europe de l'Est (révolutions de velours), en Serbie, en Ukraine (révolutions de couleurs), mais aussi dans les pays arabes en 2011. Son manuel *De la dictature à la démocratie* (1993) a été publié et traduit en 34 langues. Sa liste de 198 moyens d'action non-violente a également beaucoup circulé. Sharp identifie et analyse les sources du pouvoir : l'autorité, l'adhésion, les compétences, les moyens matériels, les sanctions et les facteurs intangibles. Ces piliers sont aux mains du peuple qui, s'il le décide et s'organise, peut les ébranler. Fondateur de l'Institut Albert Einstein, il montre l'importance du choix des objectifs de lutte et de la stratégie pour mener à bien une campagne d'action non-violente. **Alain Refalo**

## La Suède interdit les ventes d'armes aux pays "non-démocratiques"

Le 27 juin 2017, la Suède est devenue le premier pays à interdire les ventes d'armes à des pays se situant au-dessous d'un certain standard de garanties démocratiques. Cet accord entre le gouvernement et le parlement, fruit de la coalition entre les sociaux-démocrates et leurs alliés écologistes, et de pressions d'ONG et d'Églises, va exclure des ventes d'armes suédoises des pays comme l'Arabie Saoudite, Oman et les Émirats Arabes Unis, dont la répression armée contre des opposants a été pointée du doigt. La Suède continuera à vendre des armes aux pays de l'Union européenne, à la Corée du Sud, à la Norvège, aux États-Unis et au Canada. La Suède distribue donc des certificats de démocratie assortis du droit de tuer. L'entreprise Saab a par ailleurs fait pression contre cet accord en menaçant le gouvernement de délocaliser certaines de ses activités.

Observatoire des armements, 187, montée de Choulans, 69005 Lyon, tél : 04 78 36 93 03, [www.obsarm.org](http://www.obsarm.org)



Missile S3, Musée de l'Air et de l'Espace, Paris Le Bourget (France)

#### Une notion mensongère

Cette notion de dissuasion s'applique à toutes les armes, mais elle revêt une importance particulière en ce qui concerne les armes nucléaires. Du fait même de leur capacité illimitée de destruction, les États nucléaires s'emploient à afficher leur détermination à ne pas les employer mais seulement à menacer de le faire. En mettant en avant le principe de dissuasion, l'État nucléaire veut faire croire qu'il n'a nulle intention guerrière mais qu'au contraire son intention est toute pacifique, que s'il consacre des milliards pour fabriquer et moderniser des armes nucléaires ce n'est pas pour faire la guerre mais pour préserver la paix.

L'affichage de la dissuasion voudrait cacher le caractère intrinsèquement inacceptable des armes nucléaires aussi bien du point de vue éthique que du point de vue stratégique. Mais il n'en est rien. Car si la dissuasion n'est pas l'emploi, elle est

## Complicité de la France dans le génocide des Tutsi : l'heure de vérité ?

Le soutien de l'État français au régime qui a organisé et commis le génocide des Tutsi en 1994 au Rwanda, provoquant la mort d'entre 800 000 et un million de personnes Tutsi, ressurgit régulièrement dans l'actualité. Le silence des autorités françaises reste pourtant assourdissant.

Pourtant, en décembre 2017, le cabinet new-yorkais *Cunningham Levy Muse* a publié un rapport (1) commandé par l'État rwandais sur le rôle des responsables civils et militaires français dans le génocide des Tutsi. Ce rapport épiluche l'ensemble de la documentation publique disponible et dresse un état des lieux glaçant sur l'implication de l'État français.

Il a été publié quelques mois après le dépôt, en juin 2017, de deux plaintes relatives à l'implication de la France dans le dernier génocide du 20<sup>e</sup> siècle.

Une première plainte pour complicité de génocide déposée par les associations *Sherpa*, *Ibuka France* et le *CPCR (Collectif des parties civiles pour le Rwanda)* visait la *Banque Nationale de Paris (BNP)* qui aurait autorisé un virement pour l'achat d'armes utilisées par les génocidaires. Au même moment, l'association *Survie* portait plainte, là aussi pour complicité de génocide, mais cette fois contre les responsables civils et militaires français. *Survie* avait déposé une première plainte identique en 2015, mais celle-ci avait été classée sans suite par le procureur qui avait considéré qu'elle visait le président (décédé) et des ministres de l'époque, qui relèvent, eux, de la Cour de Justice de la République.

Cette fois, la constitution de partie civile de l'association va obliger à nommer un-e juge d'instruction pour enquêter sur les agissements de hauts fonctionnaires civils et militaires.

La même semaine que ces dépôts de plaintes, un article de la revue *XXI* pointait la responsabilité d'Hubert Védrine, à l'époque Secrétaire général de l'Élysée, dans le réarmement des forces armées rwandaises largement impliquées dans le génocide et

repliées au Zaïre en juillet 1994. Cet engagement n'était malheureusement pas nouveau.

### Les archives de l'État français restent fermées

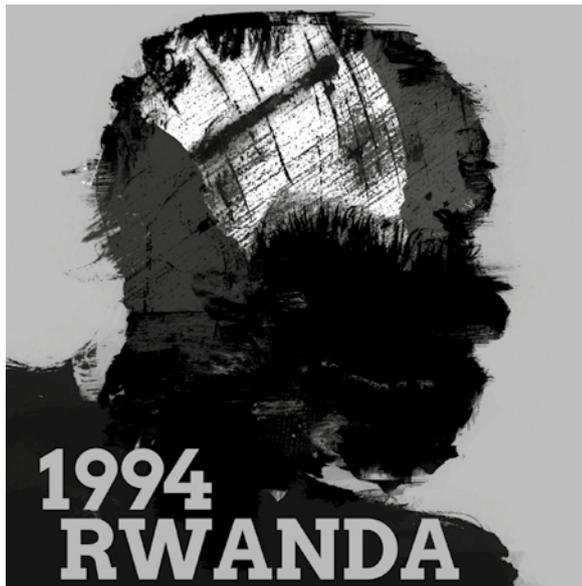
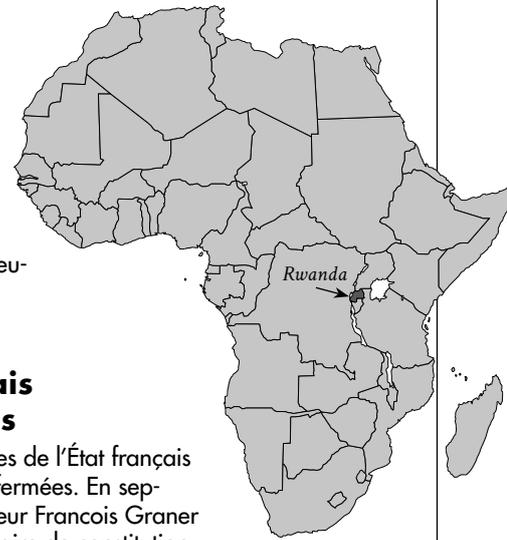
Malgré cela, les archives de l'État français restent pour l'essentiel fermées. En septembre 2017, le chercheur François Graner a vu sa question prioritaire de constitutionnalité visant à permettre l'accès aux archives

de François Mitterrand déboutée. Les archives de M. Mitterrand sont "gardées" par la mandataire qu'il avait désignée, M<sup>me</sup> Bertinotti, qui peut à loisir autoriser qui bon lui semble à accéder aux documents de son choix sans justification et sans recours possible. La question va maintenant être portée devant la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) afin d'obtenir l'ouverture de ces archives dont la difficulté d'accès laisse à penser qu'elles renferment de nombreuses clés de compréhension.

Le président Macron a annoncé à Ouagadougou l'ouverture des archives concernant l'assassinat en 1987 de Thomas Sankara, président du Burkina Faso. En 2015, François Hollande avait fait une promesse similaire au sujet du génocide des

Tutsi... vite enterrée quand les deux fonctionnaires chargés de l'inventaire ont mis au jour des documents incriminant notamment Hubert Védrine. Alors, après les promesses, à quand les actes ?

(1) *Cunningham-Levy-Muse*, "Report and Recommendation to the Government of Rwanda on the Role of the French Officials in the Genocide against the Tutsi", 11 décembre 2017



Une chronique de: *Survie*, 47 avenue Pasteur, 93100 Montreuil, <https://survie.org>



### » Rwanda

## Bob Denard payé par les génocidaires via la BNP

Le mercenaire français Bob Denard a dépêché des hommes pour certaines missions au Rwanda pendant le génocide. Il a été payé par le gouvernement génocidaire et ce paiement s'est fait par l'intermédiaire de la banque française *BNP*, révèle un rapport publié le 1<sup>er</sup> février 2018 par *Survie*. L'association de lutte contre la FrancAfrique estime que les autorités françaises ne pouvaient ignorer les activités d'un mercenaire resté régulièrement en contact avec les services de renseignement tout au

long de sa carrière. Cela confirme la nécessité de faire la lumière sur ce que l'État français savait et a décidé de faire avant, pendant et après le génocide, selon un fonctionnement institutionnel qui, pour l'essentiel, est toujours à l'œuvre. Et aussi celle de faire avancer les différentes procédures juridiques en cours afin que justice soit rendue à ce sujet.

*Survie*, 47 avenue Pasteur, 93100 Montreuil, <https://survie.org>



## » Israël-Palestine

### La liste noire de la solidarité

**20** organisations qui militent pour le boycott des produits israéliens, ou pour des sanctions économiques et politiques à l'encontre d'un État qui poursuit la colonisation figurent sur "la liste noire BDS" : liste de personnes interdites de territoire en Israël. On y retrouve l'association France-Palestine Solidarité, la campagne BDS France, la Coordination européenne des comités et associations pour la Palestine, mais aussi l'Union juive française pour la paix. Des personnes juives sont donc interdites de territoire dès lors qu'elles s'opposent à la politique du gouvernement...

### Des malades meurent faute de pouvoir sortir de Gaza

**E**n 2017, 54 patient-es, dont la majorité étaient des malades du cancer, sont mort-es à Gaza après qu'Israël a refusé ou différé les autorisations de se déplacer pour suivre leurs traitements. L'une d'entre elles était Faten Ahmed, jeune femme de 26 ans atteinte d'une forme rare de cancer. Elle est morte en août alors qu'elle attendait un permis israélien pour aller suivre une chimiothérapie et une radiothérapie qui n'existent pas à Gaza. Israël a énormément resserré l'étranglement meurtrier ; son taux de délivrance de permis est tombé de 91 % en 2012 à 82 % en 2014, puis à 62 % en 2016, avant d'atteindre son taux le plus bas (54%) en 2017. Parallèlement le système de santé à Gaza – soumis à cinquante ans d'occupation et dix ans de blocus – est de moins en moins à même de faire face aux besoins de sa population.

Les associations font également remarquer que l'Égypte et l'Autorité Palestinienne basée à Ramallah ont joué un rôle dans la dégradation de la situation. "En tant qu'État voisin d'un territoire qui subit une crise humanitaire prolongée, l'Égypte devrait faciliter l'accès humanitaire pour cette population", ont-elles déclaré. "Néanmoins, la responsabilité ultime demeure dans les mains d'Israël, puissance occupante". De plus l'Autorité Palestinienne a aussi sérieusement réduit ses autorisations financières pour les traitements médicaux hors de Gaza dans le cadre de ses sanctions qui visent à obliger le Hamas à transmettre le contrôle sur la gouvernance de Gaza. (Source : [www.agence-mediapalestine.fr](http://www.agence-mediapalestine.fr), 17 février 2018).

### Ai'ta défend la langue bretonne



La langue bretonne est classée "en sérieux danger d'extinction" par l'UNESCO. Mais les autorités françaises ne semblent pas s'en inquiéter, renforçant toujours plus les conditions de la disparition de cette langue et de la culture qui l'accompagne. Ainsi début 2018, seul-es 3% des élèves apprennent la langue en immersion à l'école, la télévision publique ne diffuse qu'1h30 de programmes en breton par semaine depuis près de 20 ans, l'emploi de la langue bretonne à l'écrit comme à l'oral n'est toujours pas permis dans la plupart des services publics (transports en commun, hôpitaux, poste, démarches administratives, médias...). En 2017, plusieurs parents se sont vus refuser l'autorisation de donner un prénom breton (Fanch et Derc'hen) à leur enfant. Le collectif Ai'ta dénonce également le fait que la langue bretonne est toujours interdite sur les panneaux de signalisation des routes exploitées par l'État. Ses membres ont donc réalisé de nouvelles actions de désobéissance civile symboliques en démontant des panneaux de signalisation sur 10 tronçons de voies express en Bretagne début février 2018.

Ai'ta, <http://aita.bzh>

### Quand la Corse s'auto-colonise

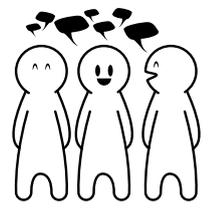


nagement commercial ont été acceptés, soit 270 000 m<sup>2</sup>. "Sans doute voulons-nous aller encore plus loin dans la mauvaise direction, avec de nouveaux centres commerciaux, un nouveau méga-port à Bastia, un gazoduc entre Bastia et Ajaccio...? C'est notre 'auto-colonisme'. (...) Notre île ne vit pas au centre d'elle-même. Elle ne vit pas dans ses villages, elle y meurt. Elle produit de plus en plus de laideurs. Nous sous-développons en croyant développer. (...) Il paraît que nos problèmes ne seraient créés que par l'extérieur. Pour autant, dans cette Corse 'colonisable', serait-il trop douloureux de constater qu'aujourd'hui l'ennemi est aussi intérieur et qu'il nous faut également, nous protéger de nous-mêmes ? (...) Nous avons testé le "colonisme". Nous avons testé le clientélisme. Nous avons testé les bombes. (...) Si jamais il peut y avoir une victoire, ce ne sera pas la victoire des Corses sur les Français, mais celle de la justice sur les crimes, de la lumière sur la coulissologie. Celle de la vérité sur le mensonge historique et la paralysie traumatique, la victoire des citoyens responsables qui s'engagent".

Jean-François Bernardini, chanteur du groupe *I Muvrini* et artisan de la non-violence, soutient les aspirations à une Corse plus autonome avec une vraie place laissée à la culture et à la langue corses en voie de disparition suite à un lent ethnocide historique. Mais dans une tribune dans *Corse Matin* datée du 5 février 2018, il refuse de rejeter toute la faute sur l'État français, préférant chercher quelles sont les possibilités d'autonomisation qui sont à portée de main des Corses eux et elles-mêmes. "Alors qu'il s'agit d'aller ensemble en démocratie, vers tous les défis, vers tous les fronts brûlants qui nous attendent, j'ai pourtant le sentiment que nous passons huit heures par jour à construire une société dans laquelle nous n'avons pas envie de vivre". Il souligne le fait que depuis 10 ans presque tous les projets d'amé-

### La presse des riches toujours plus subventionnée

Le bilan 2016 des aides publiques à la presse ré-affirme la différence de traitement entre petit et gros organes de presse : les plus riches sont les plus subventionnés. D'après les chiffres officiels du ministère de la Culture, en 2016, 79 657 023 euros ont été distribués sous forme d'aides publiques directes à la presse. Avec 7,9 millions d'euros soit environ 10% des aides totales, le groupe *Aujourd'hui en France* du milliardaire Bernard Arnault décroche la première place. Le deuxième bénéficiaire est l'homme d'affaire Patrick Drahi et son journal *Libération* avec 6,3 millions d'euros. Quant à Serge Dassault et son journal *Le Figaro*, il touche 5,7 millions d'euros. Les propriétaires du journal *Le Monde*, Matthieu Pigasse et Xavier Niel ont reçus pour leur part 5 millions d'euros. À titre de comparaison, *Silence* a touché en 2016 10 396 € et en 2017 9 290 € d'aide aux publications d'intérêt politique et général (IPG). La presse la plus vendue et la plus liée aux intérêts capitalistes vit donc grâce aux aides publiques, tandis que la presse indépendante, qui s'appuie davantage sur ses fonds propres, peine à exister. Il serait peut-être temps d'inverser la tendance...



## » Belgique

### Une chaîne humaine en solidarité avec les migrant·es



Dimanche 21 janvier 2018, une manifestation a réuni de plus de 2 000 personnes à Bruxelles dans le but d'empêcher et de dénoncer une action policière et de manifester publiquement le soutien aux demandeu·ses d'asile. La manifestation a rapidement pris la forme d'une chaîne humaine entre la gare du Nord et le parc Maximilien. Les participant·es ont dénoncé la politique migratoire de Theo Francken, secrétaire d'État belge à l'Asile et à la Migration. Tous les soirs, entre 350 et 400 migrant·es se rejoignent au parc Maximilien, et y retrouvent des bénévoles. Des personnes proposent des hébergements, d'autres le transport. De nombreux bénévoles s'organisent sur une interface internet, d'autres se rendent directement au parc Maximilien et proposent repas, hébergement, etc. Depuis début septembre 2017, la *Plateforme citoyenne* organise l'hébergement de 200 à 300 personnes, chaque nuit. Les migrant·es du Parc Maximilien sont logé·es dans des familles à Bruxelles, Liège, Namur, mais aussi dans le Hainaut.

<http://www.bxlrefugees.be>, *Plateforme Citoyenne de Soutien aux Réfugiés asbl*, 85 rue Léon Théodor, 1190 Bruxelles

## » Allemagne

### 28h/semaine dans la métallurgie : une bonne nouvelle ?

C'est *a priori* une victoire obtenue de haute lutte : plusieurs semaines de mobilisations et de négociations dans les usines de l'industrie allemande, entre le syndicat *IG Metall* – qui compte près de 2,3 millions d'adhérent·es – et le patronat allemand. Le 6 février 2018, le syndicat est parvenu à un accord avec le patronat de la plus puissante région industrielle allemande, qui abrite notamment les sites des groupes *Daimler*, *Porsche* ou *Bosch*. Les salaires ont été revalorisés, et il est dorénavant possible pour les

### La hausse de la TVA dans le locatif social affecte les coopératives d'habitant·es

**D**epuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, la TVA sur la production des logements locatifs sociaux est passée de 5,5 à 10 %. C'est en soi un mauvais coup porté au logement social. Notamment, les loyers étant plafonnés car destinés à des ménages sous plafonds de ressources, les bailleurs risquent d'être amenés à revoir à la baisse leurs ambitions environnementales pour boucler le budget de leurs prochaines constructions. Mais c'est aussi une très sombre nouvelle pour les coopératives d'habitant·es, qui ont souvent besoin d'emprunter en *Prêt Locatif Social* pour permettre la mixité sociale au sein des groupes. Non seulement les futurs projets devront eux aussi adapter leurs coûts à cette inflation fiscale, mais – pire – les projets déjà lancés (travaux en cours ou en passe de commencer) subissent des hausses en dizaines ou en centaines de milliers d'euros, que les habitant·es ont bien du mal à assumer. Chose inédite, la hausse de TVA concerne en effet aussi ces projets très avancés. Les bailleurs sociaux ont l'avantage d'être plus nombreux et plus forts, ce qui leur permet de renégocier leurs prêts de longue durée avec la *Caisse des dépôts et consignations*. Par contre, les coopératives sont des entités individuelles portées par des citoyen·nes et ont donc peu de poids face aux banques. Afin d'éviter que de tels phénomènes se reproduisent, la *Fédération Habicoop* a demandé au gouvernement de mandater enfin la *Caisse des dépôts* pour qu'elle crée un prêt aidé dédié aux coopératives d'habitant·es (rendues possibles par la loi ALUR... début 2014 !), ce qui permettrait un traitement fiscal spécifique.

**Thomas Berthet**

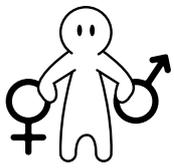
*Coprésident d'Habicoop, Fédération Française des Coopératives d'Habitants. Habicoop, c/o Locaux Motiv', 10 bis rue Jangot, 69007 Lyon, tél. : 09 72 29 36 77, www.habicoop.fr*

### Après 111 jours de grève, les salarié·es du nettoyage de l'*Holiday Inn* obtiennent gain de cause

La lutte paie parfois, et ça fait du bien. Le 8 février 2018, un accord de fin de conflit a été signé entre la direction de l'hôtel *Holiday Inn* de la Porte de Clichy à Paris et les quelques 40 salarié·es chargé·es du nettoyage des chambres, employé·es par le biais d'un sous-traitant, après 111 jours de grève. Les salarié·es ont obtenu gain de cause sur presque toutes leurs revendications : la fin du paiement des salarié·es à la chambre et leur paiement à l'heure, avec un contrôle strict des horaires, un temps de travail de 30 heures par semaines minimum, la réintégration des deux salariées mutées abusivement, la prise en compte du temps d'habillage et de déshabillage comme temps de travail effectif, le respect de la règle de deux jours consécutifs de repos hebdomadaire. La seule revendication non accordée est l'intégration au groupe *Holiday Inn*. En effet, pour l'instant les salarié·es dépendent d'un sous-traitant, *Héméra*.



appelle en France un temps partiel. Et à l'inverse, l'accord ouvre la possibilité d'augmenter le temps de travail de 35 heures à 40 heures par semaine pour les salarié·es volontaires. L'accord ne semble donc pas déstabiliser le patronat allemand, au contraire, il semble accentuer la flexibilité chère au néo-libéralisme. S'il permet aux salarié·es un accès à un rythme de vie plus acceptable, et donc une amélioration de leur qualité de vie, c'est au détriment de leur salaire, et dans un contexte encore très précaire.



# Femmes, hommes, etc.

Talents Hauts,  
maison d'édition féministe



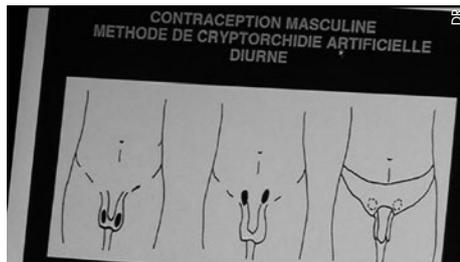
C'est en 2005 qu'a été créée la maison d'édition Talents Hauts, à partir de la conviction qu'il n'y a pas de livre neutre : tout ouvrage est vecteur d'une représentation du monde, qui imprègne ses lectrices, d'autant plus fortement quand il s'agit d'enfants. Talents Hauts propose donc de mettre en avant les filles et les femmes, mais aussi des hommes dans des rôles non stéréotypés. "Le problème numéro 1 des filles étant l'autocensure, j'ai à cœur de leur faire comprendre que l'on ne naît pas PDG, ministre ou bonne en maths, mais qu'on le devient. Dans mes livres, on les voit passer d'assistantes à ingénieures. J'aime les héroïnes qui se

révoltent, rient aux éclats, voyagent, occupent l'espace... Qui ose !", témoigne Sophie Carquain, aut-riche. "Alors oui, balance ton porc, et peut-être aussi tes Trois petits cochons, Cendrillon, tes princesses parfaites et tes super-héros, parce que si l'on ne fait rien pour que les livres de nos enfants changent avec (avant ?) le reste de la société, nous aurons pour longtemps encore de quoi remplir les grandes poubelles de l'Histoire avec des tas de cochonneries", conclut Laurence Faron, directrice de cette maison d'édition pas comme les autres.

Talents Hauts, 8 rue Charles Pathé, 94300 Vincennes, tél. : 01 41 93 16 64, www.talentshauts.fr

## Contraception masculine : où en est-on ?

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017, le *Planning familial* propose, à Paris, des journées de consultation groupées adressées aux hommes. Mais celles-ci n'attirent pas les foules. La contraception reste trop souvent la responsabilité des femmes, alors qu'il existe plusieurs alternatives de contraception masculine, qui ne sont pas développées faute de demande. À l'heure où de plus en plus de femmes se détournent de la contraception hormonale, petit point sur les moyens de contraception masculine. La méthode la plus connue reste bien évidemment le préservatif, qui est aussi la protection la plus efficace contre les MST.



À l'opposé, on trouve la vasectomie, méthode de contraception dite "définitive", qui bloque les canaux acheminant les spermatozoïdes jusqu'au liquide séminal.

Par ailleurs, il existe aussi une contraception masculine hormonale, très confidentielle puisqu'en 2013 seulement deux médecins hospitaliers la prescrivait en France, et qui soulève les mêmes questions que la contraception hormonale féminine.

Méthode plus mécanique et encore trop méconnue, la contraception masculine thermique. C'est une méthode qui altère la production de spermatozoïdes grâce à la chaleur. Concrètement, il faut porter un slip "chauffant" qui remonte les testicules pour qu'ils soient à la température du corps. Cette méthode de contraception est prescrite uniquement à l'hôpital Paule de Viguier de Toulouse.

Toutes les méthodes citées ci-dessus sont autorisées et disponibles en France, mais encore rares et peu proposées ou connues.

Un magazine  
et deux tarifs :  
dénoncer l'iniquité  
salariale



Début 2018, le magazine Maclean's a modulé pour un numéro le prix de vente de sa revue. Il existe actuellement un écart de 26 % dans les salaires à plein temps entre les femmes et les hommes au Canada. Et bien, le magazine a donc été vendu 6,99 \$ aux femmes contre 8,81 \$ aux hommes ! Une manière originale de peser dans le débat public sur l'équité salariale. Le contenu du magazine reste bien entendu identique quel que soit le prix de vente. Le choix de payer - ou non - l'écart de 1,82 dollar canadien est laissé à l'appréciation du lecteur. La publication promet de verser l'argent supplémentaire récolté à l'organisme Inspire, qui finance des bourses d'études pour les femmes autochtones.

### » New York

## Des tables à langer dans les toilettes pour hommes

La ville de New-York a promulgué le 9 janvier 2018 un texte rendant obligatoire dans les six mois l'installation de tables à langer dans toutes les toilettes des bâtiments publics ou ouverts au public, neufs ou rénovés, de la ville, qu'il s'agisse de toilettes pour femmes ou pour hommes. Une loi qui devrait permettre de rééquilibrer les rôles entre femmes et hommes pour cet acte de soin quotidien. Et une idée à suivre ailleurs.

## La pollution dérègle

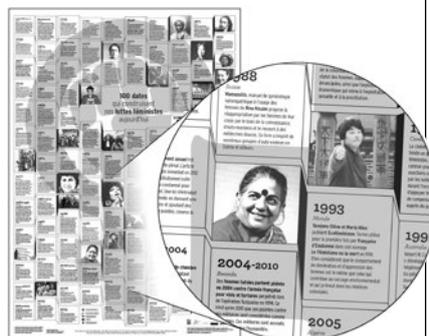
Les particules fines causées par la pollution et présentes dans l'air perturbent les cycles menstruels. En effet, une étude du *Boston Medical Center* montre que l'air pollué impacte le système endocrinien reproducteur. On connaissait déjà l'influence de la pollution sur l'infertilité, les risques de cancer et de maladies cardiovasculaires et pulmonaires, voilà que la pollution dérègle. La pollution retarde l'apparition des règles et leur régularité. Plus le niveau de particules dans la pollution de l'air est élevé plus il agit sur l'activité hormonale. (Source : *Consoglobe*)

### » ANNONCE

## Affichons le féminisme !

Durant un an, la revue *Silence* a rassemblé des militant-e-s de divers horizons pour concevoir une affiche retraçant l'histoire des luttes féministes en 100 dates-clés. Loin d'un inventaire historique, ces dates ont été retenues parce qu'elles nous touchent ou nous inspirent. Le souci de ne pas se cantonner au féminisme occidental ni au féminisme institutionnel a notamment guidé ce travail. Vous pouvez commander l'affiche "100 dates qui construisent nos luttes féministes aujourd'hui", par chèque à l'ordre de Silence ou sur notre site [www.revuesilence.net](http://www.revuesilence.net).

Elles sont au prix de 7 € l'unité. Pensez à ajouter les frais de port : 2 € de 1 à 3 exemplaires, 4 € de 4 à 9 exemplaires, offerts à partir de 10 exemplaires.





## Médicaments inefficaces



Chaque année, la revue pharmaceutique indépendante *Prescrire* publie une liste de médicaments "plus dangereux qu'utiles". L'édition 2018 comprend 79 médicaments vendus en France. Les critères pris en compte sont notamment l'absence d'efficacité prouvée, le peu d'efficacité comparée à d'autres traitements, des

risques plus grands que les bénéfices apportés. Et des médicaments "courants" sont épinglés, notamment ceux qui prétendent guérir le rhume, infection qui se guérit d'elle-même. Les décongestionnants type *Actifed Rhume*, *Dolirhume* ou *Humex rhume* exposent par exemple à des troubles cardio-vasculaires graves. Ces médicaments servent uniquement à enrichir les labos, quand vous n'avez besoin que d'une couette et d'un bon dodo ! (Source : 60 millions de consommateurs)

## Une crèche déconnectée des besoins des enfants

*People & Baby*, premier gestionnaire indépendant de crèches en France, veut placer l'enfant dans un univers sécurisé, ludique et surtout... numérique. Depuis 2004, à Paris puis à Lyon, le groupe *People & Baby* développe le concept d'une crèche 2.0 sous le signe du numérique et de la connexion, au détriment de l'humain. Son projet "Génération durable 4.0" se compose notamment d'une tétine hyper-connectée qui fonctionnera grâce à une application sur smartphone pour "prendre la température de l'enfant sans le déranger". La structure propose aussi dans son projet un body connecté à une application mobile, équipé de capteurs qui transmettront en temps réel des informations relatives à la santé du bébé : respiration, position, sommeil, température, etc. Un robot est déjà présent dans chaque crèche. Il a pour rôle l'interaction et le jeu avec l'enfant. Tout l'univers de la crèche est numérisé, jusqu'au vidéo-projecteur qui transforme le plafond en un beau ciel bleu. Projets aujourd'hui, ces innovations ont pour vocation d'équiper progressivement l'ensemble des 300 établissements gérés par le groupe. Une réponse dangereuse et malvenue à la crise du recrutement dans le secteur de la petite enfance. Il est grand temps de réaffirmer que la robotique ne peut et ne doit pas remplacer le contact et les savoirs-faire des professionnels.



## Annonces

### » Hébergement

■ **Hérault.** Clara, 22 ans, inscrite en licence d'italien par correspondance, je dois me rendre à Montpellier en mai pour mes examens. Je cherche un hébergement pour quelques jours. Vous pouvez me joindre au 02 98 88 40 56 pour convenir des dates. Merci !

### » Silence

■ **Rhône.** Je donne des anciens numéros de *Silence*. Collection complète du numéro 81 de mai 1986 au numéro 366 de mars 2009. Je donne aussi du numéro 1 octobre 1982 au numéro 80 mai 1986 : dans cette série il manque les numéros 3-4-5-6-8-9-12-13-14-15-16-18-20-26-27-29-32/33-34-37-38-39-40/41-44/45-73-80. Vous pouvez me contacter : Michel au 06 46 13 33 92.

**Gratuites :** Les annonces de *Silence* sont gratuites pour les abonnés (le premier abonnement est à 20 € pour six mois). Elles sont également gratuites pour les offres d'emplois. Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement. **Taille des annonces :** Nous vous demandons de faire le plus concis possible. Au delà de 500 signes, nous nous réservons le droit de faire des coupes. **Délais :** Les dates de clôture sont indiquées page 46, en bas à droite. Prévoir environ deux mois entre l'envoi d'une annonce et sa publication. **Adresse réelle :** Nous vous demandons d'indiquer au minimum une adresse postale et/ou un numéro de téléphone fixe. **Domiciliées :** *Silence* accepte les annonces domiciliées à la revue contre une participation de 5 € en chèque. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe. Ecrire sur cette enveloppe au crayon les références de l'annonce, puis mettre cette enveloppe dans une autre et envoyer le tout à la revue. **Sélection :** *Silence* se réserve le droit de ne pas publier les annonces qui lui déplaisent.



**10 au 13 mai 2018**  
au Parc Expo, Colmar



**37<sup>e</sup> FOIRE ÉCO BIO D'ALSACE**




Thème de l'année : Quel futur pour le travail ?  
[www.ecobio.alsace](http://www.ecobio.alsace)

Échange d'encart contre stand

# Agenda

## agri-bio



**ARIÈGE**  
**TRACTION ANIMALE EN MARAÎCHAGE**  
**AVEC LES CHEVAUX**  
2-5 avril et 9-12 avril

À Riverenert. Sur deux sessions de 4 jours. Découvrir et pratiquer la traction animale en maraîchage : ses atouts, ses contraintes ; définir son projet de conversion, installation et/ou diversification en maraîchage traction animale ; appréhender les aspects économiques de la traction animale dans son projet ; apprendre à gérer un cheval au quotidien.

Les Jardins d'Illas, 09200 Riverenert, gk.lesjardinsdillas@laposte.net, www.formations-agroecologie-tractionanimale.fr

**ISÈRE**  
**LES TRAVAUX AGRICOLES EN TRACTION ANIMALE**  
11-13 avril

L'association *Équipage* propose un stage de trois jours pour s'initier, se perfectionner et se familiariser avec les outils de traction animale (chevaux de traits) et leurs utilisations dans le domaine agricole. Dans le Trièves.

Informations : www.equipage-formation-traction-animale.fr

**AVEYRON**  
**CONSTRUCTION**  
**D'UNE SPIRALE D'AROMATIQUES**  
15 avril 2018

Toutes mes plantes aromatiques à deux pas de la cuisine. Stage pratique, réalisation collective d'une spirale d'aromatiques. Chez Séverine et Charles Pioffet, Le Cayla, 12620 Saint-Laurent-de-Lévézou, www.naturellementsimples.com

**FINISTÈRE**  
**11<sup>e</sup> ÉDITION DE LA FOIRE BIO**  
**ET ALTERNATIVE**  
28-29 Avril

À Riec-sur-Bélon. 120 exposant-es. Conférences/débats, avec entre autres Hervé Kempf, Philippe Desbrosses, etc. Tables rondes, animations. Ateliers enfants et adultes. Restauration. Concert le samedi soir. Salle polyvalente - Riec-sur-Bélon. Contacts : tél : 02 98 06 93 62 ou 02 98 06 97 58, www.abc-bio.org

## décroissance, transition



**FRANCE**  
**SEMAINE DU COMPOSTAGE DE PROXIMITÉ**  
Jusqu'au 8 avril

Le Réseau compost citoyen, l'Ademe et Léa Nature organisent chaque année une semaine de sensibilisation au compostage citoyen. Des centaines d'événements sont programmés partout en France. Formation de guides composteur-ses à Béthune-Bruay (Pas-de-Calais) et au Dézert (Manche) le 3 avril, formation au compostage à Saint-Denis-de-Pile (Gironde) le 4 avril, distribution de composteurs aux foyers non équipés à Surgères (Charente-Maritime) le 6 avril, visite de compost d'école à Saint-Clair-de-la-Tour (Isère) le 6 avril, etc. Il y en a pour tous les goûts.

Tous les rendez-vous sont annoncés sur le site www.semaineducompostage.fr

## énergies



**HAUT-RHIN**  
**COMMÉMORATION DE TCHERNOBYL**  
21 avril

À Mulhouse. Pour la 26<sup>e</sup> année consécutive, l'association Les enfants de Tchernobyl invite la population à un rassemblement silencieux et statique d'une heure pour

commémorer le début de la catastrophe de Tchernobyl de 15h à 16h sur les marches du Temple Saint-Etienne, place de la Réunion.

Les enfants de Tchernobyl, 14 rue des Dahlias, 68740 Roggenhouse, www.lesenfantsdetchernobyl.fr

## environnement



**ISÈRE**  
**ZAD DE ROYBON**

Occupation du bois des Avenières pour empêcher la réalisation d'un Center Parks. Des dizaines de cabanes vous attendent sur place.

Contact : www.zadroybon.noblogs.org, www.chambarans.unblog.fr

**SOMME**  
**FESTIVAL DE L'OISEAU ET DE LA NATURE**  
21-29 avril

À Abbeville. Sorties nature, expositions photo et d'art animalier, stages photo, documentaires animaliers, animations pour les enfants.

Accueil et réservations: Festival de l'oiseau et de la nature, 20 rue du chevalier de la Barre, 80100 Abbeville, tél. : 03 22 24 02 02, www.festival-oiseau-nature.com

**NIÈVRE**  
**RENCONTRES ALTERNATIVES FORESTIÈRES**  
19-21 avril

À l'éco-lieu du Carrouège à Vauclaux. Journées ouvertes aux citoyen-nés, propriétaires, gestionnaires forestiers, bûcheron-es, artisan-es du bois. Comment développer et renforcer les initiatives innovantes dans l'esprit du Réseau pour les alternatives forestières (RAF). Jeudi 19 au soir : conférence "Agir ensemble en forêt" avec Pascale Laussel et Marjolaine Boitard. Samedi 21 : café-forêt avec Alain-Claude Rameau, auteur de Nos forêts en danger.

RAF, Pôle des services, 30 avenue de Zelzate, 07200 Aubenas, tél. : 09 72 47 75 31, alternativesforestieres.org

## films, spectacle, culture



**LYON**  
**CONCERT DE SOUTIEN**  
**AUX VICTIMES DE FUKUSHIMA**  
22 avril

L'association *Nos voisins lointains* et *Lyon Japon Nihonjinkai*, centre culturel japonais, organisent un concert de clavier au théâtre comédie Odéon avec Harué Takahashi, dans le cadre du 7<sup>e</sup> anniversaire de la catastrophe de Fukushima. L'objectif est de récolter des fonds pour les familles d'évacués de Fukushima en difficulté et pour des vacances pour des enfants de Fukushima.

Théâtre Comédie Odéon, 6 rue Grolée, 69002 Lyon, voisins311@gmail.com

## paix



**MARSEILLE**  
**NON-VIOLENCE DANS**  
**LA RÉVOLUTION SYRIENNE**  
7 avril

Rencontre autour du livre *Non-violence dans la révolution syrienne*, recueil de témoignages et d'analyses publié par *Les éditions libertaires* et *Silence* en février 2018. Avec Pierre Sommermeyer et Guillaume Gambin, ainsi que Lou Marin, traducteur d'une édition allemande de ce livre aux éditions *Graswurzel Revolution*. À 17h au CIRA, Centre international de recherches sur l'anarchisme.

CIRA, 50 rue Consolat, 1<sup>er</sup> arrdt., tél. : 09 50 51 10 89 ou 04 91 56 24 17, http://cira.marseille.free.fr

Si vous désirez diffuser S! lence lors d'un de ces rendez-vous n'hésitez pas à nous contacter au moins une semaine à l'avance : 04 78 39 55 33 (Olivier, le mardi et le jeudi de préférence)

**SARTHE**  
**LA BOMBE ET NOUS**  
7 avril

Au Mans. Projection du film *La bombe et nous* sur le nucléaire militaire à 20h30 au cinéma le Colisée, rue du Port.

## société, politique



**SEINE-MARITIME**  
**ANTISIONISME = ANTISÉMITISME ?**  
9 avril

À Mont-Saint-Aignan. Conférence-débat de Dominique Vidal, ex-rédacteur en chef du *Monde Diplomatique*, sur le thème de son récent ouvrage *Antisionisme = antisémitisme ? Réponse à Emmanuel Macron*. À l'initiative de l'Association France Palestine Solidarité (AFPS).

À 19h, Maison de l'Université, place Émile Blondel. AFPS, 21 ter rue Voltaire, 75011 Paris, tél. : 01 43 72 15 79, www.france-palestine.org

## silence



**LYON**  
**EXPÉDITION DE SILENCE**  
Jeudi 12 et 13 avril

Dans nos locaux. Jeudi à partir de 15h, repas bio et végétarien offert à 20h30. Vendredi matin à partir de 9h30.

## PLANTES RARES ET JARDIN NATUREL

www.plantes-rares.com

14-15 avril 2018

20<sup>ème</sup> édition

Cours de jardinage

Jardins éphémères

Sorties botaniques

Conférences

Déco

Expositions

Marché BIO

Associations

Artisanat d'Art

80 pépiniéristes collectionneurs !

Ateliers pratiques, scientifiques et artistiques pour tous ...

**SÉRIGNAN** -du-COMTAT  
Pays de Jean-Henri Fabre - Vaucluse  
06 30 24 45 31 / 7€ les 2 jours / GRATUIT - 15 ans / 9h - 18h





▲ Invitation pour participer à La Cagette des terres, à Nantes.

# Alimenter les luttes

*Depuis quelques temps, des réseaux originaux ont germé à Nantes et à Rennes. Pour ravitailler des luttes sociales et écologiques, des paysans et des paysannes se sont associées avec des colporteurs et des colporteuses pour assurer des cantines régulières ou ponctuelles.*

**L**E RÉSEAU DE RAVITAILLEMENT À RENNES et La Cagette des terres à Nantes sont des projets très similaires. L'idée est de partir des pratiques de solidarité existantes : champ collectif, glanage, récup' ou encore cantines et de les structurer afin de ravitailler certaines luttes locales. Ces réseaux soutiennent les piquets de grèves, les squats de sans-papiers, les occupations de facs ou de places, etc. Bref, les réseaux de ravitaillement nourrissent les mouvements sociaux !

## TISSER DU LIEN ENTRE LUTTES LOCALES ET MONDE PAYSAN

Ces réseaux sont une sorte de prolongement de solidarités bien souvent informelles : des producteurs et des productrices donnent leur surplus à des personnes qui ont le temps et l'énergie de les amener sur des lieux de lutte. Il est aussi possible de soutenir le projet en apportant une cotisation financière, qui peut servir à rémunérer les paysans et les paysannes, ou encore à financer le matériel nécessaire et le transport de la nourriture. Les fruits et légumes sont fournis de manière solidaires, donnés ou vendus souvent à prix réduits.

À Rennes comme à Nantes, les réseaux promeuvent également la mise en place d'un marché rouge. Il s'agit d'un marché avec des produits de qualité mais sans prix sur les étiquettes ! La vente se fait à prix libre. À Rennes, le marché est vu comme "un moment convivial

dans un quartier populaire, une occasion de commencer à s'organiser matériellement ensemble pour réintroduire de la mise en commun partout où les gouvernants veulent que règne l'économie et la loi du marché." On retrouve cette idée dans le "non-marché" qui existe sur la ZAD de Notre-Dame-des-Landes. C'est un marché hebdomadaire où des choses produites sur la ZAD sont vendues à prix libre. On retrouve sur ce "non-marché" entre autres la *boulangerie aux Fosses Noires*, le jardin collectif *Rouge et Noire*, le groupe vache à Bellevue, le groupe céréales et la meunerie, la conserverie de la *Noe Verte*.

## DES SOUTIENS MULTIPLES

Le réseau rennais de ravitaillement des luttes a effectué sa première livraison de soutien aux cantines locales qui ont nourri les facteurs et factrices en grève et leurs soutiens le 9 janvier 2018. *La Cagette des terres* a notamment soutenu les 18 jours de grève d'un autre mouvement de grève, celui de la Poste de Saint-Herblain ou encore l'occupation de bâtiments pour de jeunes migrant-es. Les formes peuvent être diverses, du banquet au panier repas, selon la lutte soutenue. Ces pratiques permettent de décloisonner certaines luttes syndicales et de refaire des ponts entre ville et campagnes. Manger ensemble ou mettre en partage de la nourriture en dehors des logiques marchandes participe aussi à la lutte.

Martha Gilson ■

## Contacts

<https://lacagetedesterrres.wordpress.com>  
 lacagette@riseup.net  
 nourrirلاغreve@riseup.net  
 ou 07 87 85 93 72.



# Réchauffement climatique, une question de survie

Fin 2017 se tenait à Bonn, en Allemagne, la COP23. Ce dernier sommet pour lutter contre le réchauffement climatique n'a, pas plus que les précédents, été en mesure de prendre des décisions à la hauteur de cet enjeu planétaire. Cependant, cette fois, les prévisions s'avèrent dramatiques : c'est la survie d'une large part de l'humanité qui est en jeu et non plus seulement son niveau de vie ou son mode de vie.

**D** EPUIS LES ANNÉES 2000, LE MOUVEMENT de la décroissance est décrié par les "personnes raisonnables" et taxé d'alarmisme. Pourtant, généralement les décroissant-es ne prédisent, au pire, que de revenir à une société symbolisée par la fin du pétrole et le retour au labour tiré par un cheval de trait. Or, dès 1972, le rapport *Meadows* était nettement plus alarmant. Aujourd'hui, d'autres ouvrages de la même veine, tel l'ouvrage de Servigne et Stevens de 2015, intitulé *Comment tout peut s'effondrer*, ouvrent la voie à un nouveau courant que l'on pourrait qualifier "d'effondrisme"(1).

## TIRER LA SONNETTE D'ALARME

Selon Gaël Giraud, chercheur au CNRS et chef économiste de l'Agence Française du développement, les prédictions catastrophiques d'un effondrement de la démographie en 2020 ou en 2050 du Club de Rome (2) sont en train de se réaliser. Le pic pétrolier conventionnel de Hubert a été atteint autour de 2005. Le pic pétrolier, toutes techniques d'extractions confondues, sera atteint selon les analystes entre 2030 et 2050. Conjugué aux problèmes climatiques et à la hausse démographique très forte en Afrique, cela promet de graves catastrophes. À la fin du siècle il devrait y avoir plus de deux mètres d'accroissement du niveau de la mer,

donc les deltas seront sous l'eau, or des millions de personnes cultivent dans ces zones. La fonte des glaciers, la désertification forte, l'effondrement de la fertilité des sols sur la zone équatoriale à cause de l'élévation de la température, la baisse de la production du phosphate qui sert d'engrais, l'épuisement des ressources aquifères profondes (c'est-à-dire des réserves d'eau)... Tout cela posera un grave problème pour produire suffisamment d'alimentation mondialement. Le climat de Bordeaux en France sera celui de Séville dans une génération (dans 25 ans, donc vers 2040) et le climat de Paris celui de Bilbao (qui est située au Nord de l'Espagne).

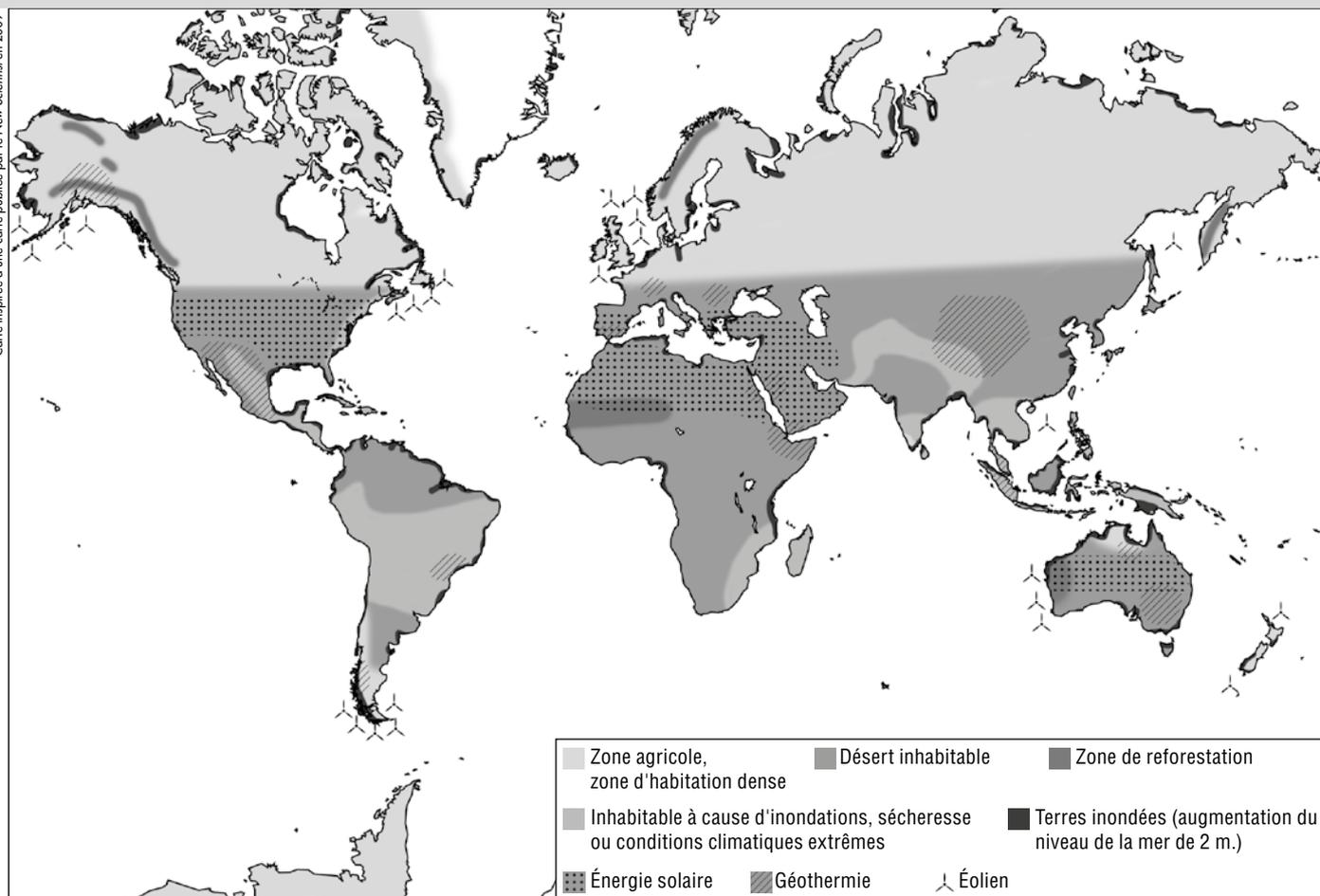
## LE RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE S'ACCÉLÈRE

Les objectifs des accords de Paris de 2015 prévoient de limiter l'élévation de la température à 2°C, cependant les instruments de régulation néolibérale ont montré leurs inefficacités depuis plus de 20 ans. En effet, les températures s'élèvent sans cesse de plus en plus rapidement. C'est pourquoi, de nombreux climatologues et économistes notamment estiment que le réchauffement climatique pourrait atteindre au moins 4°C en 2100.

Une élévation de la température moyenne mondiale de 4°C engendrerait une désertification de la majorité

(1) Servigne Pablo, Stevens Raphaël, *Comment tout peut s'effondrer, Petit manuel de collapsologie à l'usage des générations présentes*, Seuil, 2015.

(2) Le Club de Rome est un groupe de réflexion réunissant des scientifiques, des économistes ainsi que des industriels de 52 pays, préoccupés des problèmes complexes auxquels doivent faire face toutes les sociétés, tant industrialisées qu'en développement.



de la planète et donc une baisse drastique de la production agricole et donc alimentaire d'après la FAO et la Banque Mondiale (3). En 2015, Guy R. McPherson, professeur émérite d'écologie et de biologie de l'université d'Arizona estime que "le commerce – comme – d'habitude (*business-as-usual*) place la Terre sur le chemin d'un réchauffement de +6°C d'ici 2050, selon la très conservatrice Agence Internationale de l'Énergie (AIE), qui est loin d'être l'ennemi du "commerce – comme – d'habitude". L'évaluation de l'AIE ne prend en considération qu'un seul gaz à effet de serre, le dioxyde de carbone. En ajoutant uniquement le méthane, on obtient une date bien plus proche pour le moment où les humains ne pourront plus vivre sur Terre, selon beaucoup de scientifiques". Certain-es expert-es du GIEC prédisent même une augmentation de 8°C en 2100.

La Banque Mondiale estime "qu'à mesure que le réchauffement se rapproche de la barre de 4°C, on peut s'attendre à de graves conséquences susceptibles de déclencher des réactions en cascade qui dépassent les seuils de tolérance des systèmes essentiels à l'environnement et à la vie humaine. Les conditions climatiques, les vagues de chaleur et d'autres phénomènes météorologiques extrêmes considérés comme exceptionnels ou sans précédent aujourd'hui deviendraient la nouvelle norme climatique — dans un monde caractérisé par un accroissement des risques et l'instabilité. Si promouvoir le développement humain, éliminer la pauvreté, accroître la prospérité pour tous et réduire les inégalités dans le monde seront des actions difficiles à mener dans une planète à +2°C, il est fort peu probable qu'elles ne soient jamais réalisées à 4°C de réchauffement" (4).

## VERS UNE PLANÈTE ASSÉCHÉE

Sur la base de ces différentes études scientifiques, une carte édifiante publiée par le *New Scientist* montre à quoi ressemblerait la planète avec 4°C supplémentaires. La majorité de la planète serait donc asséchée, voire désertifiée, ou soumise à des intempéries dévastatrices pour l'agriculture sur l'ensemble du globe, à l'exception de la partie haute de l'hémisphère Nord située au-dessus de la Belgique. Ainsi, de nouvelles zones potentiellement cultivables auraient supplantées les glaces du pôle Nord, mais elles ne compenseraient pas du tout les gigantesques pertes au Sud. Seules quelques rares et étroites zones vertes cultivables subsisteraient au Sud de la latitude de Bruxelles. Ce qui générerait un accroissement énorme des famines et donc de la mortalité (5).

Face à l'incertitude, il y a l'attitude des combattifs irréalistes contre celle des défaitistes réalistes. Mais il existe une troisième attitude, celles des combattifs réalistes. C'est-à-dire qu'ils considèrent qu'il ne faut pas se décourager devant la catastrophe à venir, mais continuer à agir, afin de développer des solutions pour limiter les dégâts écologiques, pour préparer la reconstruction avec les survivant-es de ce grand cataclysme planétaire. Toutes les alternatives socio-économiques et écologiques imaginées et expérimentées à présent sont donc indispensables pour reconstruire ensuite une nouvelle société. C'est pourquoi il faut agir maintenant, sans se désespérer, afin de préparer le futur.

Thierry Brugvin ■

▲ Le monde avec une hausse de la température de 4°C.

Thierry Brugvin, sociologue, auteur de *6 chemins pour la décroissance* (dir.), *Chroniques sociales*, à paraître en 2018 et de *Être humain en système capitaliste*, Yves Michel, 2015.

(3) Banque mondiale, *Baisse la chaleur: Face à la nouvelle norme climatique*, 2014 International Bank for Reconstruction and Development / The World Bank 1818 H Street NW, Washington DC.

(4) Banque mondiale, 2014.

(5) En 2009, il y avait déjà 1,02 milliard de personnes en situation de malnutrition, selon un rapport de la FAO, soit plus d'une sur 7. Selon Jean Ziegler, "la mortalité due à la sous-alimentation représentait 58% de la mortalité totale en 2006. En 2006, plus de 36 millions sont mortes de faim ou de maladies dues aux carences en micronutriments" Jean Ziegler, *L'Empire de la honte*, Fayard, 2007, p. 130.



Béatrice Jaud

▲ À Grande-Synthe, les jardins partagés côtoient les énormes sites industriels d'Arcelor Mittal.

## "Grande-Synthe, là où tout se joue"

La ville de Grande-Synthe fait figure de laboratoire en termes d'industrialisation, de migration, de pauvreté, mais aussi d'alternatives. À contre courant de plusieurs politiques municipales, la ville de Grande-Synthe soutient des initiatives qui visent à proposer un autre modèle local de société. Entretien avec Béatrice Jaud, qui a fait de cette ville le sujet de son prochain film.

**On vous connaît comme productrice des films écologistes de Jean-Paul Jaud comme *Libres !* sorti en 2015 ou *Tous cobayes ?* sorti en 2012, qu'est-ce qui vous a poussé à passer derrière la caméra ?**

Depuis que Jean-Paul réalise des films, moi je les produis, pour que les films que nous faisons ensemble apportent leur pierre à ce que l'on aimerait voir naître dans la société tout de suite : une société plus humaine et écologiste. Quand on sort du film, on aime beaucoup aller à la rencontre du public, mais surtout faire en sorte que les gens se mettent à parler entre eux sur leur territoire pour trouver des solutions locales. Mon rôle est de créer l'étincelle qui va faire que les gens vont se parler, se retrouver, puis poursuivre une route commencée ensemble. À la suite de projections des films que nous avons fait avec Jean-Claude, notamment *Nos enfants nous accuseront*, des associations se sont formées, des cantines sont passées en bio, des mairies ont changé leur fusil d'épaule. S'il y a aujourd'hui 13 cantines bio à Grande-Synthe, c'est aussi parce que le maire de la ville, Damien Carême, a vu ce film. En rencontrant Grande-Synthe, je me suis dit que toutes les conditions étaient réunies pour faire un film moi-même.

**Pourquoi Grande-Synthe ?**

Je suis venue pour la première fois à Grande-Synthe en juin 2015 pour présenter le film *Libres !* sur la transition écologique. Je suis arrivée à la gare de Dunkerque et je me disais que j'allais voir la mer, mais à la place, j'ai vu des industries, des usines, et pour la première fois j'ai vu cette zone hallucinante qu'est *Arcelor Mittal* et ses 14 usines *SEVESO*. Un peu plus loin, il y avait la centrale nucléaire de Gravelines. Tout ce qui me rendait craintive pour l'environnement, tout était là à ma droite. Et puis à ma gauche, il y avait la ville de Grande-Synthe, qui ressemblait fort aux villes de banlieue parisienne : HLM, cités ouvrières... Enfin, je rentre dans le cinéma, et là, la rencontre avec le public est absolument incroyable, les personnes sont ouvertes, renseignées, accueillantes. À l'hiver 2015, se surajoute la situation absolument insoutenable du camp du Basroch, un camp de migrant-es qui à l'époque était complètement sans dessus-dessous, avec des toiles de tente qui s'envolaient, des migrant-es avec des pieds dans la boue, des températures descendant jusqu'à -15°C, etc. Une situation absolument insupportable, inhumaine... à laquelle la mairie répond en montant un autre camp. C'est cette énergie là qui me fait dire : je ne peux pas ne pas filmer ce qui se passe à Grande-Synthe. Filmer au début de l'année 2016 et prendre des images



▲ Béatrice Jaud sur le tournage.

qui resteraient a été une chance, car les événements se bousculaient. Pour répondre au défi humanitaire du camp du Basroch, est né à ce moment-là l'extraordinaire camp de la Linière, où des réfugiés et des migrant-es ont été accueilli-es pendant un an dignement, où des bénévoles ont travaillé ensemble malgré leurs différences à que tout se passe correctement. J'ai suivi toute cette histoire.

#### **Pourquoi parlez-vous de ville "laboratoire" ?**

Je ne suis jamais partie sur l'idée de ne faire qu'un film sur les migrant-es. Pour moi il y a trois grands axes pour comprendre l'évolution du monde actuel, trois axes fortement présents à Grande-Synthe. Le premier est environnemental, avec la forte présence de sites SEVESO et la centrale nucléaire vieillissante qui en permanence met toute la population sous le joug d'un risque inutile. Ensuite il y a les problématiques sociales, car 30 % des personnes à Grande-Synthe vivent sous le seuil de pauvreté. Le troisième axe est l'axe migratoire. Tout cela se croise. J'ai la sensation que Grande-Synthe accumule toutes les difficultés que nous laisse le 20<sup>e</sup> siècle, que c'est une ville où tout se joue. C'est donc aussi un endroit où l'on peut tout tester, expérimenter des alternatives, trouver des solutions.

#### **Quelles sont les alternatives qui sont présentées dans votre film ?**

Ce film, c'est à la fois le portrait d'associations et le portrait d'une municipalité et d'un maire, Damien Carême. C'est ensemble que les citoyen-nes, les associations et la municipalité cherchent, tentent, mettent en place des solutions, avec enthousiasme et humanisme. C'est la dignité de la population qui est l'objectif. Le camp de la Linière, qui a accueilli environ 1 500 personnes pendant un an a été une véritable alternative portée à la fois par les associations et la municipalité. Jusqu'à l'incendie du camp en avril 2017, l'accueil

a pu se faire dans des conditions dignes. À la suite de l'incendie, le campement sauvage de Puythouck s'est mis en place et là encore, des personnes ont continué tous les jours à apporter soutien, nourriture, etc. aux côtés d'associations comme *Emmaüs*, *Salam...* Pour les réponses aux problématiques sociales, lorsque j'ai filmé, elles étaient encore balbutiantes. Mais je sais aujourd'hui que Damien Carême est en train d'étudier le fait de mettre en place un revenu minimum pour les personnes les plus démunies. Ça c'est assez innovant. Enfin, sur la problématique environnementale, je me suis occupée des jardins partagés, des jardins ouvriers bio, qui permettent socialement d'aider les gens. L'écologie n'est pas une histoire de bobo à Grande-Synthe, c'est une aide à mieux vivre. Quand on a un bout de terrain et qu'on peut cultiver ses légumes, on se nourrit correctement et on partage du temps et de la solidarité avec les autres. Ça crée du mieux vivre et du mieux être.

#### **Est-ce que vous présentez la ville de Grande-Synthe comme un modèle ?**

Il y a des choses très positives et encourageantes dans le film, mais un acteur dit à un moment "ici on ne peut pas être 100 % positifs". On est dans l'objectif, dans l'action. C'est ce qu'il y a de plus beau, et parfois, ça ne marche pas. Je crains parfois le discours de l'écologie où tout est fantastique et formidable. Je ne crois pas non plus que ce soit tout noir. C'est comme quand on construit sa maison, ce n'est pas une partie de plaisir. Mais il faut que l'on s'écoute et que l'on fasse selon nos différents points de vue. Personne ne peut nier aujourd'hui que les bouleversements climatiques qui nous attendent entraîneront des flux migratoires de plus en plus importants. Il faut que l'on se prépare à accueillir les migrantes dignement. Et la ville de Grande-Synthe est un laboratoire de réflexion à suivre.

Propos recueillis par Martha Gilson ■

Le film devrait sortir à l'automne 2018.



▲ Fauchage de 1,25 hectare de parcelles d'essais et de cultures de colzas mutés sur le site du GEVES, à La Pouëze, le 5 avril 2015, pour dénoncer l'opacité de mise en champ des OGM cachés.

# La lutte contre les OGM en plein champ continue

Créés en 2003, les *Faucheurs Volontaires* essaient par leurs actions depuis 2008 d'alerter sur la poursuite de cultures d' "OGM cachés" en France alors que la société dans son ensemble n'en est pas avertie. Il s'agit de tournesols et de colzas rendus tolérants à un herbicide obtenus par un procédé qui n'est pas celui de la transgénèse mais celui de la mutagenèse.

**C**ES VARIÉTÉS DITES "VRTH MUTÉES" sont reconnues OGM par la directive européenne 2001/18 mais ont été exclues du champ d'application de la loi donc ne sont ni évaluées, ni tracées, ni étiquetées OGM. Ce sont des OGM cachés. (1)

Le collectif des *Faucheurs Volontaires* veut dénoncer l'absence de transparence concernant ces cultures OGM et demande l'obtention urgente d'un moratoire sur les VrTH mutées en application du principe de précaution.

## DES ACTIONS DE DÉSOBÉISSANCE CIVILE

Le 28 novembre 2016, au nord de Dijon, 67 membres du *Collectif des Faucheurs Volontaires* ont neutralisé deux plateformes d'essai de colza VrTH mutées de l'entreprise *Dijon Céréales*. Ils et elles ont ensuite occupé les bureaux de l'usine et montré que cette coopérative vendait deux herbicides susceptibles d'être associés à cette culture. 35 d'entre elles et eux comparaitront les 5 et 6 avril 2018 devant le tribunal de Grande instance de Dijon pour ces faits ainsi que pour le refus de prise d'ADN et/ou d'empreintes.

Avant de passer à l'action de désobéissance civile, une inspection citoyenne avait été réalisée le 21 juillet 2014 dans les locaux de *Dijon Céréales* pour demander à cette coopérative d'arrêter les essais de VrTH et soulever le problème qu'ils causent. Visite laissée sans suite. Des demandes et visites réalisées dans les *DRAAF* (2) et au *GEVES* (3) sont également restées sans réponse.

## L'OBTENTION DE CES VARIÉTÉS ET LEURS CONSÉQUENCES

La technique de mutagenèse est souvent présentée par ses défenseurs comme proche du phénomène de mutation naturelle. Cet argument ne tient pas face à l'augmentation considérable du taux de mutations consécutive à l'application d'agents mutagènes.

La mutagenèse réalisée dans le cas des colzas fauchés près de Dijon est une mutagenèse *in vitro*, sur cellules en culture. Celle-ci s'accompagne d'effets non attendus appelés effets non intentionnels. Il est démontré aujourd'hui que la mutagenèse *in vitro* provoque plus d'effets non intentionnels que la transgénèse.

Les plantes mutées ont été exclues du champ d'application de la loi (2001) au motif que la mutagenèse a été traditionnellement utilisée depuis plusieurs décennies et que sa sécurité est avérée.

Or les variétés mutées avant 2001 n'ont jamais été évaluées, et elles étaient issues de mutagenèse sur

(1) Actuellement il y aurait 160 000 ha de tournesols et 37 000 ha de colzas issus de la mutagenèse cultivés sur le territoire français... et qui passent ensuite dans notre alimentation.

(2) *DRAAF*: Directions Régionales de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt.

(3) *GEVES*: Groupe d'Étude et de contrôle des Variétés et des Semences : c'est l'organisme officiel de certification des semences.

Guillaume de CROP



Guillaume de CROP



plante entière (*in vivo*) ce qui n'est pas le cas des VrTH mutées actuelles pour lesquelles les effets non intentionnels ne peuvent être réparés par les mécanismes de régulation de la plante.

### DES OGM ÉLABORÉS POUR VENDRE DES HERBICIDES

Les herbicides utilisés sur les colzas mutés VrTH sont des herbicides spécifiques (ils ne tuent pas toutes les plantes) et ils appartiennent à une famille d'herbicides qui génère de façon particulière l'apparition de mauvaises herbes résistantes ou de repousses de colza résistantes. Cela est d'autant plus vrai que les colzas s'hybrident facilement avec leurs "cousines" sauvages.

Dans ce contexte, la culture du colza VrTH, à cause du phénomène de résistance, oblige les agricultrices à multiplier les quantités, les concentrations et/ou les molécules actives des herbicides. Cela conforte les *Faucheurs* dans leurs analyses : les VrTH sont élaborées pour vendre des herbicides.

Les visites dans les DRAAF ont montré qu'aucun suivi de ces cultures n'est réalisé par les pouvoirs publics et que le plan *écophyto* est loin d'être suivi.

### PROBLÈMES ENVIRONNEMENTAUX ET SANITAIRES

Il n'existe à ce jour aucune évaluation des impacts de ces plantes VrTH mutées dans les champs et de leurs conséquences sur l'environnement et sur la santé, l'évaluation en milieu confiné sur substance isolée ne pouvant être significative.

Le risque environnemental majeur des VrTH est l'invasion des cultures par les mauvaises herbes, qui serait une catastrophe agricole et écologique. Les autres risques sont liés à l'accumulation des herbicides et à l'effet cocktail de toutes

les substances chimiques utilisées en agriculture : dégradation de la qualité des sols et des eaux, préjudices majeurs sur la faune et la flore.

L'effet sur la santé des herbicides totaux est par ailleurs largement documenté (4). Les études scientifiques montrent l'importance des pathologies.

En Europe, l'huile alimentaire la plus consommée est l'huile de colza. Les *Faucheurs* s'interrogent donc fortement sur l'impact sanitaire de la consommation de colza ayant absorbé un herbicide sans mourir.

### LES FAUCHEURS NE SONT PAS SEULS

Devant tous les problèmes soulevés par les VrTH mutés, 9 associations (5) ont déposé un recours juridique devant le Conseil d'État en mars 2015. Ce dernier, ayant des doutes quant à l'interprétation du droit au regard du principe de précaution, a effectué un renvoi auprès de la Cour de Justice européenne en octobre 2016. Les 15 juges doivent donner réponse en mars 2018.

Le sujet est d'importance car ce recours concerne aussi les produits issus des nouvelles techniques de manipulation du génome (6) qui seront pour certains des plantes destinés à être cultivées. Le risque étant que ces produits soient engagés dans la même brèche juridique que les VrTH mutées c'est à dire non reconnus OGM. En effet leur statut juridique n'est toujours pas fixé au niveau européen.

Annick Bossu pour les *Faucheurs Volontaires* ■

Les biotechnologies introduisent des modifications irréversibles au cœur du vivant dont les conséquences sont imprévisibles. Protéger la nature et l'agriculture de technologies destructrices, c'est cela le combat des *Faucheurs*. Ils viendront l'expliquer au procès de Dijon.

### Ces colzas mutés sont protégés par des brevets

Comme pour les OGM transgéniques, le risque réside dans la privatisation et la marchandisation du vivant au profit de quelques multinationales et au détriment du bien commun et des peuples.

### Le procès des *Faucheurs Volontaires* débutera le jeudi 5 avril à 08h30.

Rendez-vous à 8 heures devant le Tribunal de grande instance de Dijon, 13 boulevard Clémenceau.

### Transgénèse et mutagenèse

En France, depuis 2008 un moratoire a été obtenu sur la culture de plantes transgéniques, issues d'un transfert dans la plante de gènes d'une autre espèce. La mutagenèse est un autre procédé biotechnologique qui consiste à provoquer une mutation en exposant la plante à l'action d'agents mutagènes physiques ou chimiques. Voir *Silence* n°412, "La mutagenèse est-elle dangereuse ?".

Collectif des *Faucheurs Volontaires* : faucheurs-volontaires@laposte.net

(4) Voir par exemple *Silence* n°409, "Après l'étude, le moratoire, vite !".

(5) Confédération paysanne, Réseau Semences Paysannes, Amis de la Terre France, Collectif Vigilance OGM et Pesticides 16, Vigilance OGM 2M, CSFV 49, OGM Dangers, Vigilance OGM 33, Fédération Nature et Progrès.

(6) Voir dossier de *Silence* n°456, "Nouveaux OGM, nouveaux combats".



▲ Soirée de présentation du projet d'AMAP, le 18 janvier 2018 collège Maurice Utrillo.

## La LIMAP est lancée !

La LIMAP est en activité depuis janvier 2018 au collège Maurice Utrillo de Limas (69) : c'est la première AMAP créée par des collégien·nes et leurs enseignant·es en Rhône-Alpes !

**À** QUELQUES MINUTES DU LANCEMENT, l'excitation monte chez les élèves qui ne tiennent plus en place. Ce sont elles et eux qui, avec le corps enseignant, vont animer cette soirée de présentation de leur projet d'AMAP (1) au sein du collège Maurice Utrillo. Alors que les parents d'élèves arrivent, curieux de voir leurs enfants en action, on s'affaire aux derniers préparatifs : "Qui explique le principe des AMAP ?", "Qui présente les productrices locales ?", "Qui lance le débat ?". Un peu d'appréhension sans doute, mais pour sûr, les enfants et les adultes qui les entourent sont à bloc !

### UN ÉCO-COLLÈGE QUI FOURMILLE DE PROJETS

Cette soirée du 18 janvier 2018 venait couronner un vaste travail de construction collective en amont. Depuis 2012, un club jardin est particulièrement actif au sein de ce collège, animé par Nadera Berremilli, professeur de Sciences de la Vie et de la Terre (SVT), et par Jean-Noël Rony, agent du collège et passeur de savoirs jardiniers. Le projet a permis aux collégien·nes de construire un hôtel à insectes et de mettre en place un compost, de découvrir la permaculture avec la construction de buttes et de s'initier au jardinage avec l'aménagement de leur propre espace de jardin dans le collège.

Ces initiatives ont permis au collège de recevoir un label E3D (2) en 2013, encourageant de nouvelles idées : des temps de réflexions et d'animations sur différents sujets comme les solidarités, la santé et le changement climatique. Les choses auraient pu en rester là, mais Nadera et les éco-jardini·ères ont eu envie d'aller encore plus loin en imaginant la mise en place d'une AMAP au sein du collège.

L'idée d'une AMAP vient enrichir concrètement toutes les thématiques entrevues jusque là : soutien à une agriculture locale et respectueuse de l'environnement, une alimentation de qualité et moins productrice de déchets, de nouveaux liens de solidarité avec des paysans et paysannes des alentours. L'enjeu est aussi de faire venir de nouvelles personnes dans le collège, des productrices mais aussi des familles et parents d'élèves, offrant ainsi de nouvelles occasions de participer à la vie du collège.

Avec l'aide de sa collègue enseignante de langue italienne, Laura Mezzone, les deux professeures sont parvenues à recueillir le soutien d'un large éventail d'actrices, depuis les premières productrices qui ont répondu présent·es au projet, jusqu'aux personnels administratifs et à la directrice du collège. Pour les aider dans l'accompagnement de la création du projet, elles ont sollicité l'association d'éducation populaire *Lyon à Double Sens*, pour animer les temps de construction collective et former les éco-jardini·ères à l'animation

(1) Association pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne.

(2) Établissement en démarche de développement durable.



Nicolas Falez

de réunions. Leur participation a été rendue possible grâce au soutien financier du département du Rhône, intéressé par cette initiative portée par un collège et tournée vers l'économie locale. Laura et Nadera ont pu aussi compter sur l'aide du Réseau des AMAP Auvergne-Rhône-Alpes pour penser le cadre et le fonctionnement de leur future AMAP.

### **LA LIMAP : UNE AMAP PÉDAGOGIQUE**

Le 18 janvier, les éco-jardinières et leurs accompagnatrices ont réussi à concrétiser *La solution Idéale pour le Maintien de l'Agriculture Paysanne : la LIMAP*. L'AMAP proposera des paniers de légumes bios livrés par Frédéric Nesme, maraîcher à Arnas (69), du pain au levain pétri par Marie et Ludovic Gros, paysans boulangers à Blacé (69), ou encore des tisanes et autres sirops et pâtes de fruits de Rivolet (69), proposés par Delphine Billet et Julien Fellet. Les distributions auront lieu tous les jeudis, de 16h à 17h au moment de la sortie des cours, dans le hall et à l'entrée du collège, voire au jardin quand ce sera possible.

À la fin de la soirée, après "brise-glaces" et passages de micro, les collégiens et collégiennes ont réussi à embarquer les premières familles qui avaient fait le déplacement dans leur aventure amapienne : les premiers contrats d'engagement sont signés ! Les productrices sont prêtes à commencer même avec un petit nombre de contrats, pour laisser le temps à l'AMAP de se construire. Les débuts sont pourtant moins timides que prévu, une trentaine de contrats sont rapidement signés suite à cette soirée. La dimension pédagogique et originale du cadre de cette AMAP a sans doute nourri la motivation des productrices, très enclines à faire partager leurs connaissances aux

jeunes jardinières. Aux élèves et aux premiers LIMAPien-nes maintenant de communiquer et motiver de nouvelles familles pour garantir le succès du projet.

Depuis leur apparition en France en 2001, les AMAP ont largement essaimé (on en compte presque 2 000 actuellement) (3) et diversifié leurs lieux de distribution. La LIMAP fait entrevoir d'autres lieux possibles pour le développement des AMAP, susceptibles de toucher de nouvelles personnes pour dépasser les centres-villes des métropoles où elles sont particulièrement concentrées. On imagine alors ce que cela donnerait si chacun des 10 000 collèges et lycées de France montait sa propre AMAP : ça serait autant de paysans et de paysannes soutenues dans leur activité nourricière. Pour l'heure, seulement quelques initiatives d'AMAP ont éclos en France au sein d'établissements secondaires, créées par les élèves et leurs enseignants et leurs enseignantes (4). Partant de ces expériences, qui sait combien de nouvelles idées similaires viendront bourgeonner dans nos écoles.

Hugo Jamard,

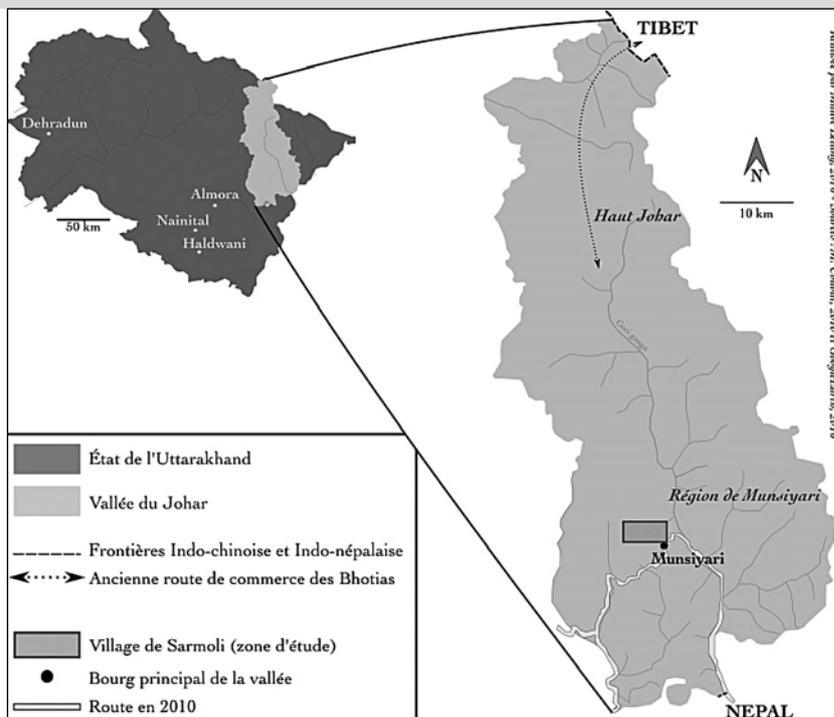
bénévole de l'association Lyon à Double Sens ■

### **Pour en savoir plus :**

- Collège Maurice Utrillo, rue du Forest, BP 478, 69655 Limas, tél. : 04 74 68 07 81,
- [www2.ac-lyon.fr/etab/colleges/col-69/utrillo](http://www2.ac-lyon.fr/etab/colleges/col-69/utrillo)
- Réseau AMAP Auvergne-Rhône-Alpes, 58 rue Raulin, 69007 Lyon, tél. : 04 81 91 65 34,
- <http://amap-aura.org>.
- Association Lyon à Double Sens, 58, rue Raulin, 69007 Lyon, tél. : 04 26 65 43 63, [www.lyonadoublesens.com](http://www.lyonadoublesens.com).
- MIRAMAP, 58 rue Raulin, 69007 Lyon, tél. : 04 81 91 60 51, <http://miramap.org>

(3) Source : MIRAMAP, 2017, <http://miramap.org/-Les-AMAP-.html>.

(4) Le collège Notre-Dame à Niort et le collège expérimental Anne Frank au Mans ont eux aussi créé des AMAP avec l'aide des collégiens-nes. Des initiatives semblables ont aussi été expérimentées dans des lycées la région Pays-de-la-Loire.



▲ Ramassage d'un arbre fraîchement tombé dans la forêt villageoise.

C. Lecoq

# "Là où on vit" : se défendre dans les forêts de l'Himalaya

À Sarmoli, dans l'Himalaya en Inde, les forêts villageoises sont des "communs" : elles sont gérées collectivement par des comités élus par les villageois-es tous les cinq ans (1). Plus qu'un mode de socialisation de la nature, ces forêts sont des espaces de souveraineté locale et d'autonomie politique capables de donner une voix à celles et ceux qui en sont souvent privés.

**C**ES TERRES JOUENT UN RÔLE ESSENTIEL dans la vie quotidienne, profane comme sacrée, du village et de ses habitantes. Elles sont communément qualifiées de "forêts villageoises" mais sont utilisées pour les cultures vivrières, pour le prélèvement de bois, pour la construction des maisons, pour le chauffage des foyers, pour la cuisine, ou encore pour nourrir le bétail. C'est toute une organisation sociale qui se réalise autour de ces "communs".

## UNE GESTION COLLECTIVE INDÉPENDANTE DE L'ÉTAT ET DU MARCHÉ

Parce qu'elles sont une condition d'autonomie politique pour les villageois-es, ces forêts ne sont pas une infrastructure à gérer, à gouverner : c'est un peuple qui s'insurge (2), au même titre que les *Zones À Défendre* du bois de Tronçay, de Bure ou de Sivens. À Sarmoli, la gestion communautaire officielle, institutionnalisée par l'État en 1949, est en crise. Ce dernier a essayé par plusieurs moyens détournés de reprendre la main en

## Des usages différents de la terre selon son statut

**L'**usage des terres collectives dépend de l'âge, du genre, de la classe, de la caste/clan ou encore de l'ethnie auxquelles appartiennent les villageois-es. Les femmes d'âge moyen s'occupent de la collecte du bois et du fourrage tandis que les jeunes hommes et ceux d'âge moyen s'occupent davantage de la coupe du bois de menuiserie. Pour certaines personnes, souvent les paysan-nés les plus pauvres, les terres collectives ne sont pas seulement un moyen de subsistance ou un lieu de culte et de sociabilité, mais deviennent une source de travail salarié, conférant à ces terres une valeur économique.

(1) Elles se distinguent des territoires gérés exclusivement par l'État ainsi que des espaces en libre accès et propriété de l'État mais sans gestion collective, ni publique, et enfin des territoires privés tels que les champs ou encore les habitations.

(2) L'expression est empruntée à Jean-Baptiste Vidalou dans son excellent ouvrage Jean-Baptiste Vidalou, *Être forêts, habiter des territoires en lutte*, La découverte, 2017.



▲ Réunion de certaines des membres permanentes de la communauté.

agençant, en gouvernant ces terres villageoises par le biais de plans d'aménagement de grands barrages ou encore de législations strictes de préservation de la faune sauvage. Préservation et exploitation forment aujourd'hui les deux faces d'une même colonisation voulant que ces montagnes himalayennes soient désenclavées et entrent dans la marche de libéralisation de l'économie indienne.

Pourtant, à rebours de ce pouvoir sont nées de nouvelles initiatives d'expérimentation politique ; dans la veine des mouvements sociaux et politiques autour des "communs" (3). Cette expérimentation est "communaliste" au sens de l'essayiste anarchiste Murray Bookchin (4) : la commune est l'institution de l'auto-organisation et les conseils populaires sont les instances de décision. Derrière cette stratégie politique, l'idée est de créer une contre société villageoise où la gestion des terres collectives est entièrement indépendante de l'État et du marché. *"La forêt n'est pas un gisement de biomasse, une zone d'aménagement différé, une réserve de biosphère, un puits de carbone ; c'est une défense qui s'organise, des imaginaires qui s'intensifient, se recomposent"* (5).

### **"LÀ OÙ ON VIT, LÀ OÙ ON LUTTE"**

Un groupe de personnes néorurales issues de milieux para-universitaires et du "développement" ayant immigré en 1994 de Delhi vers le village a formé une communauté alternative avec des habitant·es du village. La communauté entretient les terres collectives et s'auto-finance dans le cadre du développement d'une activité d'écotourisme. Cette forme d'intervention sur le local fait partie d'un projet politique et idéologique plus large ayant pour objectif de dynamiser l'espace rural et de réinvestir le rapport social à la terre. La représentation du monde rural qu'ont les personnes néorurales est celle d'une société de l'entraide, du

partage des savoirs et des savoir-faire, constituée d'une petite paysannerie fondée sur des exploitations familiales de cultures vivrières et d'artisanat local. Ce mode de vie représente pour ces personnes un patrimoine à protéger et une façon de militer contre le néolibéralisme en dépassant la société capitaliste. Ce militantisme a la volonté de convertir le regard sur le monde non pas par des actions et des luttes ponctuelles, mais bien par une pratique quotidienne, un mode de vie : là où on vit, c'est là où on lutte.

### **COMMENT GÉRER LES COMMUNS ?**

L'un des projets de cette communauté consiste à redéfinir le rôle et la place des villageois·es dans la prise de décision politique, par l'aménagement d'espaces de discussion, de délibération et de politisation des membres de la communauté, notamment des femmes. Le mode de gestion des communs mis en avant par cette catégorie de population ne repose donc plus seulement sur une vision économique des communs, c'est-à-dire sur une simple distribution des prérogatives d'usage et d'administration de la ressource collective, mais remet leur fonctionnement politique au centre.

Pourtant, l'accent mis sur la participation aux prises de décision des villageois·es tend à dépolitiser les rapports sociaux.

Si les asymétries de genre sont questionnées et travaillées par le biais de l'organisation d'événements et de réunions en non mixité choisie ou le développement d'activités économiques visant à valoriser et à rémunérer le travail féminin, les rapports de force liés à la caste, au clan ou encore à la classe ne sont, eux, pas considérés dans le processus participatif. L'affirmation d'une des femmes à l'initiative de la communauté illustre ceci : *"tous les individus sont directement responsables de leur participation et chacun devrait être actif pour prendre les décisions"*.

(3) Pierre Sauvêtre, *Quelle politique du commun - le cas de l'Italie et de l'Espagne*, SociologieS, 2016.

(4) Murray Bookchin, *Social ecology and communalism*, Eirik Eigliad, 2007.

(5) Jean-Baptiste Vidalou, *Être forêts, habiter des territoires en lutte*, La Découverte, 2017.



◀ Festival touristique de Mesar Kund, organisé tous les ans par la communauté le jour de la naissance de Buddha (Vesak) pour célébrer la relation à la forêt des villageoises de Sarmoli.

séjourner chez l'habitant-e afin de découvrir l'authenticité du mode de vie rural et des formes de relation à la terre. Elle offre une opportunité économique aux femmes qui y participent et permet le financement de la gestion des terres collectives.

Pourtant elle révèle certaines inégalités et renforce une hiérarchie économique entre les membres participant à cette activité et les autres membres du village, comme le montre cette affirmation de K. S : "Avec ma femme, on aimerait bien participer au programme d'écotourisme. Cela nous permettrait de gagner de l'argent. Mais nous n'avons pas de chambre supplémentaire ni de sanitaires [facilities] à l'intérieur de la maison". La participation à ce programme nécessite de disposer d'une maison typique de la région, excluant de fait les nouvelles constructions non conformes aux standards culturels promus par le programme.

Il faut également que ces maisons disposent d'une pièce supplémentaire pour accueillir les touristes et faire les travaux nécessaires pour satisfaire les normes sanitaires. La participation à cette activité et donc l'accès au gain financier qu'elle promet suppose un capital économique. Ce programme d'écotourisme mobilise des groupes de population ayant une capacité à manifester une image policée du rapport au lieu, excluant dès lors les classes les plus défavorisées.

En se fondant sur des principes généraux et flous, cette communauté nie la structure des rapports de pouvoir de la société villageoise reposant en partie sur l'inégale distribution du foncier privé qui, lui-même, détermine les modalités d'accès aux terres collectives. Et en promouvant une vision libérale de la participation s'appuyant sur l'individu plutôt que sur des groupes constitués d'appartenance traditionnelle, ce projet progressiste s'est transformé en instrument d'exercice du pouvoir et de domination des élites sur les gouvernés.

Cette communauté a permis d'entrevoir une autre sensibilité, un autre rapport au territoire à contre-courant d'une science étatique d'aménagement. Mais elle tend à ne prendre en compte que l'individu libéral et non les groupes constitués par des appartenances traditionnelles. L'injonction de la modernité politique a pour effet de rendre invisibles les structures sociales. Tout se passe comme si chaque individu disposait des mêmes capacités à s'exprimer et à participer au gouvernement des terres collectives.

### **L'ÉCOTOURISME, FACTEUR D'INÉGALITÉ ?**

La perpétuation des inégalités et des différences de statut s'exprime notamment dans le cadre de l'activité d'écotourisme. Cette activité propose aux touristes, souvent urbain-es, de

Mauve Létang ■

## Le crime nucléaire contre les prochaines générations

J'ai attiré l'attention des participants au Forum social Mondial antinucléaire (du 2 au 4 novembre 2017 à Paris) sur une dimension encore peu appréhendée du crime nucléaire : son impact sanitaire est d'autant plus violent que l'on remonte le cours de la vie vers son origine. Ainsi il est plus violent sur les enfants qui déclenchent en grand nombre des leucémies, des maladies endocriniennes comme le diabète et qui sont prématurément épuisés. Il est très dangereux pour les fœtus qui meurent ou naissent malformés, malades et handicapés à cause de mutations génétiques qui deviennent héréditaires. Il détruit la fécondité des jeunes femmes et hommes, crée des pathologies de la procréation et des stérilités. Il endommage les gonades et détruit le capital génétique des populations affectées. En bref, il s'attaque à l'intégrité génétique de l'humanité et donc à son devenir en tant qu'espèce. L'espèce humaine c'est l'humanité envisagée dans une temporalité plus longue que notre propre existence, c'est-à-dire la temporalité intergénérationnelle. (...) L'aveuglement collectif à ce sujet résulte d'un processus d'inconscientisation caractéristique de l'organisation sexiste des sociétés dans lesquelles nous vivons.

**Nicole Roelens**

Haut-Rhin

Auteure du *Manifeste pour la décolonisation de l'humanité femelle*, en 5 tomes, aux éditions L'Harmattan.

## Dictature d'internet

(...) Parfois, dans vos brèves ou articles, pour contacter les auteurs, associations, etc., on ne trouve qu'une adresse internet. Vous avez pourtant, dans différents dossiers et articles, mis en garde contre cette "dictature internet".

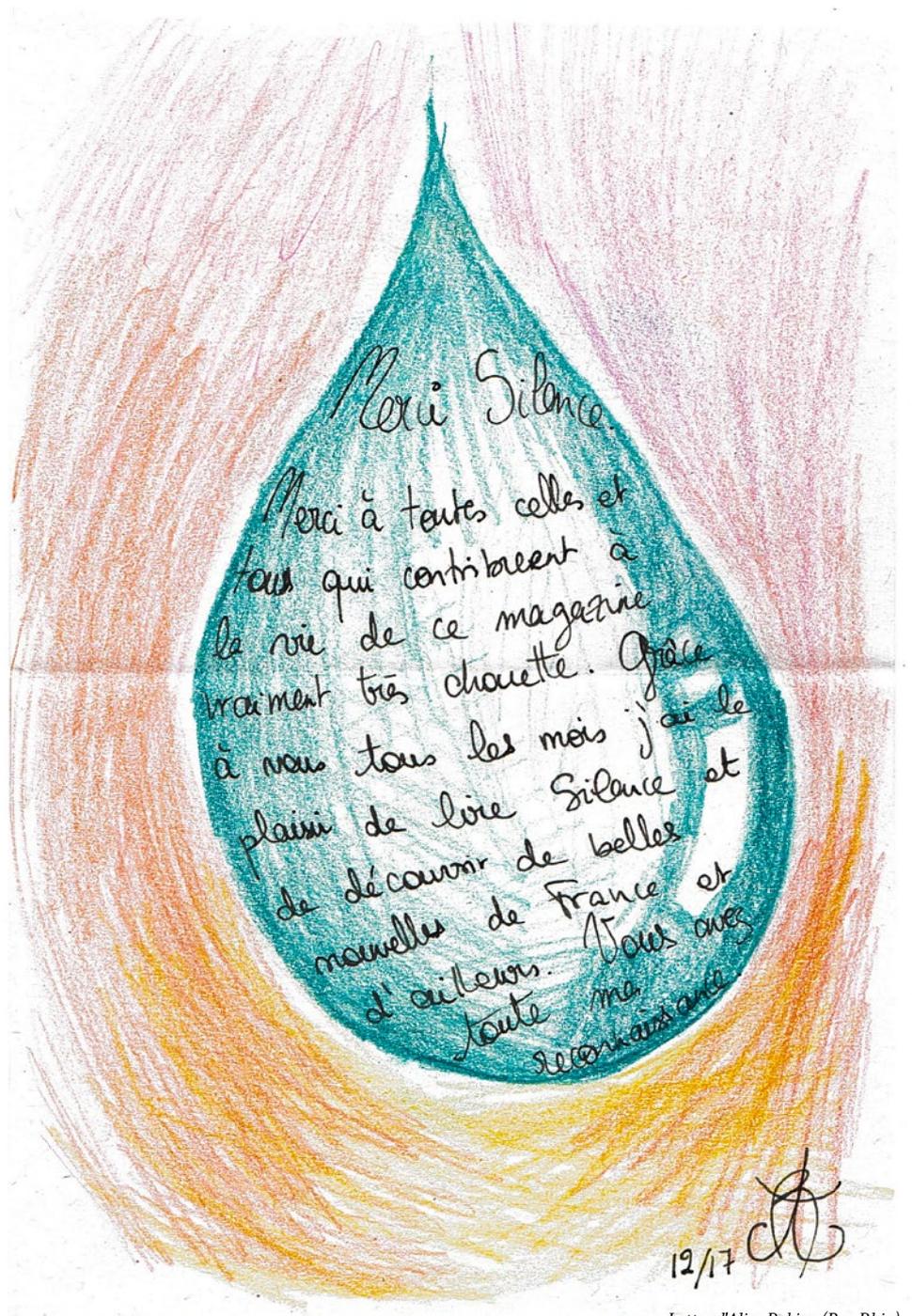
Nous pourriez-vous pas exiger trois possibilités pour joindre les auteurs :

- un numéro de téléphone fixe de préférence
- une adresse postale
- une adresse internet (à la rigueur) (..)

**Claude-Victor Lorenzo**

Côte-d'Or

**Silence** : *Bien d'accord avec vous ! Nous recherchons à chaque fois, pour les coordonnées des articles, brèves et agendas, en premier lieu une adresse postale, puis un téléphone fixe, et enfin un site internet à indiquer. Nous écrivons parfois aux auteurs ou aux structures pour les leur réclamer quand nous n'en trouvons pas. Il reste que régulièrement, il n'y a de contacts que par internet. De la même manière nous évitons au maximum les numéros de téléphone portable.*



Lettre d'Alice Robino (Bas-Rhin)

## A propos de votre article sur Kokopelli

Bonjour,

J'ai lu votre article (sur Kokopelli, *Silence* n°464 p.9) qui reprend en substance des choses dites et redites ailleurs. Il y a d'ailleurs un point sur lequel je suis en total désaccord avec ce que vous commentez au sujet de mon article "Pourquoi nous n'irons plus nos graines chez Kokopelli" : je n'ai absolument pas "repris à mon compte" ce que le livre expose et analyse - je n'ai fait que les reformuler sur un ton volontairement pamphlétaire à travers un billet d'humeur rédigé sous la colère et un profond sentiment d'injustice. Cette soit-disant reprise à mon compte a d'ailleurs été un des arguments principaux des deux avocats de Kokopelli lors de mon procès. Notre défense a au contraire bien démontré que malgré le ton virulent de mon article, celui ne faisait qu'étayer de manière appuyée et sérieuse les principaux arguments du livre (...).

Cordialement,

**Daniel Vivas**

## EDF et l'île de Sein

Dans votre article ("L'île de Sein pourra-t-elle se passer d'EDF ?", *Silence* n°463 p. 46) sur la main mise, le poids séculaire d'EDF dans la lutte énergétique, le combat d'arrière-garde mené contre une association de Sénéans, vous effleurez la réalité du problème...

Jeune enfant sur l'île, j'ai connu l'arrogance du monopole qui a fait détruire la seule éolienne présente chez un particulier sur l'île (...). Aujourd'hui, EDF serait pour ? Laissez-moi, non pas rire, ce n'est pas risible, mais sourire.

## L'île de Sein pourra-t-elle se passer d'EDF ?

Ayant lu votre article "L'île de Sein pourra-t-elle se passer d'EDF ?" (*Silence* n°463, janvier 2018), je me permets de réagir sur un certain nombre de commentaires, de citations et

de faits relatés par votre journaliste (...). Je suis membre d'un groupe de réflexion composé de bénévoles et initié par la municipalité de l'île de Sein dont l'objectif est de faire des propositions pour encourager le développement économique de l'île, et donc la transition énergétique qui lui est liée.

Votre article (...) se réfère à un débat qui a lieu sur l'île depuis maintenant 4 années. L'"affaire" ne se résume pas simplement en une opposition entre un maire à la solde d'EDF qui permet de brûler 420 000 litres de fioul par an et une association citoyenne "rêvant de se débarrasser du monopole d'EDF". (...) La municipalité a initié un groupe de réflexion pour envisager sereinement la transition énergétique de l'île. Des scénarios sont élaborés, des solutions proposées, des modélisations effectuées, des chiffres de production et de consommation comparés, des contacts industriels établis, des partenaires associés... pour programmer la réduction à la dépendance au fioul. L'éolien, le photovoltaïque, l'hydrolien, le stockage sont envisagés. Dès à présent, un an de mesures de vitesse de vent effectuées sur l'île a permis de dimensionner une éolienne, 1 000 m<sup>2</sup> de panneaux photovoltaïques sont installés ou en projet (...), des contacts ont été établis avec des entreprises d'hydroliennes (*Sabella* et *Guinard Energies*), des actions de réduction de consommation auprès des sénéans sont en cours, des aides financières au remplacement d'appareils de froid par des appareils de classe A++ et A+++ , à l'isolation thermique des bâtiments anciens sont débloquées, des LED installées pour l'éclairage municipal,... Oui, l'EDF est partenaire de certains de ces projets, comme d'autres entreprises le

Comment est-il possible de se fourvoyer... avec de l'éolien, quand notre île se trouve entourée de milliards de kilowatts au quotidien ? Comment cela est-il possible ? (...) L'énergie gratuite est dans la force des marées et c'est toute la journée en dehors de moins de quatre heures d'été... (...) La France est parait-il une des plus grandes façades maritimes d'Europe ... à quoi cela sert-il ? A rien, pour continuer à faire plaisir à l'EDF et au nucléaire !

**Dominique Lucas**

sont comme par exemple les exploitants de photovoltaïque. Le but de l'opération est de limiter au maximum la consommation de fioul. Mais il faut être réaliste et les modélisations chiffrées (...) le montrent sans aucun doute : l'autonomie de 100 % n'est pas envisageable, du moins avant un très long terme, pour la simple raison qu'en cas de déficit de production des énergies intermittentes, le stockage limité ne permet pas d'assurer les pointes de consommation, d'où le complément fioul inéluctable. Maintenant les activités d'IDSE : on peut leur accorder le crédit d'avoir lancé la réflexion, de posséder un pouvoir de communication certain qui porte le projet de transition dans les médias, de souligner le besoin de cette transition, la volonté de porter un projet citoyen, et après ? Où est leur projet ? Sur quoi se base-t-il ? Une fois dit "il y a du vent, du soleil et du courant marin, il n'y a qu'à les utiliser pour être autonome !", quelles sont leurs solutions chiffrées ? Quels dimensionnements proposent-ils ? Ou est leur plan de financement ? Quelles sont leurs compétences dans le domaine d'un réseau énergétique complexe ? Sur quels partenaires se reposent-ils ? Depuis quatre années de débat, nous n'avons jamais eu de réponse précise à ces questions. Sur le plan médiatique, ils sont imbattables. On ne compte plus le nombre d'articles, d'émissions radio ou télé qui relatent le combat entre "les habitants de l'île de Sein contre la pieuvre EDF et son monopole" (alors qu'ils ne sont qu'une minorité). C'est très porteur journalistiquement parlant, mais cela n'est basé sur aucune réflexion des réalités concrètes. Des intentions, des rêves, de l'utopie, des luttes, oui, il en faut. Mais au-delà, nous pensons que ces rêves doivent pouvoir être supportés par des projets réalistes techniquement et économiquement pour être concrétisés. Ce qui, selon nous, n'est pas le cas d'IDSE malgré toute leur bonne volonté, dénonçant en permanence une théorie du complot.

**Yves Boulay**  
Finistère

### Essais

■ **Mes voisins, récits et anecdotes de la migration**, Benjamin Vanderlinck, éd. *La passe du vent*, 2017, 127 p., 8 €. Les entretiens sont courts, rarement plus d'une page. La personne dit d'où elle vient, ce qu'elle fait actuellement et signale si elle apprend ou a appris le français. Certain-es sont là depuis de nombreuses années, d'autres quelques jours. Les pays d'origine sont divers. Cela sent le livre de commande, ennuyeux.

■ **Off the map, tribulations de deux vagabondes anarchistes**, traduit de l'anglais (USA) par Telly Diallon autoéd. *bambule@autisci.org*. (Éd. originale *crimethink.com*), 2017, 9 €. Voilà ce que signifie être aventurière de nos jours : abandonner le confort matériel, réaliser les possibilités de l'imagination. Il s'agit d'un "zine" sur un périple estival à travers l'Europe. Le récit est truffé d'anecdotes, et l'écriture est originale.

■ **Bure, la bataille du nucléaire**, Gaspard d'Allens et Andrea Fuori, éd. *Seuil, Reporterre*, 2017, 147 p., 12 €. Cette enquête révèle les méthodes sornaises des nucléaristes et la façon dont l'État fait taire les consciences. À Bure, l'ANDRA (Agence d'État) colonise le territoire à coups de subventions.

■ **Désobéir et grandir, vers une société de décroissance**, Paul Ariès, éd. *Écosociété*, 2017, 235 p., 14 €. Dans un style toujours alerte, Paul Ariès poursuit inlassablement sa campagne d'explication sur la nécessité de la décroissance. Pourquoi elle s'impose, comment certains en détournent le sens et la récupèrent à leurs fins et par quelles voies effectuer la transition. Paul Ariès n'est pas un catastrophiste, "nous possédons les moyens d'agir" affirme-t-il en proposant des pistes.

■ **Un Samovar, ouvrage collectif**, éd. *La cause du poulailler*, 2017, 168 p., tarif libre, à partir de 4,60 € (coût impression). Qu'est-ce que Le Samovar ? "Un espace de vie, comme un îlot dans la ville" (de Bordeaux). Le livre raconte ses dix ans d'histoire à plusieurs mains, mais souvent à la première personne, en n'omettant aucun point de vue. Sur l'un d'eux, tout le monde est d'accord : Le Samovar est un cocon chaleureux, accueillant, à la fois salon de thé-cosy, bibliothèque, lieu de spectacle et de débats, animé par une collégiale de bénévoles qui prend ses décisions au consensus. Pas de salarié ? Non. Et ouvert ? Il suffit de pousser la porte.

■ **Lettre à une petiotte sur l'abominable histoire de la bouffe industrielle**, Fabrice Nicolino, éd. *Les Échappés*, 2017, 142 p., 13,90 €. L'auteur raconte à sa fillette l'histoire de l'alimentation humaine du paléolithique à nos jours. Celle-ci n'a pas cessé de muter de la cueillette à la boîte de conserve et de la congélation à la catastrophe standardisation actuelle. Cependant, tout n'est pas perdu ! Il y a plus d'une autre voie. Et si on se tournait vers le fabuleux modèle du peuple Karen ?

■ **Qui a tué les verriers de Givors ? Une enquête de sciences sociales**, Pascal Marchalard, éd. *La Découverte*, 2017, 255 p., 22 €. Givors, petite ville proche de Lyon, est depuis plus de 10 ans le théâtre d'une lutte de longue haleine. D'anciens verriers tentent de prouver que leur mort, souvent liée à des cancers, peut être imputée à leur travail à la verrerie. Quelle reconnaissance après des dizaines d'années d'un travail empoisonnant ? Quelle condamnation pour des industriels très puissants ? Un travail d'historien sur un sujet d'actualité qui se lit comme un polar.

■ **Le Roundup face à ses juges**, Marie-Monique Robin, éd. *La Découverte*, 2017, 278 p., 18 €. L'auteure, qui n'en est pas à son coup d'essai, montre que le glyphosate se révèle à chaque nouvelle enquête plus dangereux. Omniprésent, il détruit la faune et la flore. Pour conjurer l'impuissance parfois ressentie face à ce scandale sanitaire et environnemental, l'auteure valorise la mobilisation civile, et notamment le Tribunal international Monsanto qui s'est tenu à La Haye en octobre 2016 et qui a promu la création du crime "d'écocide". Celui-ci permettrait d'attaquer juridiquement Monsanto.

Vous pouvez nous envoyer des textes pour le courrier des lect-rices soit par courrier postal, soit en passant par le formulaire de contact qui se trouve sur le site de *Silence* : [www.revuesilence.net](http://www.revuesilence.net). Soyez concis : pas de textes de plus de 3000 signes.

Les informations contenues dans les courriers n'engagent pas la rédaction.

## Funérailles écologiques Pour des obsèques respectueuses de l'homme et de la planète

Brigitte Lapouge-Déjean, Laetitia Royant



Les cimetières peuvent être des jardins presque comme les autres, sans caveau ni pierre tombale ni fleurs coupées (un désastre écologique). Les cercueils en carton biodégradables et joliment peints de couleurs vives. N'importe quel objet de bonnes dimensions peut constituer une urne pour les cendres. Les soins sur les corps peuvent être réduits au minimum et naturels. Ce manuel pratique fait un tour très large de toutes les possibilités d'organiser des funérailles plus écologiques, plus respectueuses des personnes défuntes et moins coûteuses. À l'exception regrettable de l'humusation, cette pratique qui permettrait aux corps un retour rapide à l'humus en toute simplicité. Pas encore légale (une mobilisation s'organise pour cette cause) mais bien plus écolo que l'inhumation ou l'incinération : elle aurait mérité au moins un chapitre. Malgré ce manque, un bon "guide de survie en milieu funéraire". DG

Éd. Terre vivante, 2017, 255 p., 25 €

## Le refus d'obéissance Écrits sur la révolution

Léon Tolstoï, préface de Pierre Thiesset



Gloire littéraire et autorité morale mondialement reconnue, Tolstoï est aussi, durant les 30 dernières années de sa vie (il meurt en 1910), un penseur politique constamment censuré. Les éditions

*L'Échappée* ont la bonne idée de rééditer huit de ses textes dans lesquels il explique sa "doctrine" simple et radicale. Les révolutions (Tolstoï assistait à la montée de celle de 1917) ne servent qu'à perpétuer les violences et, si elles réussissent, à remplacer un gouvernement par un autre. Or tout gouvernement, toute forme d'autorité si populaire soit-elle, est mauvaise. La seule voie d'émancipation pour le peuple réside dans le perfectionnement individuel dans la perspective du "vrai" christianisme. Celui-ci conduit à refuser d'obéir et de participer aux systèmes d'oppression des États, des armées, de l'Église dévoyée, pour choisir une vie rurale, insoumise et fraternelle. Une pensée qui, à défaut de convaincre vraiment, captive par sa force, sa cohérence et sa clairvoyance sur bien des points. DG

Éd. *L'Échappée*, 2017, 218 p., 20 €

## La tyrannie du genre

Marie Duru-Bellat



Dans nos sociétés occidentales où l'égalité hommes-femmes a beaucoup progressé au cours du siècle dernier, les formes de domination symbolique sur les femmes ne cessent de se

renouveler et les contraintes de genre tendent même à se renforcer. Par exemple, les injonctions faites aux femmes d'exprimer ce qui serait leur féminité construisent de nouveaux conformismes aliénants, hypersexualisation des filles ou diffusion d'une "culture porno" dès l'adolescence. L'auteure, tout en saluant le potentiel libérateur de la notion de genre, indispensable comme outil de recherche et de mobilisation, montre ses effets pervers découlant d'une bi-catégorisation obsédante. Comment dépasser ces contradictions, que serait une véritable émancipation ? Le livre met en scène toute la complexité des débats polémiques actuels. Très stimulant, en dépit d'une écriture un brin aride. DG

Éd. Presses de Sciences Po, 2017, 305 p., 17 €

## L'altercité Rendre désirable la ville durable

Jacques Debouverie, préface de Claude Grivel



Les villes, qui concentrent tous nos problèmes (écologiques, démographiques, sociaux, etc.), font pourtant partie de notre horizon obligé. Elles ne pourront pas s'adapter aux bouleversements en cours sans une mutation en profondeur de l'urbanisme qui doit être repensé dans une très large perspective sociétale. Tel est l'objet de ce livre clair, plein d'idées et d'exemples. On y entrevoit ce que pourraient être des "altercités" conçues d'abord pour les plus vulnérables, piétons et personnes fragiles, valorisant les marges, périphéries et friches, économes du foncier et de l'énergie, basées sur le partage et les biens communs plutôt que sur la propriété privée, maillée avec la nature, impliquant étroitement les populations. Des altercités loin des mirages des villes hyper-connectées et supposées "intelligentes". DG

Éd. Charles Léopold Mayer, 2017, 314 p., 23 €

## 10 mythes sur la lutte non-violente

George Lakey



Activiste non-violent étatsunien de longue date, revendiquant son appartenance à la classe ouvrière et son homosexualité, George Lakey critique, de manière pragmatique, joyeuse et créative, les impasses du pacifisme comme de la violence et plaide pour une révolution non-violente qui mette fin au capitalisme et au système d'États-nations. Il estime que le pouvoir politique se fonde davantage sur l'obéissance que sur la violence : c'est donc la non-coopération qui est plus puissante que la violence pour le saper. Pour lui, mener une lutte avec une diversité de tactiques revient à construire une maison avec des plans et des matériaux différents : c'est absurde, il faut une cohérence d'ensemble pour gagner. Il estime qu'"aux États-Unis, l'action non violente est principalement utilisée par la classe ouvrière et les pauvres,

# Livres

d'avantage par les personnes de couleur que par les Blancs". Un pamphlet stimulant. GG

Éd. *Quinoa et Agir pour la paix* (Maison de la paix, rue Van Elewycck 35, 1050 Ixelles Bruxelles, Belgique), 2017, 98 p., 5 € + 2 € de port.

## La violence juste n'existe pas : oser la non-violence

Jean-Marie Muller



Lors de la *Journée mondiale pour la paix* le 1<sup>er</sup> janvier 2017, le pape François avait délivré un important discours pour promouvoir la non-violence en tant que "style de vie". Cette allocution étonnante constituait une première dans l'histoire de l'Église catholique. Jean-Marie Muller évoque également la conférence internationale "Non-violence et paix juste" qui s'est déroulée en avril 2016 à Rome. Ses participant·es ont remis en cause la doctrine de la guerre juste au nom de l'exigence de non-violence. Ce livre présente les "pierres d'attente" de l'évangile qui permettent de déconstruire les idéologies religieuses et politiques qui légitiment la violence pour une cause juste. La doctrine de la guerre juste fut la matrice de la pensée de l'Église sur la guerre et la paix pendant des siècles, en contradiction irréductible avec la parole de l'Évangile. Cette institution semble être enfin à un tournant. AR

Éd. du Relié, 2017, 160 p., 15 €

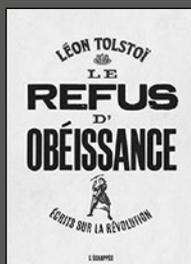
## Mourir au travail ? Plutôt crever ! Ce qu'est le travail et ce qu'il pourrait être

Didier Harpagès



Préfacé par Serge Latouche, ce livre aborde la question de la place du travail dans le cadre d'une société de décroissance. Didier Harpagès dénonce la nécessité de toujours produire plus, quitte à rendre malades ceux et celles qui travaillent et à laisser pour compte de plus en plus de monde. L'auteur montre comment le discours "économique" fait l'impasse sur les questions sociales (avec une régression de la protection sociale) et écologiques (en oubliant que les ressources sont limitées). L'auteur avance des pistes : le but à atteindre est que l'on travaille avec plaisir et non dans l'abrutissement des machines, que ce soit à la chaîne ou derrière un ordinateur. Le passage en coopérative est souhaitable, mais pas suffisant. Il faut également un engagement politique au niveau local (municipalisme libertaire de Murray Bookchin) pour favoriser les décisions de production et définir un bien-être maximum. Stimulant. MB

Éd. *Le Passager clandestin*, 2017, 172 p., 12 €



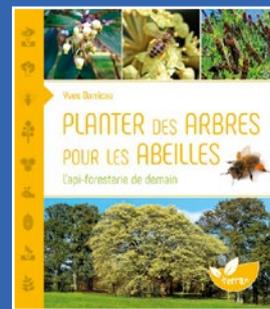


## La forêt-jardin

Martin Crawford

## Planter des arbres pour les abeilles

Yves Darricau



Dans *La forêt jardin*, Martin Crawford s'appuie sur son expérience personnelle pour présenter tous les avantages qu'il y a à planter des arbres donnant des parties comestibles (fruits, feuilles, sève...). Il intègre dans sa réflexion la question du changement climatique et le risque de la fin du pétrole et donc la nécessité de produire de la nourriture en économisant l'énergie. Il explique les avantages des arbres (fixation de l'azote, climatisation naturelle, fertilité des sols) et ses limites : si en région tropicale, on peut cultiver à l'ombre des grands arbres, c'est de moins en moins vrai au fur et à mesure que l'on va vers les pôles. Il explique les mesures à prévoir : se protéger du vent, conserver des clairières pour cultiver des plantes annuelles (potager plus classique), la possibilité d'introduire des champignons et décrit longuement de nombreuses espèces de plantes que l'on peut intégrer de la canopée au sol.

Dans *Planter des arbres pour les abeilles*, Yves Darricau adopte une démarche assez proche mais

avec une autre motivation : une des causes de la disparition des abeilles est le réchauffement climatique qui entraîne un décalage dans la production du pollen par les plantes. S'appuyant sur les bons résultats que l'on peut observer en centre ville où la température est déjà à 2°C au-dessus de celle des campagnes, il propose de s'en inspirer pour le choix des arbres à planter. Donnant un calendrier des floraisons de chaque espèce, il montre tout l'intérêt de certaines plantes parfois décriées : par exemple, le lierre est la plante qui a les fleurs les plus tardives à la fin de l'automne.

Ces deux livres, richement illustrés, présentent aujourd'hui la place importante que peuvent avoir les arbres pour améliorer la résistance de notre environnement au changement climatique. Pratiques et passionnants.MB

*La forêt jardin*, préfaces de Rob Hopkins et Charles Hervé-Gruyer, traduction Aurélien Davroux, éd. Ulmer, 2017, 352 p., 35 €

*Planter des arbres pour les abeilles*, éd. de Terran, 2018, 224 p., 19 €

### Romans

#### Le jour d'avant

Sorj Chalandon



Le 27 décembre 1974, après quelques jours de congés, les mineurs redescendent dans les puits de Saint-Amé de Liévin. Mais le grisou s'est accumulé pendant le réveillon et c'est l'accident. 42 mineurs sont tués. Ou plutôt 43 puisque le frère du héros, grièvement brûlé va mourir quelques jours plus tard. Michel va alors faire une véritable fixation sur cet accident, suivant les enquêtes, les procès et découvrant que les responsables ne sont pas punis. Arrivé près de la retraite, divorcé, chômeur, il met en place une vengeance et se laisse arrêter. L'histoire pourrait être simple. Elle va s'avérer plus compliquée, car il s'est passé quelque chose le jour d'avant. Sorj Chalandon met sa plume au service de la cause ouvrière, mais aussi explore avec finesse la psychologie. Un roman qui semble au départ un peu trop banal, mais qui se tonifie au fil de la lecture. Le livre se termine sur une question : que feriez-vous si, au tribunal, vous étiez juré-e ? FV

Éd. Grasset, 2017, 326 p., 20,90 €

### B. D.

#### Fudafudak, l'endroit qui scintille

Li-Chin Lin



Fudafudak est une plage de Taïwan, sacrée pour les peuples indigènes. L'autrice, qui se met en scène, raconte comment la lutte s'est organisée pour la protéger de projets immobiliers. Elle raconte également comment les peuples indigènes vivaient en faisant de la bio sans le savoir et comment il est difficile aujourd'hui de lutter contre les produits chimiques. De même pour les déchets nucléaires. Elle rappelle qu'après avoir été occupée par le Japon, l'île qui était déjà peuplée a été envahie par les nationalistes chinois fuyant la révolution communiste. Ces derniers ont été peu soucieux des traditions existantes. Écologie et droits des peuples premiers se rejoignent. MB

Éd. ça et là, 2017, 196 p., 20 €

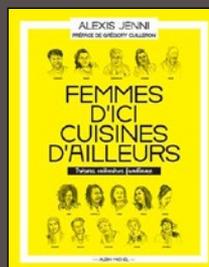
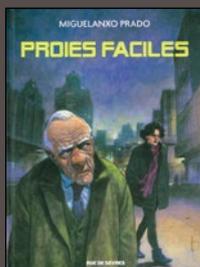
### Proies faciles

Miguelanxo Prado



Après la crise de 2008, les banques essaient de récupérer leur argent : de nombreuses familles sont expropriées, les personnes âgées qui ont placé leurs économies dans des fonds douteux sont ruinées. Au fil des jours, plusieurs personnes du milieu bancaire sont retrouvées mortes. La police enquête et s'interroge sur la présence d'un tueur en série. L'auteur nous révèle rapidement qui est à l'origine des crimes, ce qui laisse de la place pour dénoncer les pratiques des financiers. Le procès peut-il déboucher sur une condamnation ? Ce sera au jury populaire de se prononcer. La dernière case du livre montre les manifestations des populations flouées par les banques. Des crimes d'honneur ? De la politique-fiction superbement dessinée et fort bien scénarisée. MB

Éd. Rue de Sèvres, traduction de l'espagnol de Sophie Hofnung, 2017, 96 p., 18 €



## Femmes d'ici, cuisines d'ailleurs

Alexis Jenni et collaborateurs



Les magasins VRAC distribuent de la nourriture bio et locale dans les "banlieues" de Lyon, le vrac permettant de proposer des prix plus bas et de lutter contre les emballages perdus. Ils ont organisé un concours de cuisine. Une présentation des quinze lauréates est faite dans cet ouvrage avec textes du prix Goncourt Alexis Jenni, dessins d'Emmanuel Prost, photographies de Denis Svartz, préface du cuisinier Grégory Cuilleron, etc. Le résultat est intéressant sur le plan du message : il y a des savoirs excellents à découvrir au sein des populations issues de l'immigration. Le livre est agréable à découvrir. Bémol : un livre très genré, avec pas moins de 7 hommes pour donner la parole à 15 femmes. MB

Éd. Albin Michel, 2017, 224 p., 30 €

## Jeunes

### Histoires du soir pour filles rebelles 100 destins de femmes extraordinaires

Elena Favilli et Francesca Cavallo et une cinquantaine d'illustratrices



Dès 5 ans. Ce livre à lire à raison d'une histoire chaque soir permettra à toutes les enfants, mais aussi à leurs parents de découvrir (brièvement) la vie de 100 femmes (classée par leurs prénoms), cela va de Cléopâtre à Maria Montessori en passant par les sœurs Mirabal ou Marie Curie. Ce livre connaît un succès phénoménal : il détient le record de collecte de fonds en souscription, il a été en tête des ventes en Italie, vendu déjà à plus de 500 000 exemplaires et actuellement traduit dans de multiples langues. Ce n'est toutefois ni trop écolo ni trop féministe : on y trouve des personnes comme Margaret Thatcher, des sportives, des top model... FV

Éd. Les Arènes, 2017, 212 p., 20 €

### La théorie de l'élastique

Anne-Françoise De Bruyne



Dès 9 ans. Clara, 11 ans, élevée par sa mère, aimerait retrouver son père. Elle sait qu'il travaille dans l'humanitaire. La visite dans sa classe d'un jeune réfugié afghan va lui donner l'idée d'aller voir ce qui se passe près de Sangatte. Sous couvert d'une belle histoire de recherche en paternité, un vrai reportage sur les conditions de vie des réfugiés qui s'agglutinent près de la Manche et sur les débats qui agitent les populations locales. Le titre du livre est un peu abscons. FV

Éd. Le Muscadier, 2017, 202 p., 12,50 €

## Dolce Vita

Francesca Solleville



Interprète de Baudelaire, Aragon et Neruda, camarade de Ferrat et Ferré, Francesca Solleville a chanté la Commune, pour le Vietnam ou encore pour Angela Davis. Elle revient avec un album tout en délicatesse, qui s'ouvre en beauté avec "La page blanche", superbe morceau à l'étoffe de classique, qui embrasse le mystère de la vie de la naissance à la mort. La chanteuse née en 1932 continue à s'engager avec plusieurs titres attentifs au sort des migrants (La vague, Le mur Méditerranée, Les portes de la France), d'une femme de la rue (La dame Cendrillon), aux inégalités (Vous êtes marrants les riches), sans oublier des odes au désir (J'en veux) et à l'autonomie (On ne me commande pas). Un poing levé, l'autre main qui tient la nôtre avec sollicitude, Francesca Solleville continue à nous toucher. GG

EPM, 2017, 14 titres, 15 €

## Films

### Fukushima mon amour



Le titre est trompeur, on devrait dire : Fukushima, mon amie. Plusieurs critiques ont considéré que cette histoire pourrait se dérouler n'importe où ailleurs qu'à Fukushima. Oui et non. Oui, pour la rencontre de deux femmes en peine qui apprennent à communiquer, partant de deux cultures si différentes. Non, parce que la réalisatrice a choisi de situer son histoire à Fukushima, et pas ailleurs, avec la volonté de montrer l'état des lieux à un grand public qui n'a pas eu connaissance des documentaires militants. On découvre les conditions de logement provisoires des évacués à la fois désespérés et fatalistes. La pollution radioactive est présente partout dans ces univers de ruines. Ce film, qui est d'une grande qualité, n'a pas été une réussite commerciale. Est-ce en raison du choix esthétique du noir et blanc ? De la lenteur d'un vieux film japonais ? Il n'y a aucun discours sur la lutte contre le nucléaire. On est de ce fait surpris par le panneau final. MD

Film allemand de Doris Dörrie avec Rosalie Thomass - Kaori Momoi, 104 min, 2016.

## Nous avons également reçu... 2/2

### Essais

■ **Insoutenables inégalités. Pour une justice sociale et environnementale**, Lucas Chancel, éd. Les Petits Matins, 2017, 182 p., 16 €. Ouvrage concis qui montre dans un premier temps que l'injustice sociale induit des inégalités environnementales, et qui propose dans un second temps des pistes de réponses pour amorcer la transition. Les axes de travail proposés sont notamment l'investissement dans le transport et l'énergie et un important travail sur nos instances démocratiques.

■ **Sentiers d'aurore**, Jean-Baptiste Libouban, éd. L'Harattan, 2017, 108 p., 12 €. Dans ce recueil de poèmes, le compagnon de l'Arche et fondateur des Faucheurs Volontaires donne libre expression à son admiration pour la faune et la flore, dans des ambiances de contemplation et parfois dans une veine plus engagée.

### B. D.

■ **Ma vie de réac T2**, Morgan Navarro, éd. Dargaud, 2018, 120 p., 18 €. En courts sketches, l'auteur met en scène un personnage à son nom qui est censé avoir des réactions conservatrices vis-à-vis des questions de sociétés (mariage homosexuel, écriture inclusive, éducation des enfants, etc.). Un humour au 2e degré présenté auparavant sur un blog du quotidien Le Monde et qui suscite de nombreux commentaires dont certains sont repris en fin d'ouvrage.

■ **Notes pour une histoire de guerre**, Gipi, traduit de l'italien par Hélène Dauniol-Remaud, éd. Futuropolis, 2018 [2005], 144 p., 23 €. Trois jeunes s'embêtent dans un pays victime de bombardements. Ils volent pour survivre. Ils rencontrent alors un chef de bande qui va les embaucher pour différentes opérations illégales. Endurcis, ils se laisseront entraîner à rejoindre des groupes de mercenaires sans même savoir pourquoi ils partent faire la guerre. Une dénonciation du patriotisme et de la guerre aveugle qui a reçu de multiples prix lors de sa première édition.

■ **Les chiens de Pripyat T2, les enfants de l'atome**, Aurélien Ducoudray, Christophe Alliel, éd. Grand Angle/Bamboo, 2018, 56 p., 14,50 €. Des équipes de chasseurs sont envoyés dans la zone interdite de Tchernobyl pour y abattre les chiens errants... mais la prime est encore plus intéressante si l'on arrive à prendre des enfants car certains se sont réfugiés directement dans le réacteur accidenté. C'est bien imaginé, mais tellement improbable (un gamin mourrait en quelques heures à proximité du réacteur) qu'on a du mal à ne pas décrocher de l'histoire.

### Jeunesse

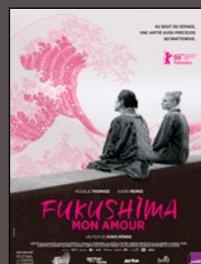
■ **Dame Nature**, Christos, Virginie Rapiat, éd. Des ronds dans l'O, 2017, 32 p., 16,5 €. Dès 5 ans. Dame Nature a créé la magnifique diversité du vivant mais les êtres humains, ses enfants, la saccagent. Il faut inverser la tendance. Quelques très belles illustrations naturalistes.

■ **Alphonse, le lion qui ne pleurerait jamais**, Yeshil Kim, Anna Ladecka, Talents Hauts, 2018, 32 p., 12,50 €. Dès 4 ans. Alphonse le lion ne pleure jamais, mais un jour il se sent bizarre et il apprend à pleurer. Les autres animaux ne vont que l'en respecter davantage.

■ **Contes navajos du grand-père Benally**, Nausica Zaballos, illustrations Juliette Iturralde, éd. Goater, 2017, 160 p., 15 €. Dès 12 ans. Sept histoires, sept thématiques pour découvrir la culture des Navajos. Chaque histoire est complétée par une ou deux pages d'explications. Une manière ludique de mêler les imaginaires du conte à la découverte de ce peuple amérindien.

Les livres présentés ici ne sont pas vendus par Silence. Vous pouvez les trouver ou les commander dans n'importe quelle librairie.

Préférez quand c'est possible, les librairies indépendantes.





## Quoi de neuf?



### Catalogue raisonné des revues écolos

Le Cedrats, Centre de documentation et de recherche sur les alternatives sociales, à Lyon, dispose d'un fonds de plus de 4 600 titres de périodiques relevant pour la plupart de la presse alternative, principalement depuis les années soixante-dix. Une partie importante de ce fond provient des archives de *Silence*. Le centre de documentation a réalisé un travail pour répertorier les périodiques francophones traitant de l'écologie. Actuellement 792 titres de périodiques (journaux, revues, bulletins, "feuilles de chou") ont été sélectionnés, des années cinquante à nos jours. On peut retrouver ces titres sur le site du Cedrats, indexés par ordre alphabétique, par dates, par localisation, par sujets (bicyclette, consommation, écologie sociale, géopoétique, etc). Une véritable mine dans laquelle vous ferez certainement de belles découvertes ! À découvrir sur [www.cedrats.org/revues-ecolos](http://www.cedrats.org/revues-ecolos). Le Cedrats cherche par ailleurs une personne bénévole ayant le temps, le plaisir et les compétences pour scanner

les couvertures des périodiques à insérer dans le catalogue. Cedrats, 27 montée Saint-Sébastien, 69001 Lyon, tél. : 04 78 29 90 67.

### Silence diversifie ses activités !

Au mois de mars, une de nos rédactrices est intervenue au lycée Ella Fitzgerald à Vienne en Isère pour faire une introduction au journalisme, à la lecture de presse et aux "fake news", et participer à l'élaboration d'un journal autour de la ville de Vienne avec les élèves. Avis aux professeur-es de la région Auvergne Rhône-Alpes, si vous avez envie de monter des partenariats avec *Silence* autour du journalisme ou de l'écologie, nous sommes preneu-ses !

### Recherche universitaire sur Silence

Julie Blanc, étudiante à l'École Normale Supérieure de Lyon, réalise un mémoire de sociologie sur *Silence* en 2017-2018. Elle s'intéresse aux trajectoires biographiques des personnes actives dans l'association ainsi qu'à l'évolution des contenus de la revue depuis sa création. Pour cela, elle a lu les 465 numéros de *Silence* parus depuis 1982. Qui dit mieux ?

## Rejoignez un relai local

- > **Alsace - Strasbourg.** Georges Yoram Federmann, tél. : 03 88 25 12 30, federmanja@gmail.com
- > **Alpes-Maritimes.** Marc Gérenton, mgerenton@free.fr
- > **Territoire de Belfort.** Association Belfortaine d'Information sur les Limites à la Croissance, 18, rue de Brasse, 90000 BELFORT, tél. : 03 84 58 18 84
- > **Bretagne.** Alexis Robert, La Guette en Beauvais, 35380 Paimpont, tél. : 02 99 07 87 83
- > **Drôme.** Patricia et Michel Aubart, obarm@laposte.net, tél. : 06 84 51 26 30
- > **Est-Puy-de-Dôme.** Jean-Marc Pineau, 63300 Thiers, pineau.jeanmarc@wanadoo.fr
- > **Gard.** Antonanzas Pascal, 7, rue du Dr Prosper Defau, 30160 Besseges, mploiko36@gmail.com, tél. : 06 04 03 06 42
- > **Haute-Vienne.** Brigitte Laugier, 25, rue du Petit Fort, 87300 Bellac, brig.bellac@gmail.com, tél. : 05 55 76 31 70
- > **Hérault.** Valérie Cabanne, tél. : 09 51 69 25 21, cabvalerie@yahoo.fr ; Elisa Soursac, tél. : 09 79 10 81 85
- > **Loire-Atlantique.** Décroissance 44, tél. : 06 11 78 27 27, Emmanuel Savouret, contact@decroissance44.org
- > **Lorraine.** Véronique Valentin, 45 bis, rue de Vayringe, 54000 Nancy, tél. : 03 54 00 60 20, veroniquevalentin@neuf.fr
- > **Lyon.** Ciné-club écocitoyen, cineclubsilence@gmail.com, tél. : 04 26 63 28 99
- > **Mayenne.** Ingrid de Rom, Les Petits Pins, 53480 Saint-Léger, tél. : 02 43 01 21 03
- > **Saône-et-Loire.** Annabelle et Philippe à Chalon sur Saône, tél. : 03 85 93 57 54, silence71@orange.fr
- > **Seine-et-Marne.** Association Bio vivre en Brie, Mairie, Avenue Daniel Simon, 77750 St-Cyr-sur-Morin, biovivreennbrie@gmail.com

## Silence, c'est vous aussi...

### Venez nous voir les 12 et 13 avril !

Vous pouvez venir discuter avec nous lors des expéditions de la revue. Cela se passe un jeudi de 14h 30 à 20h 30 et c'est suivi par un repas pris ensemble offert par *Silence*. Cela se poursuit le vendredi à partir de 9h 30. Le nouveau numéro vous est aussi offert. **17 et 18 mai, 14 et 15 juin, 16 et 17 août etc.**

### Pour passer une info...

Les prochaines réunions du comité de rédaction se tiendront à **10h** les mercredis **18 avril** (pour le n° de juin), **23 mai** (pour le n° d'été), **20 juin** (pour le n° de septembre), etc. Vous pouvez proposer des articles à ce comité de rédaction jusqu'au mercredi qui le précède, avant 16h. Vous pouvez proposer des informations destinées aux pages brèves jusqu'au mercredi qui le suit, avant 12h. *N'oubliez pas d'indiquer des coordonnées, de préférence avec une adresse postale et pas de numéro de téléphone portable.*

### Silence est une revue participative qui existe aussi grâce à vous.

**Vous pouvez être au choix (multiple) :**

**Réd'acteur :** en écrivant des textes sur les alternatives que vous connaissez autour de chez vous ou que vous avez découvertes en chemin. Vous pouvez soit nous envoyer des informations dessus soit écrire un article avec quelques photos.

**Stand'acteur :** votre implication dans la visibilité et la diffusion de la revue est essentielle pour l'association. Tenir un stand y contribue ; alors si ça vous tente, à l'occasion d'un événement autour de chez vous (festival, salon, ciné-débat...), contactez l'équipe de *Silence*.

**Relai local :** il s'agit de représenter la revue localement et régulièrement, en tenant des stands, en organisant des débats ou des rencontres, en trouvant de nouveaux dépositaires ou abonné-es... en fonction de vos envies !

**Don'acteur :** *Silence* est une revue sans pub, sans subvention, et cela lui garantit sa liberté de ton. Pour conforter notre indépendance financière et éditoriale, vos soutiens sont les bienvenus. Il est à noter que l'association ne délivre pas de reçus fiscaux.

**Plus d'infos sur : [www.revuesilence.net/](http://www.revuesilence.net/) rubrique : Comment participer**

### Votre abonnement gratuit ?

Si vous trouvez cinq nouveaux abonnés au tarif Découverte, votre abonnement vous est offert pour un an. Envoyez-nous leurs adresses (ainsi que la vôtre) et un chèque de 5 x 20 = 100 € (pour la France).

## Partenaires





## Affiche



**100 dates qui construisent nos luttes féministes aujourd'hui - format 60x84cm - 7 €**

Un joyeux panorama qui cherche à donner voix à la variété des approches du féminisme, avec un regard résolument subjectif. Loin d'un inventaire historique, ces dates ont été retenues parce qu'elles nous touchent ou nous inspirent. Chacun-e pourra compléter à sa guise en fonction de ses aspirations et sensibilités propres. Réalisée en collaboration avec plusieurs groupes et organisations féministes.

Frais de port: (métropole, zone europe et suisse): 2€ de 1 à 3 ex., 4€ de 4 à 9 ex., offerts à partir de 10 ex. Autres pays, nous consulter.

# Commandes

## Numéros disponibles

- 431 Soutenir les lanceurs d'alertes
- 432 Loi Duflot: pour mieux se loger?
- 433 Renverser nos manières de penser
- 434 Militer en beauté
- 435 Sauver le climat par le bas
- 438 Végétarisme, un peu, beaucoup, passionnément
- 440 Le renouveau de l'Éducation populaire?
- 442 Océans, l'urgence méconnue
- 444 Coopératives, question de taille
- 445 Extraction minière ni ici, ni ailleurs
- 448 Tout le monde en selle!
- 449 Vivre avec la forêt
- 450 Genre et éducation alternative
- 451 Handicaps: conquérir son autonomie
- 453 Travailler moins, et si on essayait?

- 454 Créer des lieux alternatifs
- 455 Pour des élections moins primaires!
- 456 Nouveaux ogm, nouveaux combats
- 457 Le chant des luttes
- 459 Vers une école sans écrans?
- 460 Les élections municipales à mi-mandat
- 461 Cuisines en transition
- 462 Les nouveaux visages de l'habitat participatif
- 464 Semences vivantes, graines d'autonomie
- 465 Réagir aux violences du quotidien
- 466 Jouer hors des cases

## Numéros régionaux

- 430 Corse
- 436 La Réunion
- 441 Aude et Pyrénées-Orientales
- 447 Seine-et-Marne et Val d'Oise
- 452 Champagne-Ardennes
- 458 Hautes-Alpes et Alpes de Haute-Provence
- 463 Hérault

Cochez le (s) numéro (s) désiré (s). Faites le total (4,80€ l'exemplaire). Ajoutez les frais de port (pour la France comme pour l'étranger: 2,20€ pour un ex., 4€ pour 2 ex., 5€ pour 3 ex. et plus).

**Indiquez le total de votre règlement (ancien(s) numéro(s) + abonnement(s)):**

## Livres



**L'écologie en 600 dates, 84 p. - 12€\***

A l'occasion de ses 30 ans, la revue *Silence* propose un inventaire en 600 dates, forcément subjectif, de lectures, films, chansons, campagnes militantes et alternatives concrètes, qui ont joué un rôle dans la construction de notre réflexion et d'un nouvel imaginaire collectif.



**Manuel de transition, 212 p. - 20€\*\***

Ce manuel est un peu la "bible de la transition". Rob Hopkins y raconte son parcours, d'abord dans la permaculture, et puis dans ce qui devient le concept de transition. Après plusieurs chapitres consacrés au pic pétrolier et à la crise climatique, l'ouvrage s'attache à comprendre la psychologie du changement et à exploiter la vision positive de l'évolution de la société.



**Non-violence dans la révolution syrienne 120 p. - 9€\*\*\***

Recueil de textes publiés initialement en arabe ou en anglais sur Internet, traduits pour la première fois en français, ce livre veut mettre en lumière ce versant si peu éclairé de la révolution et de la résistance syrienne, cette action civile et sans armes aux mille visages qui ne cesse de se réinventer depuis 2011.

Frais de port: (métropole, zone europe et suisse): \* 4€ / \*\* 4,5€ / \*\*\* 2,5€. Autres pays et/ou commandes de plusieurs livres, nous consulter. Règlement par chèque à l'ordre de Silence ou par virement.

# Je m'abonne à Silence

## MANDAT DE PRÉLÈVEMENT SEPA (Autorisation de prélèvement)

	France métro.	Autres pays et DOM-TOM
Découverte 1 <sup>er</sup> abonnement, 6 n°	22€	29€
Particulier 1 an, 11 n°	48€	57€
Bibliothèque, association... 1 an, 11 n°	60€	68€
Soutien 1 an, 11 n°	60€ et +	60€ et +
Petit futé 2 ans, 22 n°	80€	92€
Petit budget 1 an, 11 n°	33€	40€
5 abonnements Découverte offerts + votre abo. 1 an gratuit (cf. conditions page précédente)	110€	Nous contacter

**Groupés** à la même adresse : nous contacter (tarif en fonction du nombre d'exemplaires souhaité)

Abonnement en ligne : [www.revuesilence.net](http://www.revuesilence.net)

### Vos coordonnées

(MERCI D'ÉCRIRE EN MAJUSCULES)

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code Postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

Courriel : \_\_\_\_\_

Je désire recevoir la s!berlettre (lettre électronique mensuelle).

RUM (sera rempli par Silence): \_\_\_\_\_

### Type de paiement :

#### Paiement récurrent / répétitif :

- 8 € par trimestre (abonnement petit budget)
- 12 € par trimestre (abonnement normal)
- ..... € par trimestre (abonnement de soutien)

#### Paiement ponctuel :

- ..... € (abonnement - voir tarifs ci-contre)

### Débiteur

Nom et prénoms : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code Postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_

### Coordonnées du compte bancaire ou postal

IBAN : \_\_\_\_\_

BIC : \_\_\_\_\_

**CRÉANCIER :**  
**SILENCE**  
9, rue Dumenge  
69317 LYON Cedex 04  
FRANCE  
I.C.S. FR82ZZZ545517

**À retourner à Silence**  
**(adresse ci-contre).**  
Joindre obligatoirement  
un relevé d'identité  
bancaire (RIB).

Fait à : \_\_\_\_\_ Le : \_\_\_\_\_  
Signature : \_\_\_\_\_

Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Pour tous renseignements concernant votre prélèvement, adressez-vous à Silence.

# Les nouveaux riches

**L**es monnaies sociales et complémentaires se sont multipliées sur tous les continents ces dernières années. Leurs formes varient mais elles partagent l'ambition commune de relocaliser l'économie, de promouvoir des échanges plus justes et de rompre avec le système financier spéculatif.

Pascal Hennequin de l'association *Fokus 21* a réalisé une exposition présentant 18 portraits donnant à connaître des personnes qui ont créé ou qui utilisent ces monnaies.

Ces photos permettent de toucher du doigt à la fois la diversité et l'unité de ces multiples démarches qui visent à créer un monde plus autonome face à la puissance destructrice de la finance.



Edgar Kampers présente le NU, monnaie électronique publique-privée à Rotterdam. La carte permet d'échanger des points de fidélité collectés auprès de commerçants participant au projet, ou gagnés grâce à des démarches "responsables" telles que le tri des déchets, contre des produits ou services "durables" comme des tickets de transport.



Dominique Doré du SEL (Système d'échange local) de Montreuil, présente le bon d'échange comptabilisé en pêches. Le système des SEL fonctionne généralement sur une monnaie d'échange basée sur le temps (1 heure = 60 unités).



Françoise Lenoble présente l'Abeille, monnaie locale émise par l'association Agir pour le vivant à Villeneuve-sur-Lot depuis 2010. Fondante et sous forme de billets, à parité avec l'euro via un fonds de réserve, son but est de "redonner à la monnaie sa valeur initiale, à savoir celle d'un vecteur d'échanges permettant de développer les productions locales et non un outil strictement spéculatif comme c'est le cas aujourd'hui de l'euro".



Rolf Schilling présente le Tauschkreis, monnaie rurale autrichienne. Basée sur la parité avec l'euro, elle favorise la fidélisation par des remises, et applique un taux de change vers l'euro versé au profit d'un projet municipal.